

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA CRISE MONDIALE ET LES PRODUITS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 1^{er} mars 1934

PAR

Gabriel THURIET

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Paris
Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Président : M. AFTALION, professeur

*Suffragants : { MM. ROGER PICARD, professeur
ROCHE-AGUSSOL, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1934

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA CRISE MONDIALE ET LES PRODUITS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 1^{er} mars 1934

PAR

Gabriel THURIET

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Paris

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Président : M. AFTALION, professeur

Suffragants : { MM. ROGER PICARD, *professeur*
ROCHE-AGUSSOL, *professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1934

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



LA CRISE MONDIALE

ET LES PRODUITS AGRICOLES

AVANT-PROPOS

Il peut assurément paraître prétentieux d'ajouter une étude de plus à toutes celles qui ont déjà été publiées sur la crise économique, alors que selon les paroles du président du conseil français à l'ouverture de la Conférence économique mondiale « la vaste salle du musée géologique de Londres ne suffirait pas à contenir tous les livres, les brochures, les diagrammes que les économistes les plus savants du monde ont consacrés à étudier les raisons de cette crise effroyable ». Cependant dès que l'on s'intéresse aux questions d'économie politique, on ne peut se lasser d'étudier ce formidable cas de pathologie économique que constitue la crise actuelle. Aussi nous entreprenons d'écrire sur ce sujet dans l'espoir de projeter une lueur si faible soit-elle sur une face encore mal éclairée de l'angoissant problème qui se pose devant notre génération.

A l'heure actuelle on assiste à une réduction de la production et des échanges représentant près de 900 milliards de francs, trois fois la quantité d'or existant dans le monde. On voit ce triste spectacle : d'un côté plus de 30 millions de chômeurs dans les villes, de l'autre côté les 2/3 de la population du globe s'adonnant à l'agriculture ou à la production minérale ruinés par une baisse catastrophique des prix des denrées alimentaires et des matières premières industrielles qui se sont effondrés de moitié et dans certains cas des 2/3 et plus en quelques mois ! D'un côté la gêne, la faim ; de l'autre côté une accumulation monstrueuse de blé, de café, de

sucre, etc... que leurs propriétaires livrent au feu ou jettent à l'eau !

De ce simple tableau résulte avec évidence l'importance du facteur agricole dans la crise mondiale. Comment ces centaines de millions d'agriculteurs, brusquement dépouillés de leur pouvoir d'achat et de leur faculté de consommation pourraient-ils continuer à demeurer les clients des industries, des banques et des négoce (1) ?

Dans l'étude qui va suivre, nous jetterons d'abord un rapide coup d'œil sur la situation de l'agriculture dans les crises précédentes, puis dans une première partie nous rechercherons les causes de la crise agricole, en considérant successivement les facteurs de l'offre puis ceux de la demande ; une deuxième partie sera consacrée à l'étude des réactions de la crise agricole sur la conjoncture économique. Nous y passerons en revue d'abord les faits puis les diverses explications doctrinales que nous nous efforcerons de concilier, ce qui nous amènera à exposer notre thèse proprement dite.

(1) Voir le discours du président DALADIER prononcé le 13 juin 1933 devant la Conférence de Londres.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Les produits agricoles dans les crises précédentes.

La crise est normalement constituée par une baisse des prix. Or dans les baisses de prix il y a lieu tout d'abord de distinguer très nettement les baisses de longue durée et les baisses cycliques. Ces dernières ont été étudiées d'une manière très approfondie par M. le professeur Aftalion dans un ouvrage paru avant la guerre (1). L'auteur y montre que les baisses périodiques des prix résultent nécessairement de la technique capitaliste elle-même ou, pour s'exprimer d'une manière plus explicite, de l'allure inégale du mouvement de production des « biens intermédiaires », c'est-à-dire de l'outillage industriel, ainsi que l'appelle l'école autrichienne. Les baisses périodiques des prix sont donc dues à un accroissement périodique de l'offre effective ou latente des marchandises. Cependant pour celles de ces marchandises dont la production exige de faibles capitaux — ce qui est généralement le cas, pour les produits agricoles — seule la demande subit des variations cycliques. On constate en effet pour le blé, par exemple, que dans les périodes de prospérité, l'accroissement du montant cumulé de la récolte de l'année courante et de l'année précédente qui constitue pratiquement l'offre n'empêche nullement la progression du prix de l'hectolitre, ce qui dénote incontestablement un accroissement encore plus élevé de la demande. C'est ce qu'on a vu pendant les années de prospérité 1853-1854-1855, 1872-1873, 1879-1880, 1889-1890,

(1) AFTALION, *Les crises périodiques de surproduction*. Paris, 1913.

1906-1907. Inversement, pendant les périodes de dépression économique, la diminution de l'offre telle que nous venons de la comprendre n'a pas pour effet d'éviter la baisse du blé, ce qui prouve sans aucun doute une contraction plus forte encore de la demande par rapport à l'offre. Ces faits ont été constatés pendant les années de dépression 1858-1859, 1878-1879, 1883-1884-1885-1886, 1891-1892.

Voici d'ailleurs 2 tableaux l'un consacré aux années de prospérité et l'autre aux années de dépression qui permettront de se faire sur ce point une opinion objective :

TABLEAU I.

Années de prospérité	Prix de l'hectolitre de blé	Offre en millions d'hectolitres
1853	22,39	150
1854	28,82	161
1855	29,32	170
1872	22,90	190
1873	25,70	203
1879	21,92	175
1880	22,90	179
1881	22,28	196
1889	18,45	207
1890	19,05	225

TABLEAU II.

Années de dépression	Prix de l'hectolitre de blé	Offre en millions d'hectolitres
1858	16,75	220
1859	16,74	197
1877	23,42	196
1878	23,08	196
1879	21,92	175
1883	19,16	226
1884	17,76	218
1885	16,80	224
1886	16,94	217
1891	20,58	194
1892	17,87	187

Les dépressions cycliques alternant avec des années de prospérité chevauchent sur des périodes de longue durée où la tendance générale des prix est à la hausse ou à la baisse. C'est ainsi que dans la période allant de 1896 à 1920, les prix, tout en oscillant sous l'influence des phénomènes cycliques, étaient orientés vers la hausse. Dans la période précédente, entre 1873 et 1896, la tendance des prix fut au contraire à la baisse. C'est de nouveau le cas depuis 1920, si l'on considère les indices-or des prix de gros ; toutefois, à partir de 1929, la baisse a pris une telle ampleur qu'on peut la mettre à part des mouvements cycliques comme des mouvements de longue durée.

On peut en juger par les 4 chiffres suivants représentant les indices généraux des prix de gros de 45 articles publiés par la Statistique générale de la France sur la base 100 en juillet 1914.

(Les indices de 1896 et de juillet 1914 sont multipliés par le coefficient 4,92 pour tenir compte de la dévaluation du franc.)

Moyenne 1896.....	357
Juillet 1914	492
Mars 1929	653
Mai 1933	382

En mai 1933 on n'était plus très loin du niveau moyen de 1896 qui est le plus bas enregistré dans l'histoire économique depuis qu'on établit des indices.

Ce qui caractérise les baisses de longue durée des prix, au point de vue qui nous intéresse, c'est qu'elles sont toujours accompagnées d'une crise agricole et ceci s'explique d'ailleurs assez facilement. La baisse des prix signifie en effet une appréciation de la valeur de la monnaie qui crée un déséquilibre entre d'une part la valeur des produits de base — produits agricoles et matières premières dont les cours s'effondrent — et d'autre part le prix de la main-d'œuvre et des charges fiscales qui résistent à la baisse, quand ces dernières n'augmentent pas. Le résultat final est la cherté des produits manufacturés pour les agriculteurs, donc la crise agricole.

Celle-ci consiste essentiellement dans l'écart qui se manifeste entre les encaissements et les débours de la population paysanne.

La première crise agricole que l'on cite dans l'histoire contemporaine est celle qui éclata sous la Restauration à partir de 1820.

Elle avait pour cause l'accroissement de la production agricole pendant les guerres napoléoniennes, notamment dans les pays menacés par le blocus continental. Après le retour de la paix, la production dépassa en effet les besoins de la consommation.

Le Comité économique de la S. D. N. donne les détails suivants sur l'intensité et l'évolution de cette crise :

« Les prix des céréales tombèrent entre 1820 et 1825 de la moitié
« ou des 2/3 et les prix du bétail s'abaissèrent de près de moitié, tandis
« que les prix des produits industriels subissaient une baisse beaucoup
« moins forte et que les impôts, à la suite des guerres, étaient devenus
« beaucoup plus lourds. Le développement de la consommation de
« pommes de terre réduisait les débouchés pour les autres produits
« agricoles. Des moissons abondantes, qui se succédèrent de 1817 à
« 1824 en plusieurs pays, contribuèrent à la chute des prix agricoles.
« La crise diminua d'intensité à partir de 1825, et, après 1835, elle
« avait pris fin.

« C'est alors une période de « high farming », interrompue seulement par des exceptions locales et passagères et par quelques « mauvaises récoltes (1).

Plus intéressante encore est la crise qui commença en 1873, car sur bien des points, elle présente des analogies frappantes avec la crise mondiale actuelle. Comme aujourd'hui, le monde était plongé dans un sentiment d'insécurité politique qui entraînait comme toujours l'instabilité financière. Dans les dix années précédentes, les guerres avaient été nombreuses. En Europe, alors bien plus qu'aujourd'hui véritable centre du monde, le traité de Francfort, accepté à contre-cœur par les Français laissait l'avenir plein d'incertitudes et bien des

(1) *La crise agricole*, volume I, p. 21, publication du Comité économique de la S. D. N. Genève, 1931.

esprits considéraient comme possible une reprise des hostilités franco-allemandes. Dans le même temps l'afflux de l'or français en Allemagne provoquait des perturbations proprement financières qui venaient s'ajouter au malaise politique. Des industries malsaines se créèrent en Europe centrale. Des lignes de chemins de fer d'utilité contestable et de rendement très incertain furent construites. D'autre part le Reich, fier de ses ressources nouvelles décrétait dès 1871 la démonétisation de l'argent, ce qui entraîna une sensible déflation, la baisse progressive des prix et le ralentissement économique général. Les banques furent gênées dans leur trésorerie et dès le mois de mai 1873 une crise financière éclata à Vienne pour de là gagner Berlin et se propager à travers l'Europe et finalement le monde entier. L'on put constater déjà à cette époque les inconvénients de transferts importants de numéraire, sans contre-partie de marchandises ou de services, transferts qui peuvent être aussi nuisibles aux pays créanciers qu'aux pays débiteurs.

Aux Etats-Unis, avant même que la crise financière éclatât, les agriculteurs furent frappés par la baisse de valeur de leurs produits. Pendant la guerre franco-allemande le prix du blé s'était élevé mais le rétablissement de la paix en Europe amena une reprise de la production française, tandis que les surfaces ensemencées augmentaient dans les autres pays. Cette situation déclencha une baisse du prix du blé d'environ 20 % à New-York — 1 dollar 10 en 1871, 0 dollar 85 en 1872. Assurément cette chute des cours n'était point de l'ordre de grandeur de celle à laquelle on assista en 1930 sur les marchés de Chicago et de Winnipeg, mais il est nécessaire de tenir compte des frais considérables qui grevaient le produit à l'occasion de son transport et de sa manutention entre le lieu de production et le lieu de consommation, frais qui diminuaient d'autant le profit de l'agriculture. Pour les régions un peu reculées, des frêts de 40 à 50 cents étaient courants. Par ailleurs les intermédiaires puissamment organisés, bien renseignés sur les fluctuations du marché, seuls possesseurs d'élévateurs et autres moyens de stockage se procuraient des bénéfices scandaleux, prélevant d'après une enquête faite

en 1870 environ le tiers de la valeur portée à la cote. Finalement le cultivateur ne touchait guère que 15 à 20 cents par boisseau (c'est-à-dire 0 fr. 75 à 1 fr. or de 1914 par 27 kilos) ; c'était suffisant pour ne pas mourir de faim si la récolte était favorable, mais dans le cas contraire c'était la misère, l'endettement et finalement la dépossession. C'est ainsi qu'en 1872 et 1873, dans les régions où la récolte fut médiocre le nombre des hypothèques s'accrut et leur poids fut d'autant plus lourd que les prêteurs, très sollicités, élevaient leurs prétentions. Le mécontentement des agriculteurs se manifesta par le développement d'une organisation « La Grange », véritable franc-maçonnerie rurale, qui avait été créée en 1867. Dans les années considérées (1872-1873) le nombre de ses loges s'accrut brusquement et dès lors elle fit une guerre acharnée aux chemins de fer et aux commerçants, visant même à la conquête du pouvoir politique dans les états agricoles. Elle échoua finalement dans ses tentatives d'organisation coopératiste, mais son histoire reste néanmoins un à-côté très curieux de la vie américaine au XIX^e siècle.

Comme à notre époque, la crise de 1873 avait été précédée d'une spéculation sans vergogne, principalement sur les chemins de fer alors en plein développement et également d'une corruption scandaleuse du personnel politique qui avait jeté un discrédit croissant sur le parti républicain.

Ce fût la fermeture du siège de New-York de la banque Jay Cooke le 18 septembre 1873 qui déclencha la panique. Le 20 septembre, pour la première fois depuis sa fondation, le Stock Exchange de New-York cessa toute opération et le président Grant inaugurait la formule des vacances bancaires en décrétant une « semaine de dimanches ». La thésaurisation commença ; les faillites se multiplièrent : de 5.000 en 1873 elles passèrent à 6.000 en 1874, à plus de 7.000 en 1875, à 9.000 en 1876 et à 10.000 enfin en 1878 ; 40 % des réseaux étaient défaillants en 1876 : la perte subie au cours de la crise par les actionnaires et les obligataires fut estimée à plus de un milliard de dollars, somme égale au montant de l'indemnité de guerre qu'au même moment la France venait de verser à l'Allemagne.

Le chômage atteignit entre deux millions et deux millions et demi d'individus alors que les Etats-Unis ne comptaient encore qu'une quarantaine de millions d'habitants dont moins du tiers étaient concentrés dans les villes. Comme aujourd'hui le mécontentement était général. Le monde des affaires réclamait l'inflation, l'augmentation du chiffre des « greenbacks », la réduction des loyers et des dettes. Dans les villes, des cortèges d'ouvriers affamés se formaient pour exiger des secours de chômage, du pain et du feu, la mise en route d'un vaste programme de travaux publics. A la campagne, la situation était pire encore : ouvriers chômeurs et fermiers évincés avaient constitué des bandes qui terrorisaient les villages et attaquaient les trains. Pourtant de même qu'après la pluie vient le beau temps, à partir de 1878, la confiance renaît et les affaires reprennent d'une manière remarquable. L'agriculture américaine, qui avait été la première touchée par la crise, se redressa la première. Une série de mauvaises récoltes en Europe, jointe au relèvement économique général, provoqua une augmentation importante de la demande de blé à partir de 1874. La disparition d'une partie des anciens fermiers, dont les terres grevées d'hypothèques étaient mises en vente par les créanciers à des prix avantageux pour de nouveaux exploitants, procura d'autre part un assainissement du marché, relativement aux prix de revient. Enfin le chômage qui sévissait dans les villes ramena à la campagne une main-d'œuvre peu coûteuse dont les agriculteurs ne se firent pas faute d'user et d'abuser. Il ne faut pas s'étonner de voir ainsi la production de blé progresser de 60 % entre 1873 et 1879. Une autre circonstance vint encore favoriser le monde rural à savoir l'augmentation de la demande de produits animaux, à laquelle on put faire face par la création de l'industrie frigorifique à la suite des expériences remarquables de Tellier. Mais par-dessus tout ce fut l'abaissement des frais de transport qui donna un élan prodigieux à l'agriculture des Etats-Unis. Les intermédiaires, éprouvés par la crise avaient diminué leurs prétentions mais surtout on assista à une baisse très importante des tarifs de chemin de fer due à la campagne de la « Grange » dont nous avons parlé

plus haut et plus encore à la concurrence des compagnies dont beaucoup étaient aux mains de liquidateurs. De 1873 à 1876, le tarif moyen d'un transport de blé de Chicago à New-York tomba de 20 à 12 cents par boisseau (de 1 franc-or à 0 fr. 60 or de 1914 par 27 kilos). En définitive grâce à tous ces éléments favorables, les fermiers s'enrichirent peu à peu et l'épargne se reconstitua dans les campagnes.

Dans les autres pays neufs, l'agriculture prit comme aux Etats-Unis, un grand développement parallèlement à la progression des exportations stimulées par l'abaissement du coût des transports tant terrestres que maritimes. Ce sont les chemins de fer qui permirent l'accroissement de la production agricole au Canada à partir de 1880, puis en Argentine et dans une mesure moindre en Australie à partir de 1890, au moment même où la Russie devenait la plus grande exportatrice du monde en céréales.

Cette évolution favorable dans les pays neufs contraste avec la situation de plus en plus difficile de l'agriculture européenne à cette époque et en même temps elle l'explique. Après 1877 la baisse des prix des produits agricoles qui se poursuivit d'une manière presque ininterrompue jusqu'en 1896, ne fut pas accompagnée d'un abaissement correspondant des prix de revient dans les vieux pays européens. Ce n'est pas tant l'accroissement de l'offre, que le bas prix d'offre des produits agricoles venant d'outre-mer où ils bénéficiaient d'un bas prix de revient, qui amena la chute des cours.

En France, malgré les tarifs protecteurs le prix du blé tomba de 23 fr. 42, cours moyen de l'année 1877 à 14 fr. 33 en 1896.

La situation chez nos voisins d'Outre-Manche est ainsi décrite par le comité économique de la S. D. N.

« En Angleterre, où aucune protection douanière n'existe alors pour l'agriculture, le blé tombe en 1894-1895 à un prix minimum qui correspond à 43 % du niveau moyen des prix obtenus de 1851 à 1875. Les prix de la viande et des produits laitiers baissent après les prix des céréales, mais la chute est moins marquée. En Angleterre le

minimum est atteint pour la viande de bœuf en 1887 avec un prix qui correspond à 82 % des prix de 1851 à 1875 » (1).

Le moindre fléchissement du prix de la viande, détermina une orientation de l'agriculture vers l'élevage dans plusieurs pays tels que la Grande-Bretagne qui abandonna la culture des céréales, les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark.

Cependant au début du ^{xx}e siècle, la crise agricole s'évanouit. Les prix agricoles remontent ; dans la période 1909-1913, les prix des céréales dépassent de 20 %, le niveau moyen des années 1891-1900.

Immédiatement, après la grande guerre de 1914-1918, l'agriculture connut une prospérité prodigieuse dans le monde entier mais ce ne fut que le rêve d'un instant et à partir de 1928-1929 commença la crise dont nous allons aborder l'étude.

(1) *La crise agricole*, vol. I, p. 21.

PREMIÈRE PARTIE

Les causes de la crise agricole.

CHAPITRE PREMIER

Les facteurs de l'offre.

Nous examinerons sous cette rubrique les différents facteurs qui en contribuant au développement de la production agricole ont concouru à la porter à un niveau auquel la capacité d'absorption des consommateurs n'a pu faire face.

Nous verrons successivement comment la guerre mondiale, comparable en cela au blocus continental napoléonien a stimulé la production en en modifiant la répartition géographique au profit des pays neufs extra-européens, comment ces derniers ont été en même temps favorisés par les progrès des méthodes de culture, la mécanisation croissante de l'agriculture et la baisse des frets maritimes, comment le maintien d'une production surabondante a été rendu possible par une politique délibérée de stabilité des prix, comment enfin un grand pays européen, jadis le grenier de notre vieux continent, après avoir sombré dans une révolution sociale sans précédent, a fait tout récemment sa réapparition sur les marchés mondiaux.

* * *

La guerre de 1914-1918 a comme les précédentes et à un degré proportionnel à son ampleur, provoqué en Europe une baisse sensible de la production agricole tant par suite de la

mobilisation de millions de paysans que de l'abandon des cultures dans les zones d'hostilités. Dans le même temps la consommation de produits agricoles avait une tendance certaine à l'accroissement, du fait des nécessités du ravitaillement des armées qu'accompagnent inévitablement des avaries de stocks et le gaspillage des services de l'Intendance.

La hausse des prix, conséquence inéluctable de cette situation, a immédiatement stimulé la production agricole dans les pays extra-européens d'autant plus facilement que ces derniers étaient loin d'avoir atteint les limites de leur capacité de développement. Il nous suffira de considérer à cet égard la situation de deux denrées particulièrement caractéristiques : le blé et le sucre.

Pour le blé, la diminution de la superficie cultivée en Europe fut d'environ un cinquième ; en Russie, elle atteignit un tiers. Pendant ce temps les Etats-Unis et le Canada étendaient leurs cultures de plus de 10 millions d'hectares et les autres pays neufs suivaient le mouvement. Les chiffres concernant, non plus la superficie ensemencée, mais la production de blé, donnent des indications analogues : entre 1913 et 1920 la production du Canada passe de 63,1 à 71,6 millions de quintaux ; celle des Etats-Unis de 207,8 à 226,7 ; celle de la République Argentine de 51 à 60,5, tandis que celle de la France tombe de 86,9 à 64,5.

Après la guerre, la production européenne de blé tendit naturellement à se reconstituer, mais cette reconstitution fut entravée par l'état social de la Russie, qui, en 1928 encore, se voyait contrainte d'acheter un surplus de froment pour sa nourriture et par les réformes agraires réalisées chez les nouvelles nations européennes. Ces réformes, quoique socialement désirables, n'ont en effet pas donné aux nouveaux petits propriétaires, au profit desquels elles avaient été effectuées, les connaissances et les moyens techniques nécessaires.

Dans ces conditions, la production extra-européenne de blé ne marqua aucun fléchissement après la guerre, si ce n'est pendant quelques années aux Etats-Unis ; elle continua même de s'accroître : avec la bonne récolte de 1928, le Canada fit plus que tripler sa production d'avant-guerre.

Si, du blé nous passons au sucre, nous constatons une évolution identique mais beaucoup plus accentuée encore. Avant la guerre la production du sucre qui était d'environ 18 millions de tonnes se partageait à peu près également entre le sucre de betterave européen et le sucre de canne extra-européen. La guerre amena une réduction sensible dans la culture des betteraves et stimula par contre le développement des plantations de cannes à sucre. En 1919-1920, la production du sucre de betterave n'atteignait plus que 3,3 millions de tonnes alors que celle du sucre de canne était montée à 13,3 millions de tonnes. Dans la période d'après guerre, la production du sucre de betterave se rétablit assez rapidement au niveau antérieur aux hostilités et même le dépassa dans ces dernières années, avec une augmentation sensible des superficies cultivées en betteraves, par suite de l'action des gouvernements en vue de réserver le marché intérieur à la production sucrière nationale. Mais d'autre part l'impulsion qu'avait reçue la culture de la canne à sucre ne s'arrêta pas et la production de sucre s'éleva à 18,3 millions de tonnes pour la campagne 1928-1929, doublant ainsi son niveau de 1913-1914. Ainsi la guerre a amené une modification sensible dans la répartition géographique de la production agricole, mais il semble bien qu'il ne faudrait pas s'exagérer son rôle à cet égard. L'évolution que nous venons de constater se dessinait déjà avant 1914 et il est permis de penser que si la guerre n'avait pas eu lieu d'autres facteurs qui ont joué dans le même sens qu'elle, auraient amené la situation bien près du point où elle se trouve actuellement.

* * *

Parmi ces facteurs il importe de noter tout d'abord l'amélioration des méthodes de culture.

Pour le blé, la découverte de variétés nouvelles de semences a permis l'extension de sa culture à des régions où jusqu'ici elle était impossible en raison de la trop brève durée de l'été. C'est ainsi que l'emploi d'une variété ne demandant que 100 jours au lieu de 130 pour atteindre sa maturité a récem-

ment ouvert à la culture du blé les vastes étendues du Canada septentrional. De même la pratique du « dry farming » qui consiste à maintenir une couche de terre sur les jachères, ce qui assure au sol une humidité suffisante pour permettre au blé de pousser l'année suivante, a rendu possible la culture de cette céréale dans les régions sèches de l'Australie et de la partie occidentale des Etats-Unis. Dans les pays d'Europe le progrès a consisté presque uniquement dans le développement considérable de l'emploi des engrais naturellement indiqués pour la culture intensive.

Quant au sucre, nous constatons que l'accroissement de la production du sucre de canne est dû essentiellement à des progrès remarquables dans la technique de cette production et consistant surtout dans l'emploi de variétés améliorées qui ont permis de doubler le rendement à Java.

On pourrait noter des progrès analogues dans la culture d'autres produits, tel le caoutchouc dont la production représente sept fois le chiffre de 1913 alors que son prix-or de vente ne se montait plus en mars 1932 qu'à 6 % de celui pratiqué avant la guerre.

* * *

Un autre facteur d'une importance capitale qui a contribué au développement de la production agricole et plus spécialement de la culture des céréales est la mécanisation croissante des instruments aratoires qui, au cours de ces dernières années, a pris, dans les pays neufs, le caractère d'une véritable révolution.

Celle-ci fut aussi inattendue que profonde : aucun progrès ne s'était produit dans les méthodes de culture depuis l'invention de la charrue qui datait elle-même des premiers âges de l'humanité.

*Prima Cerès ferro mortales vertere terram
Instituit (1).*

On en était resté pendant plusieurs milliers d'années au

(1) VIRGILE, *Géorgiques*, liv. I.

travail conjugué de l'homme et des bœufs, joignant leurs forces pour le creusage des sillons :

...hominumque boumque labores
Versando terram experti (1).

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle on continua de semer le blé à la main, de le couper à la faucille, de le battre au fléau. Les scènes de la vie agricole que retrace le pinceau de Rosa Bonheur sont les mêmes que celles chantées par Virgile dans ses vers immortels. Mais voici qu'au milieu du siècle dernier apparaissent les machines agricoles et tout va changer : elles ont accru considérablement la productivité du travail humain et du sol, en même temps qu'elles abaissaient les prix de revient. Néanmoins le rayon de leur activité demeurerait strictement limité tant que la force motrice restait hippomobile : la ferme type ne dépassait pas alors 80 hectares. Le XX^e siècle, siècle de l'automobile, se devait de libérer l'agriculture de la traction animale dont l'incompatibilité avec des machines sans cesse perfectionnées s'accroissait chaque jour. Ce n'est cependant que depuis la guerre que l'emploi des tracteurs prit un grand développement dans les pays neufs, en même temps que diminuaient et la population rurale et le nombre des chevaux et mulets.

Voici la statistique pour les Etats-Unis (2).

Années	Nombre. de tracteurs	Nombre de chevaux et mulets	Chiffre de la population rurale
1918	80.000	»	»
1920	246.000	25.200.000	31.000.000
1923	447.000	»	29.800.000
1925	506.000	22.082.000	28.982.000
1929	852.000	19.295.000	27.491.000
1930	1.000.000 (prov.)	18.762.000	27.222.000

Les avantages du tracteur sont évidents : il n'est sensible ni à la fatigue, ni à la chaleur, ni aux insectes et le soir venu,

(1) VIRGILE, *Géorgiques*, liv. I.

(2) V. *La crise agricole*, vol. I, *op. cit.*, p. 167 et 168.

il peut rester dans les champs ; il permet enfin un travail plus rapide et à moindre frais. Au Canada, un homme labourait, avec 3 chevaux, environ 3 acres (120 ares) par jour ; avec un tracteur à 3 socs il laboure 6,7 acres (268 ares). D'autre part la diminution des frais, en dollars par acre, ressort du tableau suivant (1) :

Avec 2 chevaux	3,33
Avec 3 chevaux	3
Avec 4 chevaux	2,33
Avec 1 tracteur à charrue à 2 socs	1,65
Avec 1 tracteur à charrue à 3 socs	1,52

Dans le même temps l'emploi de machines mixtes dites « combines » à la fois moissonneuses, batteuses et égréneuses, prenait un développement considérable. Apparues vers la fin du XIX^e siècle dans les régions sèches des Etats-Unis et de l'Australie elles ne furent vraiment utilisées en grand nombre qu'à partir de 1925, lorsque l'expérience révéla la possibilité de les utiliser dans les régions subhumides où l'on cultive la majeure quantité des céréales. Voici la description qui en est donnée dans un article de la *Revue de Paris* (2).

« ...Monstres d'acier semblables de face à des machines de guerre carthaginoises et de profil à de géantes cigales dressées, prêtes à l'envol. Leurs mandibules tâtonnent en plein ciel, à fleur de sol, une grande aile comme d'avion rase les épis. Un ronflement et dans ces carcasses de métal, de complexes rouages entrent en danse...

Les monstres foncent et, fauchés, aspirés, vannés, battus, égrenés, décortiqués, les épis du sol se transforment en pluie de grains ; comme un crâne sous la tondeuse, la terre livre sa toison. Moissons fabuleuses... un travail qui eût demandé des mois à des milliers d'hommes est accompli en quelques semaines par ces machines qu'une poignée de mécaniciens et d'aides suffit à actionner ».

(1) *La crise agricole*, vol. II, p. 16. S. D. N. Comité économique. Genève, 1931.

(2) V. *La Revue de Paris* du 1^{er} janvier 1932, p. 111.

On peut d'ailleurs juger du rendement obtenu par le tableau suivant (1).

Procédé employé	Nombre d'heures de travail nécessaire pour moissonner 1 hectare de blé
1 ^o Serpe et fléau	90 à 125
2 ^o Moissonneuse avec traction chevaline et bat- teuse immobile	8 à 12
3 ^o Combine	moins de 2

Pendant la période 1923-1929, 68.000 combines environ furent mises en service aux Etats-Unis dont les deux tiers en 1928-1929 (2). Dans le seul Etat du Kansas, leur nombre passa de 8.275 à 20.000 de 1926 à 1928. On estime qu'en 1929 la moitié de la récolte américaine de blé dur d'hiver et un cinquième de la récolte de blé dur de printemps ont été moissonnés avec des faucheuses combinées. Au Canada, dans les provinces de la Prairie, elles passèrent de 791 en 1927 à 4.341 en 1928, représentant un capital de 11 millions de dollars canadiens. En 1930 leur nombre s'élève à 7.726 et l'on estime que 15,42 % du total des emblavements en céréales ont été moissonnés avec ces combines.

Ces perfectionnements dans la technique de la production ont entraîné une baisse remarquable des prix de revient. Alors que dans les fermes qui continuent d'employer la machine avec traction chevaline, le blé revient à \$ 1.40 le boisseau et le coton à 16 cents la livre, celles qui utilisent simultanément le tracteur et la combine voient tomber leur coût de production respectivement à 45 cents pour le blé et à 6 cents pour le coton (3) La conséquence de ces transformations est l'élimination progressive des petites fermes dont le nombre a diminué de 150.000 aux Etats-Unis entre 1920 et 1930. L'emploi des tracteurs et des machines nouvelles n'est en effet économiquement possible que sur des superficies

(1) D'après les renseignements donnés dans un article de *la Revue politique et parlementaire* du 10 janvier 1932, p. 25.

(2) *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale*, publié par le Secrétariat de la S. D. N. Genève, 1931.

(3) *New-York Herald Tribune*, July 19th 1931.

d'au moins quatre à six cents hectares. Dans ces conditions les dimensions des exploitations se sont considérablement accrues et l'ancienne ferme type de 80 hectares a fait place à des entreprises cultivant jusqu'à 40.000 hectares, quelquefois sous la forme de grandes sociétés anonymes, consacrant ainsi la pénétration du capitalisme dans l'agriculture.

Nous avons jusqu'ici laissé à l'écart le vieux continent ; c'est qu'en effet les progrès de la mécanisation de l'agriculture n'ont fait encore que l'effleurer, car les avantages de l'emploi massif des machines nouvelles sont loin d'y être aussi grands. L'économie réalisée, grâce aux tracteurs notamment, n'est en effet considérable que dans les pays où l'essence est à bon marché, la main-d'œuvre coûteuse et les prix des fermages peu élevés. Dans les vieux pays d'Europe non producteurs de pétrole où par suite l'essence est chère, où la main-d'œuvre et le fourrage sont relativement bon marché, les engrais de ferme de bonne qualité, les exploitations de dimensions restreintes, les loyers élevés et où les paysans sont attachés à leurs habitudes, la réduction des dépenses serait parfois nulle. C'est ce qui explique que, en 1928, 91 % des achats de tracteurs américains ont été effectués par les pays neufs alors que la part de l'Europe dans ces achats n'a été que de 9 % (1).

Cependant, en France en particulier le nombre des automobiles s'est considérablement accru dans les campagnes depuis la guerre ce qui dénote l'emprise de la technique moderne sur les cultivateurs. Par ailleurs il semble bien que, d'une façon générale, dans le monde, ainsi que le déclarait M. le professeur Warmbold devant la commission internationale d'agriculture en août 1930, l'on se rendra maître progressivement de ces obstacles que nous venons de signaler et que l'on pourra faire participer des territoires toujours plus vastes aux avantages économiques d'un machinisme sans cesse perfectionné. Un jour viendra peut-être où l'on ne verra plus se profiler sur l'horizon clair la silhouette du semeur arrondissant son geste rythmique au-dessus des

(1) United States Foreign Commerce, 1928.

sillons ; où l'on ne verra plus les grands bœufs attelés tirant le soc que l'homme presse et dirige sur la terre remuée. Ce sera autant de perdu pour la poésie des champs mais le labeur humain en sera allégé.

* * *

Une autre circonstance, venue s'ajouter aux stimulants que les progrès signalés plus haut ont apportés à la production agricole des pays neufs, est la tendance à la baisse des frets maritimes. Ceux-ci n'ont pas en effet subi, après la guerre, la hausse enregistrée sur la plupart des marchandises. Leur stabilité approximative signifie donc qu'ils ont baissé relativement. Cette situation a grandement facilité les exportations extra-européennes ainsi que le montre le tableau ci-dessous concernant les exportations de blé en millions de tonnes (1).

Années	1909-13	1926	1928
Pays :			
Argentine	2,4	2,0	5,3
Australie	1,1	1,4	1,6
Canada.....	2,0	6,8	9,9
Etats-Unis.....	1,4	3,4	2,1

Par suite de la crise actuelle qui se caractérise par une régression considérable et sans précédent du commerce international, la baisse des frets s'est accélérée. Il est d'ailleurs à noter que même pendant l'été de 1929 plus de 5 % du tonnage mondial restait désarmé et que les constructions navales ne se sont pas ralenties en 1930 de sorte qu'en juin 1931 le tonnage brut total dépassait de 3 millions de tonnes le chiffre du même mois de 1929 et de 50 % le tonnage de 1913 (2).

Voici quels sont les nombres indices des frets océaniques base 1913 = 100 publiés par *The Economist* et *The Statist* (2).

(1) *Annuaire international de statistique agricole.*

(2) *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale, op. cit.,*
p. 222.

Années	Economist	Statist
1927	110	119
1928	99	110
1929	97	106
1930	79	82

*
* *

De cet ensemble de facteurs, il résultait, dès avant la crise, que la production de la plupart des denrées agricoles ayant été trop développée, les courbes des prix s'orientaient vers la baisse ainsi qu'on en peut juger par le tableau suivant :

Années	Blé Winter n° 2 Chicago (1) en cents par 60 lb.	Sucre brut New-York (2) en cents par livre anglaise	Café (3) Rio n° 7 en francs-or par quintal
1924	125 7/8	4,186	238,80
1925	166	2,562	178,67
1926	155 1/4	2,568	156,87
1927	137 5/8	2,959	187,14
1928	131 1/4	2,470	180,37
1929	122 7/8	2,001	98,09

Cette baisse, quoique désagréable aux producteurs était cependant économiquement désirable dans leur intérêt même, afin de freiner une ardeur productrice qui devait nécessairement les conduire à une mévente générale.

Cependant ce fut une politique contraire et à courte vue qui se fit jour, à laquelle, le désir de ménager l'intérêt électoral de millions de cultivateurs, n'était pas étranger. La prospérité de l'agriculture en fut prolongée pour quelque temps, mais la crise inévitable qui suivit en fut considérablement aggravée. Cette politique commença, pour le blé, au Canada, en 1927. Les agriculteurs des provinces de la Prairie avaient été vivement impressionnés à la fin de la guerre par le succès remporté par le « Canada Wheat Board », organisme officiel investi d'un monopole de vente de la tota-

(1) *La crise agricole*, vol. I, *op. cit.*, p. 26.

(2) *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale*, *op. cit.*, p. 56.

(3) *Id.*, p. 59.

lité de la récolte et qui fut supprimé en 1920 à l'instigation des milieux commerciaux d'Ottawa. Or, les brillants résultats du « Wheat Board » furent à tort attribués au système lui-même ; ils étaient dus surtout aux conditions économiques qui à l'époque avaient favorisé les producteurs. C'est en conséquence de cet état d'esprit que fut organisé à la fin de 1923 le « Pool » de l'Alberta, coopérative libre des blés, dont les débuts furent heureux de sorte que le mouvement s'étendit l'année suivante au Manitoba et au Saskatchewan. Finalement il fut constitué une société fédérale de vente sous le nom de Canadian Cooperative Wheat Producers Limited, qui tient sa charte du Dominion (1). Cet organisme qui englobe 60 % environ des producteurs du Canada occidental et qui prend en charge plus de la moitié du total de la récolte est maître du cinquième environ de l'offre mondiale de blé. Il put ainsi maintenir les prix pendant l'automne de 1928 ce qui amena une nouvelle augmentation des superficies emblavées, en même temps qu'il se chargeait de stocks qui en août 1929 approchèrent de 22 millions de quintaux.

Une politique identique fut suivie aux Etats-Unis. Le président Hoover qui avait évincé son concurrent Smith en promettant merveille aux agriculteurs, dut tenir parole. A la suite du rapport de la commission Nagel, fut institué le « Federal Farm Board » qui bientôt à son tour se mit à stocker le blé, avec l'autorisation d'opérer également sur le marché à terme. Dès la fin d'août 1929 les stocks accumulés par cet organisme s'élevèrent à 60 millions de quintaux. L'échec final de ses efforts fut lamentable puisque, lors de sa récente liquidation à la fin d'avril 1933, c'est par une perte de 184.153.232 dollars que se soldèrent ses opérations.

Au Brésil, la « défense permanente du café » et les tentatives pour maintenir les prix à un niveau « raisonnable » eurent des effets analogues. Entre 1926 et 1928, les plantations de caféiers s'accrurent sensiblement. Au Brésil même et à Haïti leur extension fut de 25 % environ ; en Colombie elle

(1) Sur l'organisation des coopératives canadiennes de blé, voir *La crise agricole*, vol. II, *op. cit.*, p. 21.

fut de plus d'un tiers. La situation du café était particulière car le financement des stocks s'opérait grâce à des emprunts contractés principalement aux Etats-Unis. Après le Krack de Wall Street d'octobre 1929, il devint impossible d'obtenir de nouveaux crédits et l'Institut de défense du café de Sao-Paulo dut abandonner la lutte. Le déversement des stocks sur le marché provoqua alors une baisse d'environ un tiers, en trois mois, des prix du café.

Des efforts analogues en vue de maintenir les cours des sucres furent également exercés, ce qui empêcha la réduction des cultures de betteraves.

Pour une matière première cependant : le caoutchouc, des mesures furent tentées en vue de réduire la production. L'opération connue sous le nom de « plan Stevenson », limitée aux plantations de la Malaisie britannique, n'eut pour résultat que de stimuler la production et les plantations nouvelles, dans les régions non soumises à la restriction, notamment aux Indes néerlandaises, en même temps que la hausse temporaire des prix favorisait l'emploi du caoutchouc régénéré.

Voici quelques chiffres qui donneront une idée de l'accroissement des stocks des denrées que nous venons de passer en revue ainsi que du coton (1).

Produit et unité	Mois	1925	1929	1930	1931
Blé (millions de quintaux)...	août	114	233	220	246
Sucre (millions de quintaux).	déc.	37 (2)	57	71	87
Café (millions de quintaux) ..	mars	5 (2)	9	16	17
Coton (millions de balles) ...	déc.	5.635	7.234	9.386	10.709
Caoutchouc (milliers de ton.),	mars	160 (3)	243	367	556

Ainsi la politique de valorisation des produits agricoles n'a abouti qu'à un engorgement sans précédent des marchés précisément au moment où allait se déclencher la crise industrielle.

(1) V. S. D. N., *La situation économique mondiale 1931-1932*. Genève, 1932.

(2) Statistiques de 1926.

(3) Chiffre approximatif.

* * *

Un dernier facteur devait encore intervenir pour accélérer la chute des prix : après un long effacement, les exportations russes reentraient en scène sur le marché international sous la forme qui fit tant de bruit du « dumping soviétique ». Le gouvernement de l'U. R. S. S. qui avait paru primitivement vouloir limiter à l'usine la collectivisation des moyens de production s'était en effet décidé à faire entrer l'agriculture dans son plan d'hégémonie politico-économique, connu sous le nom de plan quinquennal, en la révolutionnant à son tour par l'application de la socialisation intégrale de la terre, liée à l'introduction de la technique nouvelle qui venait de bouleverser les conditions de la production dans les pays neufs. M. D. Batourinski, membre de l'Académie agricole « Lénine » déclare que « pendant les dernières années, l'économie rurale soviétique a été le théâtre d'une transformation qui a une importance mondiale sans précédent dans l'histoire du développement social » (1). Le fait est indéniable mais il semble non moins certain que les dirigeants soviétiques ont voulu aller trop vite.

Entre 1924 et 1927, une expérience concluante de mécanisation du travail agricole avait été réalisée en Ukraine sous la direction de l'agronome Markevitch. D'abord limitée à une superficie de 80.000 hectares de terre libre, elle fut étendue au moyen de contrats librement signés par une série de villages avec les « sovkhoz » (exploitations agricoles d'Etat) possédant des tracteurs, à des cultures individuelles d'une superficie globale de 30.000 hectares. L'économie réalisée ressort du tableau ci-dessous (2) :

	Dépenses sur 1 hectare	
	Force motrice chevaline	Tracteur
Instrumentes de travail, vivants et inanimés	55 rbl.	30 rbl.
Prix des constructions	75 rbl.	20 rbl.
Labourage d'un hectare de terre arable (15,8 cm. de profondeur)	12 rbl.	7 rbl. 26 k.

(1) *La crise agricole*, vol. II, *op. cit.*, p. 66.

(2) V. le n° 7 de *Exploitation d'après le Plan*, 1928.

Les « sovkoz » fournissaient le matériel et les techniciens, les paysans, leurs terres que l'on fondait en blocs et leurs forces de travail. Une partie de la récolte était prélevée pour rémunérer la station de tracteurs, mais malgré cela, le cultivateur recevait plus qu'avec l'ancien mode de culture individuelle comportant la traction animale. Aussi la défiance naturelle du paysan fit-elle place à une faveur croissante pour les procédés modernes de culture de sorte que des associations paysannes se mirent à acheter des machines pour leur propre compte. C'est alors qu'à la suite d'un rapport de l'agronome Markewitch, effectué en mai 1928 au bureau du « Gosplan » et qui fit profonde impression, le gouvernement de Moscou, qui rencontrait de grosses difficultés pour assurer le ravitaillement en pain, décida d'opérer dans l'agriculture de l'U. R. S. S., cette révolution à la fois sociale et économique dont nous avons parlé plus haut.

Deux traits la caractérisent : d'une part, c'est par la force que Staline veut grouper les paysans dans de grandes exploitations collectives, d'autre part le développement du machinisme et la constitution de cadres de mécaniciens et d'agronomes expérimentés ne fera que suivre ultérieurement la « désindividualisation » brutale de la population paysanne. C'est en automne 1929 que commença cette collectivisation en masse de l'industrie rurale « pas décisif qui, selon le commissaire du peuple à l'Agriculture Jakovlev, marque une étape de la plus haute importance pour l'établissement des fondements de la société socialiste dans l'U. R. S. S. » (1) Dans chaque village, sur un ordre secret du gouvernement, des groupes de communistes s'emparèrent de tous les biens des « koulaks » — paysans aisés — massacrant quelques-uns de ces derniers et envoyant les autres aux travaux forcés dans des régions éloignées où ils ne parvenaient d'ailleurs pas toujours vivants puisque les trains qui les transportaient furent surnommés « trains de la mort ». Voici le tableau qu'un journaliste américain donne des « aisés » soumis au régime du travail forcé dans le Nord de la Russie et qui rappelle en

(1) Rapport au XVI^e Congrès du Parti communiste, mars 1930.

plus atroce la description du paysan de la Bruyère (1).

« Comme des bêtes sauvages dans les cages d'une ménagerie, ces hommes restent assis sur leurs couchettes, les yeux lointains, énormes sur leurs visages émaciés, presque noirs de boue. Leurs mains et doigts décharnés ressemblent à des pattes d'animaux sauvages, la masse de leurs cheveux emmêlés, de leurs barbes et moustaches longues et incultes ignore le rasoir depuis des mois entiers. Tout le bâtiment est rempli d'une odeur de déchets, de sueur, de boue, de pourriture et d'excréments... on leur donne une fois par jour un peu de pain noir et une poignée de seigle. Chacun en fait une espèce de bouillie qu'il dévore avec l'avidité d'un loup. La nuit, ils rôdent dans les rues de la ville, fouillent les amas d'immondices et se battent, tels des chiens, autour de reliefs de nourriture. Ils sont tous habillés de haillons... Il est évident que la mortalité doit être énorme ».

Ainsi fut réalisée l'opération connue sous le nom de liquidation des koulaks qui, dans la pensée du gouvernement soviétique, allait de pair avec le relèvement du niveau matériel et culturel des masses villageoises et le rapprochement entre la ville et la campagne. En fait on a pu dire qu'en Russie l'hiver 1929-1930 n'a été autre chose qu'une gigantesque Saint-Barthélemy économique.

Au 1^{er} mars 1930, près de 12 millions de familles paysannes étaient réunies dans les « kolkhoz ». Cependant des révoltes se manifestaient en diverses régions et la liquidation des « aisés » menaçait de tourner en liquidation des paysans de moyenne fortune, de sorte que le 2 mars, Staline fut contraint d'arrêter la collectivisation forcée. Huit millions de familles abandonnèrent alors les « kolkhoz », mais en automne de cette même année 1930 la collectivisation fut reprise à un rythme accéléré, puisqu'un an après, 15 millions de familles soit plus de 60 % des entreprises paysannes se trouvaient réunies dans 230.000 « kolkhoz » représentant les 2/3 de toute la superficie ensemencée de la Russie soviétique.

Voici quelques chiffres fournis par M. Batourinski et qui donnent une idée plus précise du mouvement de collectivisation de l'agriculture soviétique (2).

(1) V. la *Chicago Daily Tribune* du 31 mars 1931.

(2) *La Crise agricole*, vol. I, *op. cit.*

I. — PROPRIÉTÉS PAYSANNES GROUPÉES DANS LES « KOLKHOZ »

1928	400.000
1929	1.000.000
1930	6.000.000
1931 (1 ^{re} fév.)	9.400.000
1931 (oct.)	13.000.000

II. — POURCENTAGE PAR RAPPORT AU CHIFFRE TOTAL
DES PROPRIÉTÉS PAYSANNES.

1 ^{er} oct. 1928	2,3
1 ^{er} oct. 1929	7,6
1 ^{er} oct. 1930	22,1
1 ^{er} févr. 1931	32,6
1 ^{er} juin 1931	52
10 oct. 1931	53,7

III. — SUPERFICIE ENSEMENCÉE DÉPENDANT DES « KOLKHOZ ».

1928	2.000.000 hectares
1929	6.500.000 —
1930	43.000.000 —
1931	66.000.000 —

Dans certaines régions telles que celle du Volga et celle du Caucase septentrional, grandes productrices de céréales, la proportion de la collectivisation atteint plus de 80 % du chiffre total des propriétés et 90 % des surfaces ensemencées. A côté des « kolkhoz », les grands domaines d'Etat connus sous le nom de « sovkhov » se sont également accrus sensiblement : ils forment selon le mot de Staline « l'épine dorsale de l'agriculture socialisée ». A la fin de 1931 leur nombre s'élevait à environ 207. Quant à leur superficie ensemencée totale elle est passée de 1.700.000 hectares en 1928 à 4.900.000 hectares en 1930. D'après les prévisions du Plan quinquennal elle a dû atteindre 9.500.000 hectares en 1931 chiffre qui doit être porté à 19.000.000 en 1933. C'est évidemment, moins le spectacle de la réalité que la contemplation de ces chiffres impressionnants, qui fit déclarer à Staline

dans l'été de 1931 : « Notre pays est devenu le pays de la plus grande industrie rurale du monde ».

Dans l'esprit des dirigeants marxistes la suppression de la propriété privée doit notamment permettre d'utiliser au maximum les découvertes de la science et de la technique. En fait, nous avons assisté dans ces dernières années à un gros effort de mécanisation de l'agriculture soviétique. Alors que la Russie ne possédait que 2.600 tracteurs environ en 1924, elle en avait approximativement 145.000 au printemps de 1931. En même temps 5.000 combines et un grand nombre d'autres machines avaient été mises à la disposition des sovkhoz et des kolkhoz. Ces progrès ont été réalisés pour une large part grâce aux importations de machines américaines, cependant la production indigène de machines agricoles s'est considérablement développée puisque d'après les chiffres officiels, la valeur de cette production est passée de 168 millions de roubles en 1913 à 449 millions pendant l'exercice 1929-1930 et a dû atteindre 1.200 millions en 1931 (1). L'emploi de la technique nouvelle a été grandement stimulé par la création de stations de machines agricoles et de tracteurs, véritables centres d'organisation dotés de tous les instruments accessoires et d'un personnel qualifié. Le nombre de ces stations est passé de 61 en 1929 à 1.400 en 1931 ; l'ensemble des tracteurs représentait à cette dernière époque une force totale de 1.200.000 H. P., travaillant sur une surface qui dépassait 20 millions d'hectares. Cette création de stations de machines est sans doute l'élément le plus intéressant de la nouvelle organisation agricole de la Russie. Il est d'ailleurs à noter que c'est au moyen de contrats que ces stations desservent la population paysanne.

En même temps que la mécanisation se développait, le ravitaillement des campagnes en engrais chimiques prenait de l'extension ; il se chiffre par 1.066.000 tonnes en 1930 contre 428.000 tonnes en 1928. On signale de même un emploi plus considérable des semences sélectionnées.

Les progrès semblent ainsi remarquables, mais en réalité

(1) *La Crise agricole*, vol. II, *op. cit.*, p. 67.

de sérieux points noirs apparaissent au tableau. En effet, comme nous l'avons signalé, le premier résultat de la collectivisation forcée des paysans a été d'en détruire quelques millions, ceux qui étaient les plus solides économiquement. D'autre part le ravitaillement en machines se heurte à des difficultés. Jusqu'ici la Russie a pu facilement acheter des milliers de machines aux Etats-Unis, mais la plupart l'ont été à crédit, or le crédit des soviets est aujourd'hui fortement entamé et l'étranger semble bien n'être plus disposé, à financer le plan quinquennal. Du côté de la production russe d'outillage agricole, l'avenir ne paraît pas plus brillant, car la qualité de cette production laisse fort à désirer. L'agronome Markevitch mettait déjà en garde les dirigeants de Moscou contre ce danger. Il signalait que si l'on compare le Fordson américain avec celui qui est fabriqué aux usines Poutiloff « on trouve que ce dernier est très inférieur en qualité de métal, qu'il s'amortit deux ou trois fois plus vite et réclame deux ou trois fois plus de pièces de rechange, alors que ces pièces coûtent sensiblement plus cher qu'en Amérique ». En outre ces machines de mauvaise qualité sont mises entre les mains d'ouvriers agricoles ignorants et inexpérimentés. Jusqu'à ce jour en effet, la formation de spécialistes reste tout à fait insuffisante, tant au point de vue de leur nombre que de leur valeur professionnelle. Au 1^{er} mai 1930 par exemple les 9/10 des « kolkhoz » de la région de la moyenne Volga et des Terres noires du centre manquaient complètement d'agronomes (1). L'ingénieur américain Walker qui a séjourné en qualité d'instructeur dans le Caucase septentrional signale que les étudiants qui passaient entre ses mains étaient envoyés après 2 ou 3 mois seulement d'étude pour diriger seuls des travaux comportant une grande responsabilité. La conséquence de cette situation est que l'usure et la détérioration des machines atteint un degré extraordinaire. Les dirigeants soviétiques sont unanimes à reconnaître et à déplorer le fait (2). Le commissaire Jakovlev

(1) *Agriculture sociale* du 23 mars 1931.

(2) V. *Les Isvestia* des 30 déc. 1930, 4 mars 1931, 28 nov. 1931, 6 déc. 1931.

indique en particulier que 87 % des tracteurs travaillant en 1931 demandaient une révision complète. Il faut d'ailleurs noter qu'à la maladresse naturelle des ouvriers s'ajoute bien souvent un sabotage et une casse intentionnelle des machines par des paysans rebelles au mouvement de collectivisation des terres. A plus d'une reprise Staline a dû protéger ses tracteurs en faisant appel à sa garde rouge.

L'hostilité des paysans à la révolution agraire s'est également manifestée par une destruction massive du cheptel pour ne pas l'abandonner aux « kolkhoz ». D'après les chiffres fournis par l'*Annuaire statistique international*, la Russie a vu dès 1929 son troupeau diminuer de 3 millions 1/2 de têtes pour l'espèce bovine, de 2, 8 millions pour les ovins et de 5,6 millions pour les porcs. En 1930, la tuerie s'est accentuée puisque d'après une autre source (1) de 1928 à 1930 on a abattu 3,4 millions de chevaux, 18,1 millions de vaches et taureaux, 47,1 millions de moutons, 13,9 millions de porcs. Cette destruction prit de telles proportions que le gouvernement soviétique institua la peine de mort pour quiconque se rendrait coupable de destruction intentionnelle des chevaux et des bœufs.

Cependant, malgré le gaspillage, les pertes et les atrocités qui ont accompagné le bouleversement agricole de la Russie et dont nous venons de donner un rapide aperçu, les 5 milliards de roubles dépensés pour l'agriculture par le gouvernement soviétique ne l'ont pas été en pure perte. Alors qu'en 1928 la superficie ensemencée totale de l'U. R. S. S. était inférieure à celle d'avant guerre, en 1931 elle la dépassait de 27 millions d'hectares. Pour les céréales seules, l'augmentation est de 8.300.000 hectares ; elle est surtout frappante pour les plantes industrielles : la superficie occupée par la culture du coton est passée de 702.000 hectares en 1913 à 2 1/2 millions d'hectares en 1931. Le « Novloub-trust » organise par ailleurs la production de nouvelles matières premières telles que le kénaf, le kender, le rami etc...

Les rendements, se sont accrus en proportion, de sorte

(1) *The front agraire*, n° 2, 1931, p. 41.

que la production globale des céréales a pu dépasser en 1930 le maximum d'avant guerre. Pour 1931, elle est estimée à 955 millions de quintaux dont 278 pour le marché, alors que les grandes propriétés foncières de la Russie tsariste ne produisaient pour celui-ci que 45 millions et les terres des Koulaks que 20 millions en 1926-1927. L'exécution du « Piatiletka » (plan quinquennal) a finalement permis la progression rapide des exportations qui seules, en définitive, ont joué un rôle de première importance dans l'offre mondiale. Pour le blé, les exportations sont passées d'une moyenne de 7 millions de quintaux pendant les quatre années 1925, 1926, 1927 et 1928 à environ 30 millions de quintaux en 1931. Elles représentaient ainsi déjà près des 3/4 des exportations d'avant guerre. Une revue américaine déclare que les prix auxquels étaient offertes ces quantités de blé ont été la principale cause de la dépression des prix mondiaux du blé. « La démoralisation du marché mondial du blé par le dumping soviétique et par des informations induisant en erreur sur les prévisions d'exportation a déjà coûté des centaines de millions de dollars aux fermiers américains ». (1)

Certes les réquisitions des autorités soviétiques ne vont pas sans mécomptes et sans difficultés. Nombreux sont les kolkhoz et même les sovkhoz qui dissimulent leur blé à l'administration supérieure. En octobre 1931 le gouvernement n'ayant plus de réserves suffisantes fut contraint d'arrêter d'urgence l'exportation du grain. Celle-ci fut d'ailleurs reprise en décembre.

Quoi qu'il en soit, la possibilité d'une offre croissante de la part de l'U. R. S. S. sur le marché agricole mondial apparaît comme une sourde menace pour les nations exportatrices de céréales telles que le Canada et l'Argentine. Le danger réside essentiellement dans les conditions politico-économiques de la Russie actuelle : d'une part le monopole du commerce extérieur au profit du gouvernement rend l'offre russe très arbitraire et laisse planer sur le marché une grande

(1) *National Republic de Washington*, n° de janv. 1932.

incertitude ; d'autre part la direction de la production par l'Etat rend secondaire la question des prix de revient très réduits d'ailleurs quant à la main-d'œuvre tant par suite de l'existence du travail forcé que du faible « standard de vie » dont se contente le travailleur russe.

L'étude du rôle de l'U. R. S. S. dans la crise nous a retenu plus longuement que celle des autres facteurs de l'offre ; c'est en effet le plus inquiétant de tous car il paraît certain que le dumping soviétique a été décidé par les dirigeants de Moscou dans le but de bouleverser l'économie capitaliste et l'on s'attend en général pour les prochaines années à un accroissement marqué des exportations russes.

CHAPITRE II

Les facteurs de la demande.

Si la surproduction a été l'un des éléments de la crise de l'agriculture, il est certain qu'une sous-consommation des produits agricoles y a aussi joué un rôle appréciable. Nous examinerons dans ce chapitre comment les produits agricoles entrent pour une part de plus en plus restreinte dans la consommation générale en raison du peu d'élasticité de la plupart des besoins qu'ils doivent satisfaire. Nous verrons également qu'une lente évolution dans les habitudes alimentaires des individus a apporté dans la demande des changements qui n'ont pas été souvent sans aggraver l'encombrement des marchés. Nous noterons aussi la diminution cyclique de la demande des produits agricoles coïncidant avec le chômage industriel. Puis nous constaterons la fermeture de certains marchés, en même temps qu'une recrudescence exacerbée des protectionnismes nationaux ; enfin nous essayerons de déterminer le rôle joué par l'écart entre les prix de gros et les prix de détail qui s'est sensiblement accru par rapport à la période d'avant guerre.

* * *

L'augmentation de la production agricole dans les années qui ont précédé la crise est, en général, restée beaucoup plus faible que celle de la production industrielle et cependant la chute des prix des denrées agricoles a été de beaucoup la plus forte. Le fait est incontestable et il en résulte que c'est du côté de la demande que nous devons en rechercher l'expli-

cation. La demande est en effet plus ou moins extensible selon les besoins qui la commandent ; or ceux que l'agriculture a charge de satisfaire sont pour la plupart d'ordre physiologique, tels que le besoin de nourriture et de préservation contre le froid, c'est-à-dire ceux-là même dont la satisfaction comporte les limites les plus étroites du moins quantitativement. Pour un individu vivant dans des conditions déterminées, la faculté de consommer des produits alimentaires est strictement limitée par sa capacité stomacale, de sorte que pour qu'il y ait une augmentation sensible de la demande de ces produits, il faut nécessairement qu'il y ait un accroissement du nombre des consommateurs. Par ailleurs, les progrès techniques réalisés dans la conservation et aussi dans l'utilisation plus complète des denrées, ont contribué à restreindre les achats de produits agricoles.

Mais si la quantité de produits que peuvent absorber les hommes est ainsi limitée, on constate dans la consommation alimentaire une différenciation croissante en même temps qu'une exigence de produits plus raffinés et plus coûteux, de la part du public. Ces changements ont été rendus possibles tout d'abord par une augmentation sans précédent des revenus, supérieure même à celle que révèlent les statistiques des revenus et salaires par tête. Le nombre des femmes s'adonnant à des professions lucratives s'est en effet considérablement accru, en même temps que la natalité s'abaissait sensiblement dans les pays industriels. Ainsi s'explique l'accroissement de la consommation des produits dits de luxe. Voici par exemple quelques chiffres se rapportant au Royaume Uni :

Consommation par tête en lb.

	1913	1928
Beurre	9,9	14,6
Fromage	5,5	7,3
Café	0,6	0,8
Œufs (nombre)	56	69
Fruits secs	4,8	6,1
Bœuf	22,2	33,1
Lard et jambon	13,7	23,1
Thé.....	6,7	9,2
Tabac.....	2,1	3,1

La consommation mondiale de la viande a augmenté d'environ 20 %, celle du sucre de 70 %. Aux Etats-Unis les importations de cacao brut sont passées de 64.300 tonnes en 1910-1914 à 230.000 tonnes en 1929. La consommation de fruits, de légumes, de laitage, d'œufs, de volailles, de graisse s'est notablement accrue. Il ne faudrait pas cependant en cette matière exagérer le rôle de l'élévation du standard de vie des masses populaires ; nous sommes en présence d'une véritable évolution dans les habitudes alimentaires. Le pain qui a longtemps constitué l'aliment essentiel dans les classes pauvres, à tel point que dans certains pays, en Grèce par exemple, manger du pain est synonyme de « manger » (1), perd peu à peu aujourd'hui la place éminente qu'il occupait dans l'alimentation. Voici quels sont les chiffres de la consommation par tête de farine de froment aux Etats-Unis en lb :

1889.....	223,9
1899.....	222,2
1909.....	209,7
1919.....	195,4
1929.....	175,2

Cette diminution frappante qui se manifeste non seulement sur le continent américain mais en Europe Occidentale et en Océanie n'a pas été compensée par les progrès enregistrés dans la consommation du blé en Afrique, en Europe Orientale et en Asie où elle se substitue progressivement à celle du seigle et du riz. Ceci explique qu'au total la consommation mondiale de blé par tête d'habitant ait baissé de 66 kgr. environ à 63 soit de plus de 4 % entre 1909-1913 et 1925-1928. Cette diminution de l'alimentation hydrocarbonée peut être attribuée à la réduction continue du travail musculaire. Il est probable aussi que, selon une publication allemande (2) « la vulgarisation des connaissances relatives aux vitamines a contribué au remplacement du pain par les fruits, les légumes et le lait ». On signale également que l'application de la

(1) VIDAL DE LA BLACHE, *Principes de géographie humaine*, p. 134.

(2) *Les Forces économiques du monde*, publication de la Dresdner Bank, édition 1930, p. 17.

journée de 8 heures a amené un changement dans l'alimentation de la classe ouvrière, du fait que les ouvriers qui prenaient jusqu'à présent un repas consistant principalement en pain, prennent à présent un repas chaud, qui leur est servi dans les cantines des grandes usines.

Le recul de la consommation de l'orge mérite également d'être signalé. Par ailleurs dans certains pays l'application du « régime sec » et la faveur dont bénéficient progressivement d'autres boissons telles que le café, le thé et les eaux minérales entraînent une tendance à la restriction de la consommation du vin. De même encore la motorisation progressive des transports et la diminution des bêtes de trait ont pour résultat de restreindre la demande de fourrage. Signalons enfin la concurrence que l'essor de la soie artificielle fait subir au coton et à la laine. La mode a certainement ici une influence prépondérante et elle n'est pas non plus sans faire sentir son action sur l'alimentation elle-même. Ne dit-on pas que la mode de la « ligne svelte » joue un rôle assez important aux Etats-Unis dont la population féminine, à peine sortie de l'enfance, restreint fortement son alimentation afin d'éviter l'embonpoint et va même jusqu'à sacrifier à cet effet les sucreries ? Fait intéressant cette crainte que la consommation du sucre ne favorise le développement des couches adipeuses est mise à profit par l'industrie du tabac qui recommande aux femmes de se livrer plutôt au plaisir de la cigarette qu'à celui des sucreries (1).

Quoi qu'il en soit, il résulte de ce qui précède deux choses. En premier lieu, alors que l'écoulement des produits industriels peut en principe bénéficier d'une demande grandissant au même rythme que l'offre selon la célèbre loi des débouchés, les produits agricoles, plus spécialement les produits alimentaires, voient leur demande implacablement contenue dans des limites qui dépendent essentiellement du nombre des hommes. Ainsi se trouve complètement retournée la doctrine de Malthus. Le danger ne réside pas, comme le croyait le pasteur anglais, dans un accroissement de la population plus

(1) V. *Le Sucre*. Memoranda préparés pour le Comité économique de la S. D. N., 1929, p. 50.

rapide que celui des subsistances, mais dans une surproduction croissante de denrées alimentaires en face de la masse des consommateurs qui n'obéissent pas suffisamment au sage précepte de l'Ecriture « Croissez et Multipliez ». En second lieu pour certains produits parmi les plus importants, tels que le blé et le coton, la demande marque même une tendance nette à la diminution. Nous verrons dans la 2^e partie de notre étude que l'évolution opposée des deux branches de l'activité économique : industrie et agriculture, liée aux transformations sociales de notre époque pose pour l'avenir un problème capital. L'agriculture conserve du moins pour elle la certitude que sa production globale ne sera pas frappée d'une diminution absolue et qu'elle gardera une certaine stabilité en raison même de l'inélasticité de la demande de ses produits chargés de pourvoir à des besoins qui, s'ils sont rapidement satisfaits, n'en sont pas moins intenses et de première nécessité.

* * *

A ces facteurs qui exercent une influence de longue durée sur la structure de l'économie agricole, est venue s'ajouter la baisse cyclique de la demande résultant de la crise industrielle. Nous avons vu, en effet, dans la partie du chapitre préliminaire consacrée aux crises périodiques, que les fluctuations cycliques des affaires entraînent, au moment où éclate la crise, une contraction de la demande qui atteint principalement les produits industriels mais aussi les produits agricoles, de même qu'elles amènent au moment du boom une augmentation de la demande dont bénéficie aussi l'agriculture. Ces phénomènes qui résultent des mouvements du pouvoir d'achat des masses n'ont pu que recevoir une application plus large dans la crise actuelle puisqu'elle dépasse par son ampleur toutes les précédentes. Les trente millions de chômeurs, auxquels nous avons fait allusion dans notre avant-propos, représentent avec leurs familles près de cent millions de consommateurs qui, frappés dans leur niveau de vie, restreignent leurs achats tant de vêtements que de nourriture c'est-à-dire

de produits dont la matière première est dans l'un et l'autre cas d'origine agricole. C'est ce qui explique au moins dans une certaine mesure que des millions de producteurs de blé, de coton, de sucre, de café, de caoutchouc soient ruinés par l'abondance même de leurs récoltes qu'ils se voient parfois réduits à détruire en partie pour sauvegarder la valeur du reste. Il semble que nous soyions loin des « harmonies économiques » de Bastiat. Il apparaît cependant que l'on n'ait pas enregistré une régression bien sensible dans la consommation des denrées alimentaires. Dans les pays d'Europe tout au moins le niveau de vie des masses s'est trouvé soutenu, soit du fait que les salaires ont baissé moins rapidement que le coût de la vie, soit en raison des secours très largement octroyés aux chômeurs. On peut même relever en 1930 une augmentation de la consommation par tête dans certains pays, et pour certains produits, c'est le cas en Allemagne et en Autriche pour les fruits exotiques et le sucre. A partir de 1931, en revanche des signes de régression se sont manifestés un peu partout. En Allemagne par exemple, si les quantités de textiles vendues ne présentaient qu'une régression de 3 % environ, la consommation des cigarettes a été inférieure de 44 % et celle des cigares de 49 % pendant le 1^{er} trimestre de 1931 par rapport à la période correspondante de 1930. D'ailleurs la diminution de la consommation a été beaucoup plus sensible dans les pays dont l'économie repose sur la production et l'exportation des produits de base. Voici à titre d'exemple quelles ont été les réductions en pourcentage des importations de denrées alimentaires à la Côte de l'Or entre le 1^{er} trimestre de 1930 et le 1^{er} trimestre de 1931 :

Conserves de poisson en boîtes.....	66
Riz	58
Farine	64
Bœuf salé	42
Conserves de bœuf en boîtes	94
Lait	28
Genièvre	98
Sucre	60
Tabac	69
Cigarettes	74

D'une façon générale d'ailleurs, il est nécessaire de considérer qui si la consommation des produits agricoles s'est relativement maintenue, ce résultat est dû pour une bonne part à la baisse des prix desdits produits. Si cette baisse n'était pas survenue le recul beaucoup plus accentué de la consommation nous indiquerait exactement la décroissance de l'intensité de la demande. Dans un pays comme la France, où une surproduction agricole n'était pas en cause à cette époque, cette décroissance ressort nettement des baisses suivantes constatées aux Halles et à la Villette entre novembre 1930 et novembre 1931 sur un certain nombre d'articles d'alimentation (1).

Bœuf	10,78	7,64
Veau	13,66	9,76
Mouton	17,58	13,90
Porc	12,20	10,20
Beurre malaxé	17,83	14,31
Œufs de Normandie	1.328	1.058
Œufs étrangers.....	920.	643

Peut-être la réduction de la consommation des produits alimentaires dits de luxe, par suite de la diminution de la puissance d'achat des masses, fera-t-elle bénéficier le pain et par suite le blé d'un retour de faveur dans les prochaines années. Cependant il ne semble pas qu'il faille chercher de ce côté la solution du problème des céréales car déjà la baisse du prix de la viande a entraîné un nouvel accroissement de sa consommation. Ce fut le cas notamment en France, au moins pour la région parisienne durant les premiers mois de 1932.

* * *

A côté de ces restrictions de la demande individuelle de produits agricoles : l'une relative mais générale et permanente, l'autre absolue mais passagère, un autre facteur qui prend depuis quelque temps une importance croissante et qui

(1) V. *Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier 1932, article par J. BORSONNET, « L'îlot français dans la crise mondiale ».

menace de nous ramener vers des formes économiques surannées est la restriction géographique des débouchés d'où résulte un effondrement stupéfiant du commerce international.

La fermeture complète ou partielle de certains marchés tient tout d'abord à des raisons politiques. Nous voulons parler de l'action destructive du bolchevisme qui depuis quatorze ans s'efforce de ruiner notre civilisation (1). Pour l'U. R. S. S. l'établissement du monopole du commerce extérieur a eu pour résultat pratique d'arrêter tout achat de produits étrangers de la part des cent soixante millions de consommateurs sur lesquels règne le gouvernement des Soviets ; ces consommateurs en auraient-ils d'ailleurs la permission qu'ils ne pourraient rien acheter avec leurs faibles salaires payés en roubles sans valeur internationale. Mais si la sous-consommation est ici évidente, elle est également manifeste, dans la majeure partie de l'Asie, en Chine en particulier où Moscou entretient sans relâche le désordre politique militaire et social et organise le boycottage des marchandises des « nations impérialistes ». La propagande justifiée contre l'opium n'a-t-elle pas elle-même en fin de compte pour but de livrer le marché chinois à l'Union soviétique en vue de l'écoulement de ses propres stupéfiants.

En résumé on peut estimer à plus du tiers de la population du globe le nombre des hommes sous-alimentés par suite de l'influence néfaste de Moscou.

En plus de ces faits d'ordre politique, la baisse de l'argent-métal qui s'est accentuée dans ces dernières années a entraîné, dans les pays d'Orient vivant encore sous le régime de l'étalon-argent, une diminution du pouvoir d'achat. Ici encore c'est la population chinoise qui est plus particulièrement frappée. Toutefois la baisse du taël a stimulé les exportations de la Chine, au détriment d'autres pays vendant dans une certaine mesure les mêmes produits. L'Inde britannique notamment a visiblement souffert de la concurrence chinoise.

Il n'est pas douteux que l'Asie contient une immense

(1) V. *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1932, article par Th. AUBERT, « L'U. R. S. S. et la crise mondiale ».

réserve de consommateurs virtuels qui, si la paix et l'ordre revenaient dans ce continent, provoqueraient, par leur apparition sur les marchés internationaux, au fur et à mesure du développement de leur pouvoir d'achat, le retour de la prospérité.

* * *

La restriction des débouchés que nous constatons ainsi dans ces pays d'Orient se manifeste aussi et progressivement depuis la naissance de la crise mondiale dans les pays plus civilisés sous la forme d'une recrudescence du protectionnisme qui aboutit à un repli presque total des nations sur elles-mêmes.

Pendant la période de prospérité de l'agriculture qui suivit la grande guerre, les Etats suspendirent plus ou moins complètement les droits protecteurs agricoles et l'on peut affirmer que le protectionnisme n'était pas au nombre des facteurs qui ont contribué à la surproduction. Mais à partir de 1926, lorsque le prix du blé commença à fléchir, le protectionnisme fit sa réapparition, s'intensifia sous mille formes et finalement prit depuis 1929 une ampleur dépassant de loin ce qu'on avait vu avant la guerre. L'inquiétude inspirée aux Parlements et aux gouvernements par la crise agricole se traduit dans tous les pays dont l'économie se trouve menacée par le vote d'une multitude de lois plus ou moins opportunes et par des mesures d'urgence souvent irréfléchies et qui doivent ensuite être rapportées.

Les tarifs douaniers ont fait l'objet d'élévations importantes et répétées. On en peut juger par le tableau suivant relatif au droits d'entrée sur le blé dans différents pays (1) :

En francs or-1914 par quintal métrique, régime de la nation la plus favorisée :

Pays	1-1-1913	1-1-1928	1-VII-1929	1-VII-1931
Allemagne	6,79	6,18	7,92	30,85
Autriche	6,50	2,00	2,00	6,00
Espagne	8,00	10,00	10,00	prohib. d'entrée
France	7,00	7,11	7,11	16,24

(1) *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale, op. cit.*

Pays	1-1-1913	1-1-1928	1-VII-1929	1-VII-1931
Grèce	6,00	6,00	4,30	10,50
Italie	7,50	7,50	14,00	16,50
Norvège.....	0,83	2,20	monopole d'import.	
Pologne	—	—	5,13	14,56
Tchécoslovaquie.....	6,50	4,51	4,51	8,45
Union Sud-Africaine	1,47	1,47	1,47	2,73
Idem, tarif interimpérial...	1,26	1,26	1,26	1,98
Japon.....	3,92	6,07	6,38	6,45
Prix du Manitoba n° 1 à Winnipeg.....	15,52	26,80	27,30	11,81

Il faut d'ailleurs remarquer que, pour les droits spécifiques, à l'augmentation nominale s'ajoute une aggravation de leur poids réel proportionnelle à la baisse des prix des marchandises.

D'autre part, à côté du tarif douanier « forme ingénue de la protection » tout l'arsenal du protectionnisme indirect est de plus en plus utilisé. Certains Etats ont été jusqu'à interdire aux particuliers, ainsi qu'on a pu s'en rendre compte à la lecture du tableau ci-dessus, l'importation du blé. Ce fut le cas pour la Norvège en 1929, l'Espagne en 1930, pour la Suède enfin, en 1931. Dans ce dernier pays, l'organisation des minotiers a reçu le droit exclusif d'importer des blés étrangers, avec en contre-partie l'obligation d'acheter la récolte nationale à des prix minima déterminés. Une solution analogue a d'ailleurs été préconisée pour la France par le comte de Fels dans la *Revue de Paris* (1). En Suisse l'importation du blé était réglementée par l'Etat dès avant la guerre. Dans notre pays le système actuellement pratiqué est celui des contingents ; il a pour résultat de donner au commerce d'importation la rigidité de fonctionnement d'un service public et aboutit pratiquement à des prohibitions temporaires d'entrée. On peut s'en faire une idée en lisant les « avis aux importateurs » publiés presque quotidiennement par le *Journal Officiel* et qui font connaître que pour telles mar-

(1) *Revue de Paris*, 1^{er} août et 1^{er} nov. 1931, article : « Une politique du blé ».

chandises en provenance de tels pays, le contingent assigné est dépassé et qu'en conséquence l'importation de ces marchandises en France est interdite jusqu'à nouvel avis.

Ce n'est pas là ce que prévoyait la Convention de Genève à laquelle aboutit la Conférence économique internationale de mai 1927. Cette convention qui visait l'abolition des entraves au commerce international et en particulier à la suppression des prohibitions d'importation et d'exportation a été également tournée par un développement abusif des mesures de police sanitaire dans le but de réduire la concurrence étrangère. Pour se limiter à un exemple récent, citons l'interdiction par la France de l'importation des fruits de Californie dans le but de préserver les vergers nationaux contre l'invasion du « pou de San José ». La mesure fut d'ailleurs rapportée peu après non sans protestations de la part des producteurs français.

Un autre aspect du protectionnisme s'est manifesté par la création dans plusieurs pays de primes à l'exportation revêtant des formes variées. C'est ainsi qu'en Hongrie, pays exportateur de blé, fonctionne le système de la boletta. D'après cette réglementation tout acheteur sur le marché intérieur hongrois doit se munir d'un certificat (boletta) dont le prix était fixé pour la période expirant le 30 juin 1932 à 10 pengoe (44 francs français) par quintal de blé et qui doit être remis au paysan qui bénéficie ainsi d'un supplément de prix appréciable. Les exportations donnent lieu d'autre part à un remboursement par la douane du montant de la boletta. Mais c'est un fait bien connu que les primes à l'exportation ne peuvent être efficaces qu'autant qu'elles ne sont pratiquées que par un petit nombre d'Etats, or la concurrence fait qu'elles se généralisent rapidement et se neutralisent, amenant du même coup sur le marché mondial une baisse des prix égale à leur montant, ce qui annule par suite l'effet des droits de douane protecteurs.

L'exemple le plus typique de la poussée générale de protectionnisme que connaît actuellement le monde est l'abandon par la Grande-Bretagne de sa traditionnelle politique de libre-échange. Sur la proposition de Sir John Gilmour, le

Parlement britannique a décidé que des décrets pourraient frapper certains produits agricoles et horticoles d'un droit *ad valorem* de 100 % au plus. Le gouvernement anglais semble vouloir d'ailleurs utiliser tout l'arsenal du protectionnisme administratif consistant en prohibitions sanitaires et aussi en formalités compliquées. Il est en outre question de fixer un minimum d'incorporation des blés indigènes dans les farines fabriquées en Grande-Bretagne.

Les répercussions de cette révolution dans la politique commerciale du Royaume-Uni sont particulièrement graves pour l'agriculture française qui lui fournissait de tout temps des quantités très importantes de fruits et de légumes. Ainsi que le déclarait la *Journée industrielle* (1). « C'est la rupture brusque de courants d'exportations traditionnels qui de la Bretagne à la vallée du Rhône, pour ne citer que ces deux régions plus particulièrement atteintes, constituaient un des éléments essentiels de notre activité agricole ».

Le résultat le plus net de cette vague de protectionnisme a été un resserrement sans précédent du commerce mondial. Son volume pendant les dépressions d'avant guerre n'était tombé au plus, d'après les évaluations de M. le professeur Wagemann (2), que de 7 % au dessous de la courbe de longue durée, alors que des évaluations fondées sur des éléments analogues font ressortir une réduction d'au moins 20 % pour le premier trimestre de 1931. En 1932 la régression s'est encore sensiblement accentuée. Quant à la valeur du commerce mondial, elle accuse une contraction plus accentuée encore en raison de la baisse générale des prix. Alors que dans les crises d'avant guerre on avait enregistré des diminutions de 5 % en 1874, 4 % en 1884, 1 % en 1901, 7 % en 1908, on constate en 1930 par rapport à 1929 un resserrement de 19 % du commerce mondial ; au printemps de 1931 la réduction était de l'ordre de 40 % et a dépassé 55 % pendant l'année 1932. D'un travail de documentation établi récemment par la S. D. N., il résulte que pendant le 1^{er} semestre de 1933 l'en-

(1) V. *La Journée industrielle* du 1^{er} décembre 1931.

(2) *Struktur und Rhythmus der Weltwirtschaft*. Berlin, 1931, p. 157.

semble du commerce extérieur mondial a encore fléchi de 20 % par rapport à la même période de 1932, c'est-à-dire de 64 % par rapport à 1929, environ des deux tiers.

On peut résumer tous ces chiffres dans le tableau suivant, la valeur du commerce extérieur mondial étant prise pour 100 en 1929 :

1929	100
1930	81
1931	58
1932	45
1 ^{er} semestre 1933	36

Si nous examinons la valeur des exportations de 11 pays exportant surtout des denrées alimentaires d'origine végétale et des matières premières, nous constatons que par rapport aux périodes correspondantes de 1929 elles ne représentent plus que 79 % pendant le 1^{er} semestre de 1930, 68 % pendant le deuxième et 55 % pendant le 1^{er} trimestre de 1931 (1). Comme le quantum de ces exportations a lui aussi diminué, il apparaît manifeste qu'il s'est produit un recul considérable de la demande de produits agricoles.

Nous verrons d'une manière plus développée, dans la deuxième partie de cette étude, les relations qui existent entre l'effondrement du commerce mondial et la crise agricole.

* * *

Pour en terminer avec l'étude des facteurs qui ont agi sur la consommation des produits de l'agriculture il nous reste à dire quelques mots de la question de l'écart entre les prix auxquels vendent les producteurs et ceux versés par les consommateurs. Il ressort en effet de la lecture des indices d'un certain nombre de pays que par rapport à la période d'avant guerre, les prix de détail sont d'une manière indiscutable, sensiblement plus élevés que les prix de gros. Il en résulte que

(1) *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale*, op. cit., p. 214, tableau XXXIV.

la baisse considérable des profits des agriculteurs n'a entraîné qu'une diminution relativement faible des prix de vente à la consommation. De là l'argument fréquent d'après lequel, en ne faisant pas bénéficier le consommateur final de la réduction des prix des denrées alimentaires, le détaillant a empêché l'accroissement de la demande qui aurait contribué à soutenir les prix des produits de base. En réalité l'augmentation constatée de l'écart entre les prix de détail et les prix de gros est due pour la plus grande partie à des raisons techniques. Alors que dans la production de toutes les catégories de marchandises, des progrès remarquables ont permis d'abaisser sensiblement les prix de revient, le commerce de détail a vu au contraire ses frais marquer une tendance à l'accroissement. D'une part le nombre des petits établissements opérant avec des frais généraux élevés eu égard à leur débit, s'est notablement accru. D'autre part la clientèle est de plus en plus exigeante : les grands magasins doivent organiser des étalages luxueux et une coûteuse publicité ; la pratique de passer prendre les commandes et de livrer les marchandises à domicile s'est répandue en même temps que les ventes à crédit.

Cependant il est certain que l'augmentation des frais provient également d'une élévation des salaires du personnel beaucoup plus forte dans les entreprises de transports et le commerce de détail que dans les industries manufacturières et dans l'agriculture. Il faut observer toutefois qu'il n'y a là qu'une modification dans la répartition des revenus entre individus, sans grande influence sur la demande globale et qui n'a eu pour effet que de permettre à une catégorie de salariés d'accroître sa consommation au détriment du reste des consommateurs.

Par ailleurs on ne saurait nier que depuis la guerre, le nombre des intermédiaires réalisant des profits parfois considérables, s'est développé dans des proportions exagérées. Souvent les prix des produits agricoles passent du simple au double entre le producteur et le consommateur. Selon l'expression courante aux Etats-Unis : (1) « le fermier reçoit une

(1) *La Crise agricole*, vol. I, *op. cit.*, p. 69.

trop faible partie du dollar des consommateurs ». C'est pourquoi on pense dans beaucoup de milieux agricoles que la solution du problème doit être recherchée dans le développement du mouvement coopératif qui raccourcirait le chemin entre producteurs et consommateurs. On signale les avantages qui seraient obtenus grâce à des relations directes entre les coopératives de consommation d'une part et les coopératives agricoles de vente d'autre part. On envisage même la possibilité d'une association véritable entre producteurs et consommateurs à une liaison organique des deux sortes de coopératives qui pourraient avoir des institutions communes. Il semble que dans le cadre international, des avantages importants pourraient être également tirés du développement des relations entre les coopératives agricoles de pays différents. C'est dans le but d'encourager ces diverses tendances qu'a été constitué à Genève le 4 novembre 1930 un comité international des relations intercoopératives, réalisant ainsi un vœu formulé par la Conférence économique internationale de 1927. Dans tous les pays qui n'en possèdent pas encore, des comités mixtes entre coopératives agricoles et coopératives de consommation seront organisés pour préparer et prolonger à la fois l'action du Comité international.

Souhaitons que par là s'effectue un meilleur ajustement de l'offre à la demande et que l'organisation plus efficace d'un marché plus stable contribue à la reconstruction économique générale.

Nous en avons ainsi terminé avec les causes de la crise agricole.

DEUXIÈME PARTIE

Les réactions de la crise agricole sur la conjoncture économique.

La crise agricole dont nous nous sommes efforcés d'analyser les causes a nécessairement exercé ses répercussions sur l'ensemble de la situation économique. Le fait peut d'autant plus être affirmé *a priori* que dans les cinquante années qui ont précédé la crise, l'agriculture a de plus en plus abandonné le stade de l'économie patriarcale pour celui de l'économie des échanges. Les familles paysannes, qui pendant des siècles ont vécu presque uniquement des seuls produits de leurs champs et de leur élevage, sont aujourd'hui entrées à fond dans la chaîne des transactions économiques et participent au jeu des grandes forces qui règnent dans le monde moderne : la Production, la Consommation, le Crédit.

Quels ont été exactement les effets de la dépression dont souffrent les populations rurales dans tous les pays, quelles explications en donne-t-on ou peut-on en donner, tel sera l'objet de cette deuxième partie de notre étude.

CHAPITRE PREMIER

Les faits.

Ce chapitre sera consacré à la description des réactions de la crise agricole sur la conjoncture économique. Il y a en réalité action et réaction réciproques de la dépression qui affecte l'agriculture et de celle qui sévit dans l'industrie. Nous avons vu dans la première partie que la crise industrielle avait contribué à la diminution de la demande des produits agricoles, nous ne reviendrons pas sur ce point. Toutefois, il est nécessaire d'insister sur le fait que la crise industrielle n'a été qu'un facteur *a posteriori* de la crise agricole : dans un premier paragraphe nous montrerons que celle-ci a nettement précédé celle-là, puis dans un deuxième paragraphe nous étudierons les répercussions de la crise agricole sur l'industrie et dans un troisième paragraphe les réactions de la crise agricole sur la situation financière internationale.

I

Antériorité de la crise agricole par rapport à la crise industrielle.

L'antériorité de la crise agricole par rapport à la crise industrielle ne fait l'objet d'aucune controverse. La baisse des prix des produits agricoles avait commencé bien avant l'apparition de la dépression industrielle qui succéda au boom de 1928-1929, ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

	Fin 1926	Fin 1927	Fin 1928	Fin 1929
Blé Hard Winter n° 2 Chicago en cents par bushel	142	128	118	126
Sucre Cuba cents 96° à New-York en cents par 45 kgr. 300.....	508	465	389	377
Laine N. S. W. Greasy sup. à Lon- dres en pence par livre	24	29	25	17
Coton Finly Middling ord au Havre en francs par 50 kilos..	434	663	643½	568
Soie grège des Cévennes 1 ^{er} ordre à Lyon en francs par kil	370	317.50	325	290
Caoutchouc crêpe n° 1 au Havre en francs par kil.	20,75	19,12	11,95	9,65

On peut se demander dès lors, si la crise agricole n'est pas la cause première et essentielle de la crise industrielle. Il semble que l'on doive répondre négativement. Outre que le rythme prospérité-dépression a toujours été depuis trois quarts de siècle la caractéristique naturelle et essentielle du cycle d'affaires, le principe de la crise industrielle actuelle s'explique suffisamment par l'accroissement sans précédent des investissements d'où est résulté une augmentation de la capacité de production que n'ont pas suivie les progrès de la consommation. Ceux-ci quoique théoriquement illimités pour les produits industriels se heurtent en effet à la résistance des habitudes individuelles et sociales qui n'évoluent que lentement. Ici nous touchons du doigt la cause profonde de la crise — qu'il ne faut d'ailleurs pas confondre avec la cause de son intensité, cause que nous étudierons plus loin — et nous pouvons nous persuader de la variété des lois économiques formulées en faisant abstraction du milieu social où elles doivent jouer. Une insuffisance du pouvoir d'achat dans les années antérieures à la crise est hors de cause ; tout au plus pourrait-on invoquer une mauvaise répartition de ce pouvoir d'achat du point de vue économique. Tel le savetier de La Fontaine, embarrassé de l'or du financier, les consommateurs habitués à leur niveau de vie n'ont pas été portés à l'élever jusqu'où le permettaient les progrès de la production. Les épargnes ont été excessives ainsi que le prouve

l'augmentation considérable des dépôts dans les caisses d'épargne et le montant des émissions de valeurs mobilières. Par contre le flot croissant d'investissements créait une prospérité factice dans les industries produisant des « biens de production » en même temps qu'il aboutissait à la création d'un surplus de plus en plus considérable de la capacité de production des entreprises. Notons ici que c'est la dépréciation de ces capitaux techniques improductifs pour une durée indéterminée qui cause aujourd'hui la ruine générale. La crise agricole ne joue aucun rôle dans tout ce processus. Crise industrielle et crise agricole ont bien toutes deux pour cause l'excédent de la production sur la consommation mais avec cette différence que, pour les produits alimentaires, la consommation n'a pas suivi les progrès de la production par impossibilité matérielle, tandis que pour les produits industriels le déséquilibre est né de la mégalomanie des producteurs contrastant avec la réserve des consommateurs.

II

Les répercussions de la crise agricole sur la situation industrielle.

Ainsi le changement d'orientation du cycle d'affaires se serait produit en tout état de cause, mais l'existence de la crise agricole sévissant dans le monde entier a très rapidement transformé la réserve des consommateurs en une diminution sensible de la demande de produits de l'industrie, par suite de l'effondrement du pouvoir d'achat des agriculteurs. L'ampleur et l'intensité du marasme qui frappe les industries manufacturières dans tous les pays n'a point d'autre cause.

Pour se faire une idée précise des répercussions de la crise agricole sur la situation industrielle, tant au point de vue de leur processus que de leur ampleur, nous considérerons d'une part les chiffres du commerce extérieur de quelques grands pays agricoles et d'autre part à l'intérieur des pays le phénomène des ciseaux de prix, qui aboutit à une diminution des ventes de l'industrie sur le marché intérieur.

Si nous considérons tout d'abord le commerce international dans son ensemble, nous constatons que les exportations de 11 pays, comprenant principalement des produits alimentaires d'origine végétale et des matières premières sont tombées de 1.521 millions de dollars pendant le 1^{er} trimestre de 1929 à 839 pendant la période correspondante de 1931 (1). La détresse qui en est résultée pour ces pays les a amenés immédiatement à restreindre leurs achats aux pays manufacturiers et leurs importations sont tombées pour les périodes envisagées de 1.383 millions de dollars à 902 millions de dollars. Le fléchissement est plus marqué encore pour les seuls pays agricoles extra-européens. Les exportations de ces derniers sont en effet tombées de 1.295 à 626 millions de dollars, soit une baisse de plus de moitié. Les importations ont dû être restreintes en conséquence de 1.109 à 677, ce qui n'a pu empêcher la balance des comptes de ces pays de devenir déficitaire de 51 millions de dollars, alors qu'elle présentait deux ans auparavant un excédent de 186 millions de dollars. Il est particulièrement intéressant de souligner que ce sont ces pays agricoles extra-européens qui, par suite de l'effondrement des prix des produits agricoles, sont devenus dès le début de la crise les plus mauvais clients pour les grands pays exportateurs, alors que le pouvoir d'achat de l'Europe restait élevé. Le tableau suivant est caractéristique à cet égard.

ORIENTATION ET VALEUR TOTALE DES EXPORTATIONS DE CERTAINS
PAYS EN 1930 PAR COMPARAISON AVEC 1929 ÉGAL A 100 (2) :

Pays exportateurs	Europe	Amér. du Nord	Reste du Monde	Total
U. S. A.	79	70	69	73
Canada.....	76	70	66	71
Australie (années se terminant au 30 juin).....	95	90	66	86
Japon	87	56	77	68
Royaume-Uni	87	72	73	78
Allemagne	95	70	78	89

(1) *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale, op. cit.,*
p. 373.

(2) *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale, op. cit.,*
p. 213.

Les chiffres des exportations allemandes d'objets fabriqués sont encore plus suggestifs. Alors que la baisse globale en valeur n'était que de 8 % en 1930 par rapport à 1929, elle atteignait 26 % pour les exportations à destination des pays extra-européens, contre moins de 1 % pour les exportations dirigées sur les pays européens. Pour le 1^{er} trimestre de 1931, les pourcentages de baisse par rapport à la période correspondante de 1929 ont été respectivement de 17 % en moyenne, de 39 % pour les exportations sur les pays extra-européens et 7 % seulement pour celles dirigées sur les pays européens. Si nous envisageons, non plus la valeur mais le quantum du commerce extérieur de 5 grands pays manufacturiers — les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et la Tchécoslovaquie — nous constatons qu'en 1930 leurs importations n'ont baissé que de 6 % environ alors que le fléchissement de leurs exportations est de plus du double, atteignant 13 %. Ceci signifie que les dits pays ont pu obtenir, avec une même quantité donnée de leurs produits fabriqués, des quantités accrues de produits agricoles ou de matières premières venant de l'étranger ; autrement dit ces pays ont pu « à moindre effort » obtenir à peu près les mêmes satisfactions. Nous verrons dans le chapitre II consacré aux explications doctrinales ce qu'il faut penser exactement de cet avantage temporaire, passé d'ailleurs inaperçu au milieu des plaintes qui se sont partout élevées du fait de la crise. Pour le moment il nous suffira de constater que la diminution de l'effort à fournir par les industries exportatrices des pays manufacturiers, s'est répartie de façon très inégale, de sorte que certaines industries se sont trouvées très durement frappées. Ce fut en premier lieu le cas de celles produisant des objets de caractère durable, tels que les automobiles, les appareils de T. S. F., les gramophones, les meubles, les ustensiles et accessoires de ménage. Dès 1930, par exemple, la réduction de la production des automobiles aux Etats-Unis, de beaucoup les premiers producteurs du monde, a été de l'ordre de 30 %.

En général les prix des marchandises faisant l'objet d'un commerce international ont déchu plus rapidement que les prix des marchandises destinées à la consommation intérieure.

C'est ce qui explique que les pays travaillant principalement pour l'exportation aient ressenti beaucoup plus tôt et plus intensément les effets de la crise.

D'autre part, ce sont les cours des denrées alimentaires brutes, des matières premières et des articles semi-finis qui ont eu tendance à baisser le plus fortement, tandis que les prix des produits finis se maintenaient relativement bien. Ces deux ordres de faits expliquent pourquoi, dans les pays agricoles exportateurs extra-européens, le niveau général des prix de gros se trouvait inférieur au niveau d'avant-guerre vers le milieu de l'année 1931 alors qu'il était encore d'environ 10 % supérieur à ce chiffre dans la majorité des grands pays industriels.

En 1930, la valeur des exportations de l'Argentine est en recul de 35,6 % par rapport à 1929, celles du Brésil de 30,6 %, celles de l'Australie de 26,3 %, celles du Canada de 25,1 %. C'est pourquoi on a pu dire que dans l'évolution générale de la crise mondiale ces pays, ainsi que certains autres pays de l'Europe tels que la Hongrie et les pays balkaniques, constituaient des « foyers de crise ». Il n'est pas inutile d'étudier un peu plus en détail les perturbations qui se sont produites dans le commerce extérieur de quelques-uns de ces pays ; après quoi nous passerons à l'examen de la situation des pays à tendances autarchiques et aux répercussions de leur protectionnisme agraire sur la crise industrielle.

En Australie, si les conditions politiques n'étaient pas favorables à la prospérité économique, il ne saurait en être fait état dans la baisse des cours de la laine et du blé qui sont de beaucoup les produits les plus importants de ce continent et dont l'exportation en 1928 représentait respectivement 87,1 % et 52,6 % de la production. On estime que l'effondrement des prix de ces produits a réduit les revenus des agriculteurs australiens d'une somme d'environ 35 millions de £ dès l'année 1929. Cette réduction de leur pouvoir d'achat a occasionné une diminution des importations de l'Australie, particulièrement sur les articles durables et de luxe, tels que la bijouterie, les articles de mécanique. Pour les instruments de musique la baisse atteint près de 80 % pendant le 2^e semestre

de 1930 par rapport à la période correspondante de 1929 (1).

D'ailleurs sans entrer dans les détails, les chiffres globaux du commerce extérieur de l'Australie sont extrêmement significatifs. Pour l'exercice 1928-1929 la balance commerciale était à peu près en équilibre :

Pour les importations	143 millions £
Pour les exportations.....	140 millions £

La crise éclate et, dans une première phase constituée par l'exercice 1929-1930, alors que les exportations fléchissent, les importations peuvent se maintenir relativement, au prix de sorties d'or et de devises étrangères. Les exportations se chiffrent par £ 97 millions, tandis que les importations s'établissent à £ 130. Le déficit de la balance commerciale est de £ 33 millions. L'étalon-or doit alors être abandonné et la £ australienne commence à se déprécier : c'est le début d'une deuxième phase constituée par les exercices 1930-1931 et 1931-1932. Les importations s'effondrent à £ 60 millions, puis à £ 44 millions, soit une baisse de 70 % par rapport à l'exercice 1928-1929, tandis que les exportations se maintiennent à £ 88 millions puis à £ 82 millions. Par suite la balance redevient favorable de £ 28 millions en 1930-1931, puis de £ 38 millions en 1931-1932. L'équilibre tend donc à se rétablir, mais le résultat le plus tangible est que l'Australie n'est plus actuellement qu'un très mauvais client pour les grands pays industriels exportateurs, réserve faite de l'Angleterre bénéficiaire de la dépréciation de son change et aussi de tarifs préférentiels, renforcés sensiblement par la conférence d'Ottawa de 1932.

Au Brésil, un processus économique semblable peut être constaté, avec cette différence que la dépréciation du milreis plus accentuée que pour la £ australienne a provoqué une baisse plus importante des importations dès 1930. Celle-ci a été de 38 % en valeur et de 20 % en tonnage.

Si enfin, pour prendre un exemple en Europe, nous consultons les statistiques du commerce extérieur de la Hongrie,

(1) *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale, op. cit., p. 173.*

l'on constate ici encore que les symptômes de la crise agricole se manifestent dans la diminution des importations :

1928	1.189 millions de pengös
1929	1.062 —

Depuis cette diminution s'est poursuivie mais leur fléchissement important dès 1929 ne nous laisse aucun doute sur sa cause.

Les effets de la crise agricole sur la situation industrielle se manifeste d'une manière plus occulte, mais non moins certaine dans les pays dont la production agricole est insuffisante pour la consommation nationale et qui peuvent par suite pratiquer le protectionnisme agraire. Dans ces pays la crise agricole paraît ainsi jugulée ; elle existe cependant à l'état virtuel, prête à se manifester au cas où la récolte intérieure deviendrait surabondante eu égard aux besoins du pays. C'est ce qui s'est produit en France au mois d'avril 1932 durant lequel les cours du blé ont baissé de près de 40 %. Cependant dans ce cas particulier le protectionnisme continue de jouer puisque les prix du marché mondial sont encore bien inférieurs, mais comme son efficacité s'atténuait sous l'influence de la bonne récolte prévue pour 1933 il a été complété par la taxation du prix du blé à un cours minimum de 115 francs le quintal, plus une prime de conservation par la loi du 10 juillet 1933. Comme ce prix minimum représente environ le double du prix pratiqué sur le marché mondial, nous sommes toujours, pour le blé du moins, dans l'hypothèse de tout à l'heure : l'existence de la crise à l'état virtuel. On peut résumer ainsi ses effets sur l'industrie nationale : cette dernière bénéficie du maintien relatif de la demande du marché intérieur dont le pouvoir d'achat ne se trouve d'ailleurs pas accru car dans la mesure où l'on a avantagé les cultivateurs, on a spolié les consommateurs, mais par contre l'industrie nationale se voit expulsée des marchés extérieurs, par suite de l'élévation de ses prix de revient et de plus concurrencée par l'industrie étrangère sur le marché national. Elle doit à son tour demander aux pouvoirs publics de la protéger et finalement on aboutit à la dislocation complète

du commerce international et à un appauvrissement général. On y arrive d'autant plus facilement que le protectionnisme agraire diminue les débouchés et par suite le pouvoir d'achat des pays agricoles exportateurs et que ces derniers exercent des représailles douanières sur les produits manufacturés en provenance de l'Etat qui pratique le protectionnisme agraire.

Reprenons ces trois points :

Tout d'abord, aussi bien sur les marchés étrangers que sur le marché national lui-même, les industries des pays pratiquant le protectionnisme agraire, voient diminuer leurs ventes par suite de l'impossibilité où elles se trouvent d'abaisser les salaires de leurs ouvriers en raison du maintien du coût de la vie à un niveau élevé. Il suffit de comparer à cet égard la situation en France et en Angleterre. Dans ce dernier pays le coût de la vie [indice or] a considérablement diminué, aidé en cela par la baisse de la £ tandis qu'en France il restait à peu près stationnaire.

En second lieu le protectionnisme agraire a pour résultat d'encourager la production déjà excessive en même temps qu'il restreint le marché mondial des produits agricoles. De là résulte une aggravation de la baisse des prix mondiaux, une détresse plus grande des agriculteurs des pays exportateurs dont les possibilités d'acheter des articles manufacturés se trouvent encore diminuées.

Enfin la nécessité pour ces pays exportateurs de rétablir l'équilibre de leurs balances commerciales les oblige à frapper de droits d'entrée presque prohibitifs les articles manufacturés des nations qui leur refusent l'entrée de leurs produits agricoles. De fait, alors qu'au début du moins, dans les pays européens les droits de douane sur les produits fabriqués sont restés relativement stables dans l'ensemble, abstraction faite de l'aggravation de leur incidence par suite de l'appréciation de l'or, dans d'importants pays d'outre-mer les accroissements de tarifs pour cette catégorie de marchandises ont été nombreux et considérables.

Ainsi la crise agricole doit être considérée comme une des causes essentielles de l'effondrement du commerce mondial et par suite du marasme des industries travaillant pour l'ex-

portation. Mais là ne se bornent pas ses effets et à l'intérieur de nombreux pays, la réduction de la capacité de consommation des agriculteurs a restreint sensiblement les débouchés de l'industrie.

C'est une vérité qui n'a pas besoin de démonstration que la chute des prix des produits agricoles n'aurait pas tellement troublé la situation des classes paysannes si les frais de production et les prix des articles dont elles ont besoin avaient baissé dans le même temps et dans les mêmes proportions. Malheureusement il n'en a pas été ainsi et il y a eu crise, c'est-à-dire rupture de l'équilibre entre les prix payés aux agriculteurs en tant que producteurs et ceux qui leur sont réclamés en tant que consommateurs ou employeurs. C'est l'apparition de cet écart entre ces deux catégories de prix qui constitue le phénomène dit « des ciseaux » qu'il nous faut examiner de plus près.

On en relève l'existence dans le monde entier et l'on constate que l'écart a été en s'accroissant progressivement. Ceci tient évidemment à des causes générales, à savoir le développement essentiellement différent de l'industrie et de l'agriculture. D'une façon générale les agriculteurs sont restés isolés tant au point de vue de la production que de l'écoulement de leurs récoltes. Le développement industriel au contraire, se caractérise par une concentration et une organisation de plus en plus serrées : ententes patronales sous quelque nom qu'on les désigne, visant la réglementation de la production et le partage des marchés en vue de la défense des prix de vente, ententes ouvrières pour l'obtention du plus haut salaire possible. En toute logique, il est vrai, l'augmentation des salaires réels qui s'est incontestablement produite depuis la guerre, pour ne pas remonter plus haut, aurait dû bénéficier aux agriculteurs par suite d'une augmentation de la demande de leurs produits. Mais malheureusement, en raison de l'absence ou de l'insuffisance des organisations de ventes chez les agriculteurs, le plus clair de cette augmentation des salaires réels de la population ouvrière a été absorbé par les intermédiaires et courtiers dont le nombre a hypertrophié l'appareil commercial. Ajoutons enfin que l'accroissement des

impôts et des charges sociales depuis la guerre a contribué pour une bonne part au maintien de prix élevés pour les produits industriels.

Pour toutes ces raisons le pouvoir d'achat des producteurs de denrées agricoles a été en s'abaissant progressivement. Déjà lors de la Conférence économique de Genève en 1927, on avait constaté que l'agriculture était dans une situation plus désavantageuse qu'avant la guerre. Le Secrétariat de la commission internationale d'agriculture évaluait à cette époque que, pour faire face à leurs dépenses d'exploitation, les agriculteurs devaient vendre en moyenne une quantité de produits de 10 % plus forte qu'avant la guerre. Cette proportion atteignait 25 % pour les articles de consommation domestique.

A la fin de 1930 et au début de 1931, en prenant le chiffre 100 pour la période d'avant guerre, les nombres indices des différents facteurs de l'économie rurale étaient les suivants en Argentine (1) :

Prix moyen des produits agricoles	95
Prix moyen des fermages	165
Transports par chemin de fer	162
Machines agricoles	193
Alimentation et vêtements	200

En Autriche à la même époque on a les indices ci-après :

Prix moyen des produits agricoles	108
Indice moyen pondéré des frais d'exportation	163
Habillement	183
Ustensiles de ménage	169
Denrées alimentaires	128

La valeur d'échange des produits agricoles avait donc baissé en Autriche de 41 % par rapport aux articles d'habillement et de 36 % relativement aux ustensiles de ménage.

(1) Les renseignements donnés ci-après pour différents pays sont puisés dans l'ouvrage déjà cité de la S. D. N., *La Crise agricole* au chapitre consacré au pays dont il est question.

En Bulgarie, si l'on prend pour base le prix du blé égal à 100, on obtient pour les autres marchandises les chiffres suivants :

Années	Blé	Sel	Pétrole	Fer	1 charrue soc n° 6
1910	100	115	247	143	26.300
1930	100	129	287	202	45.454
1931	100	166	369	261	55.855

On voit donc que déjà en 1931 il fallait pour acheter une charrue soc n° 6 plus de deux fois plus de blé qu'en 1910.

Aux Etats-Unis la situation des agriculteurs après la guerre peut se résumer dans le bref tableau ci-après qui montre leur prospérité en 1919 et leur misère à partir de 1930 :

Années et mois	Prix des produits agricoles sur place	Prix payés par les agriculteurs pour les articles servant à la substance et à la production	Rapport entre les prix reçus et les prix payés
1919	209	205	102
1920	205	206	99
1925	147	159	92
Déc. 1929	135	155	87
Déc. 1930	97 (prov.)	147 (prov.)	66 (prov.)

En Finlande on a l'évolution suivante :

Années	Blé	Produits des laiteries	Viande	Engrais	Produits de l'industrie du pays
1926	100	100	100	100	100
1930	76	84	88	90	96

En Hongrie, au début de 1931, le pays ne recevait plus pour ses excédents destinés à l'exportation que 95 % des prix d'avant guerre, alors que les articles industriels importés représentaient une valeur égale à 131 % des prix de 1914.

En Pologne les indices des prix de gros ont varié comme suit depuis 1927 :

Années	Indice général	Produits agricoles	Produits industriels
1927	100	100	100
1928	101	97,2	104,2
1929	95,7	85,7	103,3
Déc. 1930	76,6	63,2	87,8

En Yougoslavie, un économiste, M. Pochtitch, constate que les prix des principaux articles de la production agricole exprimés en or sont descendus au-dessous du niveau d'avant guerre à partir de l'automne de 1929, alors qu'en juin 1929 les prix-or des produits manufacturés que doit acheter l'agriculture étaient de beaucoup plus élevés qu'en 1914. Ils représentaient 172 % pour les fers à cheval par 100 pièces, 128 % pour le sulfate de cuivre, 134 % pour les charrues, 162 % pour les voitures, 193 % pour les faux, 331 % pour les vêtements de travail, 293 % pour le drap de laine, 264 % pour les bas de laine, 288 % pour les chapeaux, 327 % pour les chaussures, etc...

Depuis la situation s'est beaucoup aggravée du fait de la tournure catastrophique qu'a prise la baisse du blé et du maïs notamment.

Nous pourrions citer ainsi presque tous les pays : partout on constaterait cet écart immense entre les deux branches des « ciseaux » : celle relative aux prix des produits agricoles et celle des prix des produits manufacturés.

Lorsque l'on considère la baisse du pouvoir d'achat global de toutes les populations agricoles de tous les pays, c'est par centaines de milliards de nos francs actuels qu'il faut la chiffrer. Pour l'année 1930 le secrétariat des paysans suisses a calculé que si l'agriculture mondiale avait obtenu pour ses produits les prix de 1927 elle aurait encaissé 30 milliards de francs or de plus (150 milliards de francs français actuels). On peut se faire une idée de la situation actuelle si l'on se reporte aux évaluations du revenu brut de l'agriculture aux Etats-Unis en millions de dollars :

1929 (1)	11.950
1930 (1)	9.406
1931 (1)	6.965
1932 (2)	5.240

(1) Evaluations de M. C. T. RIVIERE, expert commercial.

(2) Evaluations préliminaires du département de l'agriculture de Washington.

Ainsi en 1932 on enregistre une baisse de près de 60 %. Comme la situation en 1929 n'était déjà pas très brillante, il apparaît clairement que les fermiers américains sont presque réduits à la misère. Naturellement dans tous les pays où les conditions économiques sont analogues les agriculteurs se voient contraints de se restreindre en toutes choses ; ils renoncent à construire, achètent moins d'instruments, de machines et d'engrais, renvoient les réparations à des temps meilleurs et diminuent le plus possible leur consommation d'articles manufacturés.

Ainsi malgré la supériorité de son organisation et, par un singulier retour des choses, à cause d'elle, pourrait-on dire, l'industrie s'est trouvée gravement atteinte par la crise agricole. Si, en effet, il s'était produit dans l'industrie une déflation parallèle à celle qu'a subie l'agriculture, l'équilibre économique n'aurait pas été détruit. Cependant la désorganisation de l'industrie n'apparaît pas comme devant être un remède à la crise. Nous verrons, dans le chapitre II les solutions que l'on peut proposer, mais dès maintenant il ne faut pas oublier que c'est vers une meilleure organisation de l'agriculture au point de vue de la production et de la répartition des denrées, qu'il convient de s'orienter. Il est certain à cet égard que les réformes agraires qui ont été opérées après la guerre dans l'Europe centrale et balkanique, justifiées peut-être du point de vue social, ont été une erreur économique puisqu'elles ont morcelé les terres et accru l'isolement des agriculteurs. De ce côté un gros effort de reconstruction est à faire. La politique agraire des soviets peut être à ce propos sinon un exemple à suivre du moins un sujet de méditation.

Avant de pouvoir aborder le chapitre II consacré aux explications doctrinales, il nous faut encore étudier les répercussions de l'effondrement des prix des produits agricoles dans l'ordre financier, bancaire et monétaire qui sont d'une extrême importance. Là, en effet, nous verrons apparaître la raison de l'ampleur et de la gravité intense de la crise mondiale : la disparition de la confiance dont le retour est indispensable au rétablissement de la prospérité.

III

Répercussions de la crise agricole sur la situation financière internationale et la crise de l'étalon-or.

De plus en plus, à mesure que se développe la civilisation contemporaine, la vie économique repose sur le mécanisme toujours plus compliqué du crédit. Ceci explique la vulnérabilité de notre organisation économique et l'ampleur immense de la crise actuelle. Si en effet le monde économique est à l'heure actuelle presque complètement paralysé et accablé par une détresse extrême, c'est que le mécanisme du crédit a été détruit presque complètement. Sa restauration est une des tâches les plus urgentes pour que le monde retrouve sa prospérité. C'est aussi sans doute la tâche la plus délicate, celle qui, notamment à propos de la question de l'étalon-or, soulève les plus passionnantes controverses.

Avant d'aborder l'étude du rôle qu'a joué la crise agricole dans cette destruction du mécanisme du crédit de l'étalon-or et par suite de la confiance, il est nécessaire de retracer brièvement la situation financière tant avant la guerre qu'au cours des années qui l'ont suivie et durant lesquelles des fautes capitales furent commises.

a) Le régime de l'étalon-or avant, pendant et après la guerre.

Au début du ^{xx}e siècle, le monde était parvenu au point de vue financier à une organisation remarquablement stable et harmonieuse. Une lente évolution se dessinait déjà sans doute, qui sapait peu à peu l'hégémonie de l'Europe occidentale ; néanmoins celle-ci apparaissait comme étant pour le présent et pour l'avenir le banquier en même temps que l'atelier du monde. Bien que l'on fût à la veille du plus grand cataclysme de l'histoire, le monde envisageait l'avenir avec sérénité. On pensait généralement que l'organisation écono-

mique du monde était parvenue à un état « définitif » et on n'en concevait pas d'autre, à part les conceptions socialistes à caractère théorique qui n'avaient jamais reçu jusqu'alors d'application pratique étendue. Quoi d'étonnant d'ailleurs à cela puisque quinze ans après la fin des hostilités, nous en sommes encore à rechercher la « nouvelle organisation » qui redonnera la paix dans les esprits et la sécurité dans les biens !

Quelle était donc cette organisation économique qui paraissait « définitive » ?

Schématiquement on peut dire que le monde économique d'avant guerre se divisait en deux parties : l'Europe occidentale dont la population exubérante bénéficiait à la fois d'un riche passé de civilisation et de toute la force matérielle résultant de l'application des découvertes de ses savants ; d'autre part le reste du monde composé de pays neufs, de colonies habitées de peuplades à demi-sauvages, et d'empires déchus tels que la Chine.

Chaque année partait d'Europe vers le reste du monde un courant continuuel d'émigrants et de capitaux. Le flot d'émigrants allait en diminuant tandis que celui des capitaux allait croissant parallèlement à la richesse du monde. Grâce à la confiance qui régnait alors, ces capitaux s'employaient principalement en prêts à long terme destinés d'une manière générale à des fins productives et constructives. Les emprunts d'Etat étaient toutefois importants. Les principaux souscripteurs en étaient les épargnants français qui savent aujourd'hui ce qui leur en coûte. Les crédits à court terme relativement faibles ne servaient guère alors que de « soldes de compensation » dans les relations internationales ; ils servaient surtout à éviter les mouvements d'or.

Ce métal était devenu peu à peu en raison de ses avantages l'unique étalon international des valeurs. L'argent avait été progressivement relégué au rang de monnaie fiduciaire par les Etats qui s'en étaient réservé la frappe. Le triomphe du monométallisme-or s'explique aisément. D'abord le monométallisme est plus simple que le bimétallisme qui n'a pas plus de raison d'exister qu'un « plurimétallisme » quelconque ; il est paradoxal, en effet, que « l'unité » de mesure soit

« double ou multiple » ; d'autre part il était difficile, disons même impossible de maintenir la stabilité du rapport entre la valeur de l'argent et celle de l'or. Quant à la victoire de ce dernier sur l'argent, elle est due moins à la plus grande valeur spécifique de l'or qu'à la stabilité de sa valeur qui jusqu'à 1929 fut à peu près constante. La valeur spécifique de l'or est en effet dépassée par d'autres marchandises telles que le platine ou le radium dont il ne peut être question de faire l'étalon des valeurs, étant donné que leurs cours sont sujets à de grandes variations. Les raisons qui ont permis à l'or de garder jusqu'à la crise actuelle une stabilité relative peuvent se ramener à trois :

1^o l'existence d'un stock mondial très important de ce métal ;

2^o une production annuelle ne représentant qu'un faible pourcentage de ce stock ;

3^o la dispersion géographique des centres d'extraction qui évite une situation de monopole.

L'argent ne remplit guère la seconde condition et de plus il est tombé progressivement au rôle de sous-produit. Quant au platine et au radium ils ne remplissent pour ainsi dire aucune des trois conditions énoncées.

Ce qui, dans la période d'avant guerre, caractérise l'étalon-or, qui se trouvait à cette époque dans la perfection de son système, c'est cette stabilité : stabilité de sa valeur, stabilité aussi des encaisses-or des instituts d'émission, indispensable, il est inutile de le dire, à la pérennité du régime de l'étalon-or. Les causes de cette autre stabilité peuvent se ramener à deux : la liberté et la confiance !

Par liberté, il s'agit de liberté commerciale. Elle n'était, il est vrai, que relative, mais suffisante. Les pays prêteurs de l'époque c'est-à-dire la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et d'autres pays européens de moindre importance admettaient, au fur et à mesure de l'accroissement de leurs créances, des quantités croissantes de produits agricoles de matières premières et même déjà de produits fabriqués en provenance des pays débiteurs afin de permettre à ceux-ci de s'acquitter de leurs dettes. C'était l'application pure et simple

de cette vérité première de l'économie politique que la monnaie n'est qu'un intermédiaire pour faciliter les échanges mais qu'en réalité on ne paye qu'en marchandises. Les pays créanciers européens procédaient en même temps et progressivement dans leurs structures économiques nationales aux réadaptations nécessitées par les progrès économiques réalisés dans le reste du monde. C'est ainsi que l'Angleterre en est arrivée jusqu'à supprimer presque totalement son agriculture en permettant l'écoulement sur son marché des céréales des pays neufs.

Malgré ces réadaptations qui comportaient évidemment certains délais, il se produisait de temps à autre des déficits dans les balances des paiements des différents Etats. C'est alors qu'intervenait la deuxième cause de la stabilité remarquable qui prévalait alors relativement aux encaisses des banques centrales : la confiance !

Elle était telle dans la stabilité des monnaies comme dans les signatures des contrats que seule, pour ainsi dire, la considération du rendement déterminait les capitalistes dans leurs placements. Il en résultait une sensibilité extrême des marchés monétaires, de sorte que si l'on se trouvait en présence d'un déficit un peu prolongé dans la balance des comptes d'un pays, déficit qu'une simple ouverture de crédits à court terme était impuissante à combler, des exportations d'or se produisaient. Mais bientôt l'équilibre était rétabli grâce au relèvement du taux d'escompte de la banque d'émission, qui avait pour résultat d'attirer rapidement un volume suffisant de capitaux en quête d'un taux d'intérêt plus élevé et d'abaisser par la contraction du crédit le niveau des prix dans le pays intéressé.

Si un pays voyait au contraire se modifier à son avantage le volume de ses obligations internationales, il effectuait dans sa structure nationale de prix les corrections adéquates inverses par l'abaissement du taux de l'escompte.

Tel était le mécanisme économique et financier du monde avant 1914. Des ombres avaient parfois obscurci le tableau, telles les dépréciations monétaires de certains Etats de l'Amérique du Sud, mais la stabilité des monnaies de l'Europe occi-

dentale était au-dessus de toute controverse, à telle enseigne qu'aujourd'hui encore, il se trouve des gens cultivés qui ont peine à comprendre cette expression : « la baisse du franc ».

Ainsi d'une manière générale, le jeu des structures nationales de prix et de l'étalon-or, assurant l'équilibre des balances internationales des paiements, constituaient une création admirable, un mécanisme à la fois très complexe et très délicat « comparable seulement au système nerveux du corps humain ». Mais comme le système nerveux, il pouvait être sujet à des perturbations. C'est ce qui arriva avec la grande tourmente que fut la guerre mondiale.

Au mois d'août 1914 toute cette merveilleuse organisation cessa de fonctionner. Les monnaies fiduciaires des belligérants, c'est-à-dire des principaux pays, devinrent inconvertibles en droit ou en fait et le commerce international de l'or tomba sous le coup des lois pénales. La multiplication des papiers-monnaies nécessitée par le financement de la guerre et de ses conséquences immédiates rendit difficile pour l'avenir la suppression du cours forcé des billets ; elle posait en tous cas la question délicate du taux convenable de rattachement du papier à l'or.

En 1924 l'Allemagne créa un nouveau reichmark-or, après avoir laissé tomber l'ancien mark à près de zéro. L'année suivante l'Angleterre parvint à ramener la £ à sa parité d'avant guerre en décrétant sa convertibilité en lingots d'or, établissant ainsi le système que l'on appelle le « gold bullion standard » par opposition au régime d'avant guerre « le gold specie standard » qui permet d'obtenir des pièces d'or. Le gold bullion standard qui, considéré sous l'angle international, paraît plus avantageux pour le fonctionnement du régime de l'étalon-or, que la convertibilité en pièces d'or, a été adopté successivement par la plupart des autres Etats européens. Ceux-ci ont stabilisé leurs monnaies à un niveau intermédiaire entre ceux choisis par l'Allemagne et l'Angleterre. En 1926 M. Francqui stabilisa le franc belge avec une dépréciation de 86 %. En 1927 les dirigeants fascistes rattachèrent la lira italienne à l'or avec une réduction de sa valeur d'avant-

guerre de 73 % seulement. L'année suivante M. Poincaré donna à la France sa nouvelle unité monétaire ; le franc amputé des $\frac{4}{5}$ (80 %). En février 1929, la Roumanie fixa la nouvelle valeur du lei réduit de 97 % de sa valeur d'avant guerre.

On voit par cette rapide énumération l'effort fait par les différents gouvernements pour revenir à un régime normal. Les conditions statiques pour le rétablissement du régime de l'étalon-or étaient ainsi réunies peu à peu, mais on n'avait rien fait pour en restaurer le dynamisme ; bien au contraire on fit tout pour l'empêcher de fonctionner de sorte que, comme nous allons le voir, tout le mécanisme se détraqua de nouveau et la plupart des Etats furent bientôt obligés ou de proclamer l'abandon de l'étalon-or ou d'établir un contrôle sévère des opérations de change.

b) *Les changements et les erreurs de l'après-guerre
dans l'ordre économique et financier.*

La grande guerre a précipité considérablement l'évolution qui se dessinait déjà avant 1914. D'une part on constate un arrêt presque complet des migrations européennes vers les autres régions du monde ; d'autre part il s'est produit sur toute la planète une dispersion géographique des centres industriels et commerciaux, dont l'augmentation du trafic du canal de Panama est l'exemple le plus typique. Le monde économique, qui se divisait avant la guerre en deux parties, forme aujourd'hui un tout qui tend à s'uniformiser de plus en plus, en même temps que s'accroît la complexité des rapports économiques et financiers des différents pays. Les marchandises échangées entre les diverses régions du monde paraissent revêtir, d'une façon croissante, la forme d'articles manufacturés spécialisés. Les matières premières et les produits agricoles sont davantage traités sur place. On doit surtout signaler les changements considérables dans les fondements mêmes de la production agricole et minérale sur lesquels était établie la superstructure industrielle et financière. Nous avons déjà parlé de l'extension formidable de la

culture du blé, au Canada spécialement ; citons aussi le développement de la production de cuivre au Congo belge et en Rhodésie.

Dans l'ordre financier, de grandes modifications se sont manifestées à la fois dans le mouvement et la forme des capitaux. Tout d'abord les courants de capitaux n'ont plus du tout l'aspect d'avant guerre. Les pays prêteurs d'alors ont diminué considérablement et presque cessé leurs exportations de capitaux à long terme. L'Allemagne en particulier, de créancière, est devenue la plus grande débitrice en même temps que la plus grande emprunteuse du monde. Par contre les Etats-Unis, qui en 1913 étaient encore un pays débiteur, ont été envahis par un flot d'or prodigieux et sont devenus les plus grands créanciers et prêteurs de l'Univers.

Quant aux changements survenus dans la forme des capitaux, ils sont également très importants. La disparition de la confiance, provoquée par l'instabilité générale des monnaies et l'élévation corrélative des taux d'intérêts, a amené une diminution sensible des emprunts à long terme. On a vu par contre se multiplier les crédits à court terme doués d'une mobilité extrême qui donne certes à l'organisation économique une grande souplesse, mais aussi une vulnérabilité dangereuse. Enfin par suite des risques multipliés et en raison de la rapidité nouvelle des transformations industrielles et des modifications économiques générales, le public capitaliste se mit à préférer les dépôts en banque à long terme au placement direct dans l'industrie. Il en résulta que les banques eurent un pouvoir d'intervention étendu dans les affaires industrielles, mais par contre les possibilités de contrôle du système bancaire central en furent diminuées et d'autre part, en cas de déflation des prix, on aboutit fatalement à la trop fameuse « congélation » des avoirs bancaires et par suite à la destruction du mécanisme du crédit.

En présence de ces perturbations, le problème résidait donc bien moins dans le rétablissement et l'accroissement de la production matérielle que dans la recherche et l'organisation d'un nouvel équilibre économique international.

Cette vérité fut méconnue jusqu'à la crise actuelle, la

production fut au contraire poussée partout d'une manière effrénée à la fois par l'inflation de crédits et par le nationalisme économique. Pour que l'équilibre financier international se rétablît, il eût fallu que les niveaux des prix fussent abaissés dans les pays débiteurs et que les pays créanciers fissent preuve d'une politique douanière libérale. Ainsi les pays débiteurs auraient pu s'acquitter de leurs dettes par des exportations suffisantes de marchandises. Une toute autre voie fut au contraire suivie. D'une part les structures de prix furent maintenues rigides là où elles auraient dû être abaissées, d'autre part le commerce international fut de plus en plus entravé. Jusqu'en 1925 on assista à un relèvement progressif des droits de douane portant principalement sur les produits industriels. Le mouvement fut particulièrement net dans les nouveaux Etats de l'Europe centrale créés par les traités de paix. A partir de 1925 le nationalisme économique prit une ampleur nouvelle sur notre continent spécialement par suite des difficultés croissantes de l'agriculture européenne. La répugnance éprouvée par de puissants pays industriels créanciers à sacrifier leur agriculture, pour admettre sur leur territoire des denrées alimentaires à bon marché, aboutit à un rétrécissement des débouchés des pays neufs débiteurs.

Ainsi fut empêché l'établissement spontané d'un équilibre stable dans un régime de libre-échange international et sous l'action régulatrice de la concurrence. A défaut de cet équilibre stable, un équilibre provisoire et factice fut réalisé par l'abus du crédit.

Les Etats-Unis créanciers du monde, refusant de laisser leur balance commerciale devenir débitrice, comblèrent le déficit de la balance des paiements de leurs débiteurs par l'octroi inconsidéré de prêts généralement à court terme, si largement distribués qu'ils permirent d'accroître encore les exportations américaines. L'expansion des crédits de 1925 à 1929 fut à la fois effet et cause du maintien des niveaux élevés des prix dans les pays débiteurs, niveaux incompatibles, comme nous l'avons vu, avec les obligations financières et la nouvelle organisation de la production résultant de la

guerre. Le déséquilibre fondamental de la situation économique et financière internationale fut ainsi maintenu et progressivement aggravé du fait de l'endettement croissant des pays débiteurs. Cette situation put durer un certain temps parce que apparemment la prospérité croissait rapidement. De 1925 à 1929 il y eut en Europe un véritable boom de la production et des prix par suite de l'inflation monétaire puis de celle du crédit, mais il n'y eut aucun ajustement compensatoire dans le reste du monde. En même temps le commerce international croissait, malgré les barrières douanières, plus rapidement même que la production, mais d'une façon malsaine.

Enfin, et c'est le point particulièrement intéressant pour nous, la prospérité de l'agriculture consécutive au déficit de la production pendant les années de guerre, fut maintenue malgré la reconstitution de cette production qui, à partir de 1926, dépassa virtuellement les besoins de la consommation, de telle sorte que la crise existait déjà à l'état latent. On constata en effet une hausse marquée des prix des produits agricoles et des matières premières par rapport aux autres produits en 1927 et 1928. En même temps la production augmentait et les taux des échanges internationaux devenaient plus favorables aux pays exportateurs de ces produits. Il est remarquable que les variations de prix favorables aux pays débiteurs ont ainsi coïncidé avec les plus grandes exportations de capitaux qui servaient pour une bonne part au financement des stocks et des plans de valorisation dont il a été parlé dans la première partie.

C'est à partir du milieu de 1927 que se produisit une expansion considérable de crédits sous l'impulsion délibérée des Federal Reserve Banks. La politique des instituts américains d'émission fut d'ailleurs facilitée et encouragée involontairement sans doute par les proportions hypertrophiques que prenaient dans le même temps, en France en particulier, le régime du gold exchange standard. Ce régime évitait en effet aux Etats-Unis des pertes abondantes de métal jaune qui se seraient produites, si l'étalon-or avait fonctionné à cette

époque dans les autres pays, et auraient ainsi freiné automatiquement l'expansion américaine des crédits.

c) *L'effondrement des prix des produits agricoles
et l'abandon de l'étalon-or.*

En 1928 la situation devint critique. Les dirigeants du système fédéral de Réserve eurent le sentiment que l'on allait vers une catastrophe et décidèrent d'enrayer l'inflation de crédits. Les taux d'escompte des diverses banques fédérales furent relevés les uns après les autres. Mais il était trop tard car la débauche d'inflation avait abouti à la formation aux Etats-Unis d'un boom industriel et boursier qui draina les capitaux disponibles du monde entier. Un nouveau flot d'or vint encore grossir les réserves déjà considérables des banques fédérales de réserve. Au même moment, par une coïncidence malheureuse, la France étant enfin revenue à l'étalon-or, un autre afflux de métal jaune commença également à se produire vers notre pays, afflux qui ne devait s'arrêter qu'à la fin de 1932. Les autres pays du monde se virent donc saignés progressivement de leurs réserves d'or et ce phénomène devait persister faute d'ajustements de prix nécessaires, mais d'ailleurs difficiles à réaliser, dans les pays débiteurs, jusqu'à l'abandon de l'étalon-or par tous ces pays. Dans ces conditions l'intervention des banques fédérales ne ralentit nullement la spéculation à l'intérieur des Etats-Unis, mais frappa tout d'abord et gravement tous les pays emprunteurs et spécialement le monde agricole. Il est en effet prouvé que la baisse des prix de certaines céréales et matières textiles commença, dès la seconde moitié de 1928, longtemps avant la fin du boom américain. Celui-ci devait prendre fin en octobre 1929 par le plus formidable krack boursier connu jusqu'à ce jour et cela sous la pression des retraits de fonds que furent contraints d'opérer les fermiers du Midwest afin de financer une récolte de blé surabondante. Les banques gênées durent restreindre leurs avances à la spéculation qui à son tour fut obligée à opérer des dégagements précipités. Dans un suprême effort les groupes haussiers se démunirent

de tous leurs moyens et ce fut alors un jeu pour leurs adversaires de briser leur résistance et de provoquer l'effondrement. La mystique de la hausse qui régnait alors était détruite et il ne fut plus possible d'arrêter la baisse.

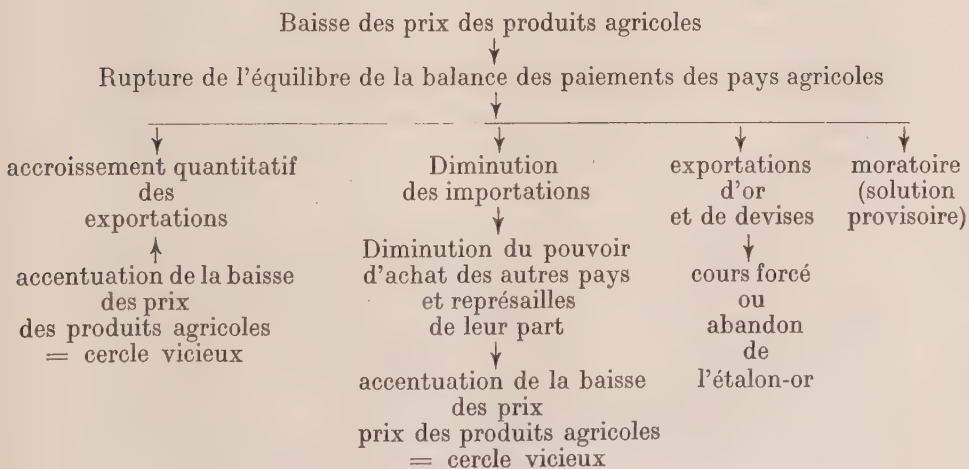
Le krack de Wall Street mit pour ainsi dire à nu le déséquilibre économique et financier qui existait à l'état latent et les marchés commerciaux du monde furent à leur tour entraînés dans la catastrophe. Il se produisit bien, durant le premier semestre de 1930, une reprise des prêts à long terme à la suite de la disparition de la tension des taux d'intérêt à court terme à Wall Street — le call money monta à 20 % — mais elle fut insuffisante et trop brève pour permettre un rétablissement de la situation économique. Le résultat essentiel de tous ces événements fut la rupture de l'équilibre de la balance des paiements des pays agricoles et des pays débiteurs. Ceux-ci pour faire face à cette situation s'efforcèrent dès le deuxième semestre de 1928 d'accroître l'excédent de leur balance commerciale en augmentant quantitativement leurs exportations, mais ils ne firent que précipiter la baisse de leur valeur qui dépassa de beaucoup l'accroissement des quantités. D'ailleurs il était trop tard, le déficit à combler était trop grand : partout l'élévation des barrières douanières s'effectua à un rythme accéléré. D'un autre côté la liquidation des stocks accumulés par suite des plans de valorisation fit que la baisse se concentra sur les importants excédents d'exportation à débouchés internationaux jetés sur les marchés mondiaux. Enfin les taux des échanges évoluèrent au détriment des pays agricoles. Dès lors, les prix des produits importés ne baissant pas dans la même proportion, il ne restait plus à ces pays qu'à réduire rigoureusement leurs importations. C'est ce qu'ils firent, comme nous l'avons vu dans le paragraphe précédent. Les balances commerciales de ces pays purent ainsi devenir plus favorables ainsi que le montre le tableau ci-contre (1).

(1) *La situation économique mondiale, 1931-1932, op. cit.*, p. 193.

Solde net de la balance du commerce des marchandises (+ = excédent des exportations ; — = excédent des importations).

Pays	1929		1930		1931	
	Janvier Juin	Juillet- Décembre	Janvier- Juin	Juillet- Déc.	Janvier- Juin	Juill.- Déc.
<i>(En millions de dollars.)</i>						
Argentine	— 112	— 26	+ 31	+ 71	+ 28	+ 47
Australie.....	+ 18	— 122	— 41	+ 23	+ 94	+ 53
Nouvelle-Zélande ...	+ 66	— 39	+ 33	— 26	+ 42	— 1

Néanmoins il fut impossible d'obtenir l'équilibre de la balance des paiements, de sorte que les encaisses-or des pays agricoles furent soumises à une tension terrible qui les obligea fatalement les uns après les autres à proclamer le cours forcé, d'où la dévaluation de leurs monnaies. Certaines purent toutefois être maintenues à leur parité mais d'une façon purement nominale grâce à un rigoureux contrôle des opérations de change et à des moratoires, mesures qui par essence ne peuvent constituer qu'une solution passagère. Le processus qui conduit ainsi nécessairement à l'abandon presque généralisé de l'étalon-or peut se résumer dans le schéma suivant :



L'existence d'un cercle vicieux aboutissant fatalement à l'abandon de l'étalon-or est évident. D'autre part il n'est pas douteux qu'à partir d'un certain degré la baisse mondiale des prix est devenue l'élément fondamental de la crise actuelle et la cause de toutes les difficultés. Il apparaît en effet qu'à un trop bas niveau des prix, aucune entreprise n'est plus solide et les débiteurs sont écrasés par le poids de leurs obligations qui s'accroît, alors que leur montant nominal reste le même. On a déjà vu dans l'histoire économique un niveau des prix de gros inférieur au niveau actuel, par exemple en 1896 au terme du dernier mouvement descendant de longue durée des prix. Mais ce qu'il y a de grave dans la situation actuelle, c'est la rapidité de la chute des prix mondiaux.

On peut en juger par le tableau suivant :

BAISSE DES PRIX DE GROS.

	1928 (Moyenne mensuelle)	Janvier 1933	Baisse en %
Etats-Unis :			
Bureau of Lab. Statist. 550 art. base 100 en			
1913	140	87	38
Allemagne :			
Office de Statist. 400 art. base 100 en 1913.	140	91	35
Suisse Office féd. du travail 118 art.....	145	91	38
Pays-Bas Bureau central de Statist. 48 art.	149	75	50
France S. C. F. 45 art. base 100 en juillet			
1914	634	390	39
Belgique Revue du travail 128 art.....	843	521	39
Italie Moy. géométrique 128 art.	462	292	37

On peut donc dire que la baisse mondiale des prix de gros a été, en chiffres ronds, de 40 %. Ceci signifie que relativement à eux, la valeur de l'or a augmenté de 66 %, de sorte que par exemple le franc de 1933 vaut avec le même poids d'or 1 fr. 66 de 1928. Ces deux faits, baisse des prix et appréciation de l'or, sont les deux aspects d'un phénomène unique dont la cause essentielle se trouve être la disparition de la con-

fiance qui a provoqué la thésaurisation. L'effondrement des prix et du crédit ne peut en effet être attribué à un accident géologique. La production de l'or s'est au contraire accrue régulièrement depuis 10 ans et plus fortement pendant les années de crise. Voici quels sont les chiffres de la production mondiale d'or en tonnes depuis 1922 (1).

1922.....	469,5
1923.....	547
1924.....	577
1925.....	582
1926.....	594
1927.....	590
1928.....	601
1929.....	609
1930.....	640
1931.....	687
1932.....	741

La production a assurément été surexcitée par l'appréciation du métal jaune qu'a fait apparaître au grand jour l'abandon de l'étalon-or par l'Afrique du Sud, événement qui a provoqué un boom des valeurs de mines d'or par suite de l'abaissement, qui en est résulté, des prix de revient-or des exploitations aurifères du Rand. Dans le même temps que la production augmentait, la demande industrielle d'or diminuait; comme par ailleurs les besoins monétaires ne se sont pas accrus en raison de la paralysie générale des affaires, on peut affirmer que c'est la thésaurisation seule qui est à la base du phénomène.

Nous avons vu plus haut que la stabilité de la valeur de l'or était la qualité essentielle qui avait fait choisir ce métal comme étalon des valeurs. C'est pourquoi une variation de 66 % de sa valeur en trois ans, ajoutait une raison théorique à la pression des faits pour désaffecter au moins provisoirement l'or de son rôle monétaire.

Il est évident qu'un pays tel que l'Argentine qui a dévalué sa monnaie à peu près dans la même proportion et le même

(1) *Annuaire statistique de la S. D. N.*

temps que les prix de gros baissaient, a conservé une stabilité monétaire, économique et sociale plus grande que les pays restés fidèles à l'étalon-or. Les dirigeants de ces derniers pourraient presque être comparés à ces capitaines de navire qui restent à bord pour sombrer avec leur bâtiment. Ce sont ces considérations qui ont déterminé les Etats-Unis à abandonner l'étalon-or, alors que rien ne les y obligeait du point de vue de la conjoncture financière internationale.

Historiquement, c'est l'Argentine et l'Uruguay qui suspendirent les premiers leurs paiements en or dès le mois de décembre 1929, en même temps que le Canada adoptait des restrictions au fonctionnement de l'étalon-or. En 1930 les devises du Brésil, du Venezuela, du Paraguay, du Pérou, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande se déprécièrent à leur tour. Naturellement cette situation amena la ruine du crédit des pays débiteurs et leurs emprunts tombèrent à des cours désastreusement bas. On peut remarquer à ce propos que les emprunts internationaux ont été plus affectés que ceux émis sur les marchés intérieurs en raison des difficultés croissantes de transfert. D'autre part les taux d'escompte s'élevèrent sensiblement dans les pays débiteurs. Au début de 1931, malgré l'amélioration qui se manifesta alors, aucun d'entre eux, à part la Roumanie le 1^{er} avril, ne purent abaisser leur taux officiel. L'Inde dut même relever le sien de 1 % en janvier. Dans les pays créanciers au contraire une aisance monétaire remarquable régnait sur les marchés financiers au début du printemps de 1931 comme au printemps de 1930. Cette situation était due pour une part à la fuite des capitaux des pays agricoles atteints par la crise, capitaux qui étaient venus chercher refuge dans les pays créanciers. La pléthore de disponibilités qui régnait dans ces derniers pays était donc dans une certaine mesure artificielle et engendrait une dangereuse illusion. Les événements n'allaient pas tarder à le démontrer. Ce qui caractérise en effet l'année 1931 c'est que la crise financière, jusque-là limitée à quelques pays agricoles, est devenue la généralité, les pays restant relativement à l'abri étant l'exception et constituant au milieu de la tourmente, des îlots d'ailleurs de moins en moins nombreux

et de moins en moins sûrs. La France en est le prototype.

d) *La crise financière de 1931 et la crise agricole.*

C'est en mai 1931, avec le krack de la Créditanstalt de Vienne que le monde prit sérieusement conscience de la gravité de la situation financière internationale. Cet événement puis la fermeture le 13 juillet suivant de la Danat (Darmstädter und Nationalbank) à la suite de pertes énormes subies par la Société lainière de l'Allemagne du Nord, déclenchèrent une véritable panique. De violents et massifs mouvements de capitaux à court terme se produisirent par suite de la crainte de l'instabilité monétaire et politique, en même temps que les banques centrales se mettaient à liquider le système du gold exchange standard. Des retraits considérables d'avoirs à court terme furent effectués à Londres et devant l'ampleur prise par les sorties d'or le gouvernement britannique dut se résoudre à abandonner l'étalon-or le 21 septembre 1931. La chute de la £ entraîna celle des monnaies d'un grand nombre de pays qui avaient pu jusqu'alors maintenir la convertibilité de leurs devises en or et la tempête financière redoubla d'intensité. Chaque créancier essayait, comme il le pouvait, de se faire rembourser pendant qu'il en était encore temps. Le résultat final fut un exode considérable des capitaux des pays débiteurs vers les pays créanciers où ils cherchaient un asile sûr. Aussi dans les pays débiteurs on assiste à une véritable famine de capitaux pendant que dans les pays créanciers leur accumulation est telle qu'elle dépasse les possibilités d'emploi. Pour remédier à cette situation les gouvernements s'empressèrent de prendre de nouvelles mesures de restriction des importations et des opérations de change, de sorte qu'au début de 1932 on aboutit à la paralysie presque complète du commerce international et à l'arrêt de la circulation des capitaux. Cette recrudescence du protectionnisme et l'accentuation de la thésaurisation révélée par la réduction des dépôts en banque très sensible à partir du milieu de 1931 dans la plupart des pays, conduisirent naturellement à une nouvelle déflation des prix qui frappa surtout les pays restés

attachés à l'étalon-or mais qui se fit sentir même dans ceux qui l'avaient abandonné. L'isolement des marchés intérieurs fit que la baisse fut plus que jamais concentrée sur les marchés mondiaux spécialement en ce qui touchait les produits agricoles. Le redressement des pays intéressés à la vente de ceux-ci en fut naturellement retardé, malgré une stabilisation des taux de leurs échanges. Ces pays agricoles demeurèrent ainsi une source de faiblesse pour l'ensemble de l'économie mondiale et l'effondrement trop considérable de leur pouvoir d'achat enraya toute reprise sérieuse vers la prospérité.

Il est évident que la tempête financière de 1931 et spécialement la crise allemande n'a pas pour cause la crise agricole mais bien la folle politique d'emprunts de l'Allemagne et l'inquiétude née des progrès du mouvement raciste. L'importance de la crise allemande vient de la place considérable de l'Allemagne dans l'économie mondiale, mais si l'on considère schématiquement la crise financière universelle de 1929 à 1933 on ne peut pas mettre en doute que les difficultés de l'agriculture soient pour une grande part à sa base. Il suffit pour s'en convaincre d'étudier l'évolution de la crise aux Etats-Unis qui finit par entraîner la dévaluation du dollar et de remarquer que l'éventualité d'une baisse du franc dépend peut-être moins du déséquilibre budgétaire qu'une reprise économique ferait disparaître, que de l'aggravation alarmante de la situation rurale en France à partir du deuxième trimestre de 1933.

e) *La situation de l'agriculture aux Etats-Unis,
la baisse du dollar et la « guerre des monnaies ».*

A la suite de l'abandon quasi général de l'étalon-or en septembre et octobre 1931, il se produisit à New-York, une crise de liquidité accompagnée d'importants retraits d'or et d'une forte tendance à la déflation. Les faillites bancaires prirent des proportions inquiétantes et l'on assista à une véritable panique. Pour faire face à cette situation les banques commerciales constituèrent le 7 octobre 1931 la « National Crédit Corporation » dont les opérations furent bientôt reprises le

8 décembre suivant par une institution d'Etat la « Reconstruction Finance Corporation ». Une accalmie temporaire fut obtenue et les autorités fédérales se décidèrent à enrayer la baisse des prix par une inflation du crédit. Le bill Glass Stegall qui fut adopté le 27 février 1932 permit aux Federal Reserve Banks d'entreprendre sur le marché libre de vastes opérations d'achat de fonds d'Etat. La position des « members banks » eut provisoirement tendance à s'améliorer mais en juin on enregistra une recrudescence des faillites bancaires, notamment à Chicago. Cependant à la fin de juillet, un remarquable redressement boursier s'esquissa à Wall Street, en même temps que les prix de gros remontaient, mais à partir du milieu de septembre, l'amélioration ne put être maintenue. L'augmentation du crédit par les Federal Reserve Banks fut en effet neutralisée par de fortes exportations d'or et surtout par une thésaurisation croissante. En même temps le marché des valeurs à revenu fixe s'alourdissait du fait de la situation obérée des finances fédérales, des Etats et des grandes municipalités, situation qui nécessitait un nombre croissant d'emprunts. En novembre 1932, les émissions d'obligations d'Etat représentaient 37 % des placements et des prêts des banques de New-York. Le financement nouveau des industries était ainsi rendu de plus en plus difficile et ceci suffirait à expliquer l'insuccès de la politique officielle d'expansion du crédit. A la fin de 1932 les prix de gros étaient plus bas que jamais et par là se révélait la profondeur du déséquilibre social du pays, le bouleversement des relations entre les deux groupes économiques les plus importants de l'Union, l'impossibilité pour les agriculteurs d'acheter les produits des industriels : la valeur des produits du sol était en effet tombée au début de 1933 à la moitié de ce qu'elle était en 1913 par rapport aux produits manufacturés, contre 59 % encore à la fin de 1931. D'autre part les agriculteurs des Etats-Unis étaient écrasés par le fardeau des dettes hypothécaires qui représentaient plus de 12 milliards de dollars de sorte qu'en 1931 par exemple plus de 800.000 fermes ou entreprises agricoles ont été saisies. Enfin le tarif Hawby Smoot n'avait profité qu'à l'industrie des villes en renchéris-

sant les prix de revient de l'agriculteur, alors que ses impôts avaient été accrus de 300 % au cours des quinze dernières années.

Le nouveau président Roosevelt a très bien compris cette situation tragique de l'agriculture américaine et son importance dans l'aggravation de la crise générale. L'auteur de « *Gouvernement-Not Politics* » critique en ces termes l'administration de son prédécesseur (1) :

« Confondant le bruit du ticker (machine à imprimer les cours de la Bourse) avec le pool des affaires, le gouvernement de Washington ne fait rien pour restaurer le pouvoir d'achat de 50 à 60 millions d'Américains qui vivent dans nos petites villes ou dans nos fermes. Sa foi aveugle dans son « *Farm Board* » l'empêche de considérer ou seulement d'envisager un plan qui pourrait sauver les agriculteurs. Mais l'agriculteur ne peut rien acheter à la ville, pendant qu'il vend sa récolte au-dessous du prix de revient. Privé d'autre part des dollars des agriculteurs, les affaires s'arrêtent et l'industrie souffre. Aucun pays ne peut être à la fois demi-banqueroutier et à demi-solvable ».

Ceci est tellement vrai que la congélation des avoirs bancaires à laquelle aboutissait l'insolvabilité des débiteurs agricoles, finit par entraîner à la fin de février 1933 une recrudescence de la crise financière provoquée par l'affolement des déposants.

Des défaillances d'établissements dans le Michigan obligèrent les autorités à proclamer un moratoire qui fit tache d'huile sur toute l'Union et se termina, le 4 mars, le jour même de l'entrée en fonctions du nouveau président par la proclamation d'un moratoire général et l'embargo provisoire sur l'or. Après des tergiversations cet embargo d'abord partiellement levé fut définitivement rétabli le 19 avril et, fait significatif, la mesure fut insérée dans le bill d'aide à l'agriculture. Au début de juin 1933 l'adoption d'un autre bill provoyant l'annulation de la clause or dans tous les contrats publics et privés confirma définitivement l'abandon officiel de l'étalon-or.

(1) V. *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} décembre 1932, p. 515.

Le but avoué de ces mesures était naturellement la dévaluation du dollar, mais celle-ci désirable, peut-être même nécessaire du point de vue agricole intérieur, n'était nullement justifiée par la situation du marché international des changes. Les soldes créditeurs étrangers étaient en effet réduits à un minimum et ni Wall Street ni la balance générale des comptes des Etats-Unis ne se trouvaient dans une position débitrice. Il fallut la menace d'émissions massives de monnaie fiduciaire pour amener le recul du \$ sur le marché cambiste. Sa dépréciation n'atteignait toutefois qu'1/6 de sa valeur or à la veille de la Conférence de Londres. Elle a pourtant suffi à déclencher une hausse sensible des prix de gros non seulement aux Etats-Unis, mais aussi dans les pays restés fidèles à l'étalon-or. Voici un tableau indiquant les prix comparés au 24 février et au 5 mai 1933 des principales marchandises cotées sur les marchés américains (livraison juillet) ainsi que les pourcentages de hausse nominale (dollar-papier) et de hausse absolue (dollar-or) (1).

Marchandises	24 février 1933	5 mai 1933	Hausse nominale en %	Hausse absolue en %
Caoutchouc	3,01	5,21	73	55
Maïs	26 ½	44 ½	65	47
Sucre	91	142	57	39
Blé	48 ½	74 ¾	53	35
Saindoux	3,95	5,85	48	30
Etain	23,30	34,50	48	30
Cuivre	4,75	6,50	37	19
Coton	6,26	8,55	37	19
Cacao	3,45	4,17	21	3
Café	7,48	8,23	10	Baisse du prix or

Le redressement le plus remarquable a été celui du prix du caoutchouc. Il est passé à Londres de 2 d. 1/16 au début d'avril à 4 d au début de juin 1933 et à Paris de 2 fr. 15 à 3 fr. 40 le kilo à peu près dans le même temps. Ce phénomène

(1) V. *Le Temps* du 11 mai 1933, article de M. René PUPIN : « La Hausse des prix en Amérique et ses éléments ».

avait sa raison d'être dans une reprise très sensible de la consommation. L'indice français de la production industrielle de caoutchouc base 100 en 1913 est en effet passé de 600 en juillet 1932 et de 665 en décembre 1932 à 998 en juillet 1933. On remarque par contre une nouvelle baisse très sensible du prix du café ramené de 200 francs environ les 50 kilos au début de 1933 à 125 francs en juin. Nous verrons dans le chapitre suivant ce qu'il faut penser de ces mouvements divergents des prix du caoutchouc et du café. D'une façon générale il apparaît donc que la mesure prise par les Etats-Unis a, sur le moment, porté un coup brutal à la confiance exclusive dont bénéficie depuis quelques années, la valeur de l'or facticement surélevée par suite de la thésaurisation. La restauration de l'équilibre économique du monde eût été grandement facilitée si ce mouvement esquissé de dépréciation de l'or s'était poursuivi pour le plus grand profit des producteurs de matières premières et de produits agricoles. Malheureusement il ne fut qu'un feu de paille en raison de l'incompréhension réciproque qui se manifesta à la Conférence de Londres, notamment entre les délégués de la France et ceux des Etats-Unis et d'où sortit ce qu'on a appelé « la guerre des monnaies ». D'une part la constitution sous l'égide de la France, d'un bloc des pays qui entendent rester fidèles à l'étalon-or, si elle donna un regain de vigueur au crédit public des Etats membres du bloc, provoqua surtout une recrudescence de la confiance exagérée dans l'or et de la thésaurisation. D'autre part l'obstination des dirigeants américains à dévaluer le \$ afin de faire remonter d'une manière purement nominale les prix de gros à leur niveau de 1926, n'aboutit qu'à la fuite des capitaux et par suite à une paralysie plus grande de la vie économique.

Logiquement la position prise par la France la conduit nécessairement à une politique de déflation systématique des dépenses publiques, des impôts et des salaires, mais voudra-t-on et pourra-t-on la mener à bien ? La ligne de conduite suivie par le Président Roosevelt le dirige au contraire inéluctablement vers l'inflation qui ne peut procurer qu'un soulagement passager.

Ainsi faute d'entente internationale sur la politique monétaire à suivre à l'égard de l'or, et du mouvement des prix « le désarroi des hommes et des choses » va grandissant.

CHAPITRE II

Les explications doctrinales.

En présence de la désorganisation économique causée par la crise agricole et retracée dans le chapitre précédent, des thèses différentes se sont affrontées relativement aux rapports entre l'agriculture et l'industrie. Il nous reste à les étudier et à essayer d'en dégager la vérité. Les diverses conceptions qui ont été soutenues se répartissent entre deux grands courants. D'un côté on trouve la thèse de l'opposition fondamentale de l'agriculture et de l'industrie, de l'autre la thèse de la solidarité entre ces deux grandes branches de l'activité économique. Les deux sortes d'explications doctrinales feront l'objet de deux paragraphes successifs, puis nous nous efforcerons dans un troisième de dégager notre propre thèse.

I

Thèse de l'opposition fondamentale de l'agriculture et de l'industrie.

Pour ne pas remonter plus loin que le *xix^e* siècle, le célèbre économiste anglais David Ricardo, l'auteur de la théorie de la rente du sol a soutenu avec éclat qu'il existe une opposition d'intérêts fatale, naturelle, inéluctable entre l'agriculture et l'industrie et même l'intérêt public en général. Cette théorie est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'y insister, il importe cependant de la résumer brièvement.

Comme Robert Malthus son compatriote et contemporain,

Ricardo croit au « progrès naturel de la population », progrès qui selon eux, tend toujours à être plus rapide que l'accroissement des subsistances. Il en résulte une demande grandissante de produits agricoles qui, par suite de l'élévation constante de leurs prix, permet la mise en culture de terres de moins en moins bonnes et d'un rendement de plus en plus faible, d'où un avantage croissant — que Ricardo appelle « rente » — pour les propriétaires des meilleures terres. Ce phénomène peut subir des éclipses passagères, notamment par suite de la découverte de bonnes terres dans des pays jusque-là mal connus ; mais d'une façon générale « les progrès de la technique agricole constituent une force trop frêle et intermittente pour enrayer ce mouvement : ils empêchent seulement une aggravation trop rapide du mal. Toujours d'après Ricardo, le privilège du propriétaire foncier est d'autant plus considérable que les prix industriels suivraient une évolution en sens inverse. « Le progrès de la Société, dit-il, fait toujours baisser le prix des produits manufacturés » (1), car, contrairement à ce qui se passe en agriculture, l'industrie est régie par la loi des rendements croissants. Ainsi l'agriculteur qui vend à des prix constamment accrus, achète-t-il toujours moins cher les objets fabriqués dont il a besoin pour sa consommation domestique et son œuvre productive.

L'opposition d'intérêts entre l'agriculture et l'industrie éclate donc et il apparaît aussi qu'elle est toute à l'avantage de la première.

Cette théorie ricardienne de la rente du sol demeura indiscutée durant tout le xix^e siècle et a inspiré, dans un but de justice sociale, de nombreux projets de prélèvement de la rente par l'impôt et de nationalisation du sol, afin de ne pas laisser à une seule catégorie sociale, d'énormes bénéfices réalisés par l'appauvrissement progressif du reste de la Nation. La crise agricole qui s'est déclenchée dans les pays européens, au cours du dernier quart du xix^e siècle ne parvint pas à infliger un démenti catégorique aux affirmations ricardiennes car cette crise rentrait dans le cas prévu par Ricardo

(1) RICARDO, *Principes d'économie politique*, chapitre V : Des salaires.

lui-même de la découverte et de la mise en culture de bonnes terres nouvelles ; elle pouvait n'être qu'exceptionnelle et constituer seulement une éclipse temporaire de l'accroissement progressif et indéfini de la rente du sol. De fait les premières années du xx^e siècle apportèrent un renouveau de prospérité à l'agriculture des vieux pays européens. Les événements ne devaient cependant pas tarder à donner un démenti formel à la théorie de Ricardo. D'une part « le progrès naturel de la population » se ralentit considérablement du fait de la baisse de la natalité dans les grands pays civilisés, d'autre part l'extension des cultures dans les pays neufs prit une ampleur considérable durant la guerre ; enfin les progrès remarquables de la technique agricole et de la mécanisation de l'agriculture abaissèrent très sensiblement les prix de revient. Le résultat combiné de ces trois facteurs fut la disparition de l'état permanent de sous-production que Ricardo jugeait inéluctable et l'apparition d'une surproduction latente. Alors Vulcain prend sa revanche sur Cérès ; l'opposition d'intérêts entre l'agriculture et l'industrie va désormais se manifester au détriment de l'agriculture. C'est ce que vont soutenir certains auteurs parmi lesquels MM. Courtin et Fromont dans un article paru dans la *Revue d'Economie politique* (1). Ces économistes se sont efforcés de prouver l'existence de la crise agricole depuis 1920 et de montrer qu'on ne pouvait en principe en rechercher les causes du côté de l'offre puisqu'on constate toujours une augmentation de la production plus forte dans l'industrie que dans l'agriculture ; ils formulent ensuite leur thèse en ces deux propositions :

1^o la demande individuelle de produits agricoles répondant à des besoins d'ordre physiologique ne peut varier que dans d'étroites limites.

2^o les mouvements de la population constituent le seul facteur de variation de la demande sociale de produits agricoles.

(1) V. *Revue d'économie politique*, juillet-août 1930, article : « Essai sur la crise agricole : Production et population ».

Ces deux auteurs considèrent cette hypothèse comme la seule possible en raison de la faillite de toute autre explication de la crise agricole qui a nécessairement une cause. Néanmoins, ils ne veulent pas s'en tenir à la « méthode des résidus » et entendent faire la démonstration de leur thèse. A cet effet, ils font état du rythme d'accroissement de la production agricole, qui apparaît manifestement plus rapide que celui de la population, étant entendu que l'on se place au point de vue mondial : Ceci résulte des chiffres suivants (1).

	1909/13	1921	1925	1928
Population	100	101,9	104,7	108,6
Blé.....	100	87,6	108	122
Pommes de terre	100	82	117	123
Bovins.....	100	99	108	121
Vin	100	»	130	125
Sucre.....	100	106	143	154
Café.....	100	108	108	166

Une mise au point s'impose en ce sens que l'inélasticité de la demande de produits agricoles a ses degrés comme l'élasticité elle-même. La consommation de certains produits agricoles tels que le café, le thé, le cacao est susceptible d'une extension appréciable ; de même des changements dans les habitudes d'alimentation et d'habillement peuvent se produire. La consommation tend en particulier à se diversifier. Ces modifications doivent en général être attribuées à l'accroissement des revenus ou à l'influence de la mode. Quoi qu'il en soit elles n'ont rien de comparable avec l'accroissement de la demande de produits industriels infiniment plus élastique et qui suit le rythme de la production comme l'indiquent les prix restés longtemps rémunérateurs. Ainsi la surproduction agricole reste un fait qui peut être considéré comme certain. MM. Courtin et Fromont en arrivent alors aux deux conclusions importantes suivantes, que nous reproduisons textuellement ci-dessous (2).

(1) V. article cité, tableau VI annexé.

(2) V. article cité, p. 1116.

« D'une part les prévisions agricoles de l'Ecole classique se sont montrées erronées, en même temps que les prévisions démographiques dont elles étaient étroitement solidaires. D'autre part apparaît avec évidence l'impossibilité d'appliquer la loi des débouchés aux relations des agriculteurs entre eux, de même qu'aux relations réciproques de l'agriculture et de l'industrie. Seule la demande de produits industriels correspondant dans une large mesure à des besoins de confort, de luxe et de culture, grandit pour chaque individu avec l'augmentation du revenu. Au fur et à mesure que se développe le progrès, des produits industriels plus nombreux s'échangent contre d'autres produits industriels plus nombreux aussi, mais l'agriculture demeure exclue de la fête tant que ne s'accroît pas la population. L'étroite solidarité, proclamée si véhémentement, entre les intérêts de l'industrie et ceux de l'agriculture constitue, dans une certaine mesure, une illusion. Sans doute, cette opposition fondamentale s'est trouvée généralement voilée depuis un siècle par d'autres circonstances (développement rapide de la population, augmentation des revenus, concentration urbaine), ce qui permet de constater que « l'agriculture et l'élevage se développent avec une intensité particulière dans le voisinage des centres industriels, phénomène absolument universel » (1) ; son existence n'en est pas moins certaine ; elle se révèle de temps à autre lorsque les facteurs antagonistes faiblissent ; de là le pseudo-paradoxe récent qui frappa tant d'observateurs : la coexistence aux Etats-Unis, pendant des années, d'une extraordinaire prospérité industrielle et d'une grave crise agricole ».

Ainsi la thèse de nos auteurs est très nette : tout en déclarant qu'il ne saurait être question de décadence absolue de l'agriculture et que la persistance de la crise agricole n'apparaît pas comme une inéluctable fatalité, ils considèrent que la prospérité de l'agriculture n'est nullement nécessaire à la prospérité de l'industrie. On peut déduire de là que

(1) BROCARD, *Principes d'économie nationale et internationale*, Paris, Sirey, 1929, t. I, p. 119.

MM. Courtin et Fromont condamnent le protectionnisme agraire, dans la mesure où on lui assigne pour but le maintien du pouvoir d'achat sur le marché intérieur dans l'intérêt même de l'industrie. Sous un régime de libre-échange en effet le coût de la vie baisserait, ce qui permettrait à l'industrie de comprimer ses prix de revient et par suite ses prix de vente, d'où un écoulement plus facile de sa production.

En terminant leur article, ces deux économistes envisagent les remèdes possibles à la crise agricole. Tout d'abord une solution naturelle serait que la population du monde rattrapât la production agricole. Le déclin de la natalité ne peut laisser sur ce point beaucoup d'espoirs. Une solution artificielle consisterait à réduire les emblavures et les plantations. MM. Courtin et Fromont repoussent nettement cette dernière solution et en montrent les dangers : outre que la suppression de la concurrence apparaît contraire au progrès économique, il serait imprudent de procéder d'après des données statistiques sujettes à erreur, à une restriction de la production qui pourrait s'avérer excessive sous l'influence de conditions météorologiques défavorables, éventualité d'autant plus dangereuse qu'il s'agit de satisfaire des besoins de première nécessité. Dans le cas inverse de conditions météorologiques très favorables la réglementation serait inopérante.

Il ne resterait que deux moyens d'enrayer la crise : l'orientation du progrès technique et le développement de la consommation individuelle.

« Dans le domaine de l'agriculture trois sortes de progrès au moins peuvent être distingués : les uns permettent d'augmenter le produit plus que les dépenses (par exemple l'emploi d'engrais) ; les autres laissent le produit inchangé, mais diminuent la dépense (par exemple l'utilisation de la plupart des machines) ; les derniers diminuent le produit moins que la dépense (par exemple substitution d'une culture extensive à une culture poussée précédemment à un degré trop intensif). La première catégorie est la plus utilisée au point qu'on a pu dire que le progrès comportait nécessairement un

développement de la production (1). Qui ne voit les dangers qu'elle présente, l'aggravation de la crise qu'elle détermine à la place de l'atténuation qu'elle se flattait d'obtenir ? Soucieux des intérêts ruraux, les milieux dirigeants agricoles devraient donc modifier, dans une large mesure, la politique actuelle ».

Ainsi un remède à la surproduction agricole actuelle pourrait être trouvé dans l'abstention généralisée de l'emploi d'engrais et dans un certain retour à la culture extensive, alors que l'utilisation du machinisme continuerait à être développée en vue de la diminution des prix de revient.

Par ailleurs, il semble possible de stimuler la consommation des produits agricoles tant par l'amélioration de la qualité que par le développement de la variété de la production, suivant en cela la tendance de la consommation.

« En même temps l'agriculture peut songer à satisfaire d'autres besoins que les besoins alimentaires en reprenant ainsi une part de son rôle passé. Elle doit essayer de profiter de l'extension récente de certaines formes de luxe. Le développement des plantations de lavande, des cultures florales, de l'élevage des animaux à fourrure tend à montrer que l'agriculture a devant elle des possibilités nouvelles, qu'elle pourrait peut-être participer au rythme qui anime l'industrie.

Si une rente élevée obtenue par des cultures vivrières témoigne des difficultés de l'existence et de l'appauvrissement de la société, une rente obtenue surtout par le développement d'une production de qualité est le signe, au contraire, de la richesse et du bien-être ».

De cette remarquable étude de MM. Courtin et Fromont, bien des idées sont à retenir et en particulier les remèdes proposés. Elle constitue certes, au point de vue doctrinal, une construction logique animée par une puissante conviction ; elle est surtout intéressante par sa date. Au milieu de 1930 en effet l'on n'était encore qu'au début de la dépression mondiale actuelle et l'on pouvait considérer la crise industrielle comme un phénomène cyclique coutumier. On pouvait

(1) V. L. ROMIER, Communication à l'Académie d'agriculture (séance du 5 février 1930) in *Journal d'agriculture pratique* du 15 mars.

encore parler d'une « situation sans doute variable mais satisfaisante dans l'ensemble de l'industrie et du « pseudo » paradoxe de la coexistence aux Etats-Unis pendant des années d'une extraordinaire prospérité industrielle et d'une grave crise agricole. Il est en effet possible pour l'industrie d'un certain pays de rester prospère malgré la déchéance de son agriculture ainsi qu'en témoigne l'exemple de l'Angleterre au *xix^e* siècle ; mais nos auteurs, qui cependant tout au cours de leur étude n'ont cessé de se placer au point de vue mondial, n'ont pas envisagé qu'en devenant universelle la ruine de l'agriculture devait entraîner l'incroyable marasme international que l'on constate aujourd'hui dans les industries.

Y a-t-il donc solidarité étroite entre l'agriculture et l'industrie c'est ce que l'on soutient dans d'autres théories que nous allons étudier.

II

Thèse de la solidarité étroite de l'agriculture et de l'industrie.

Tous les économistes sont d'accord pour reconnaître qu'il y a des différences sensibles dans les conditions d'évolution respective de l'agriculture et de l'industrie. Tandis que les agriculteurs vivent dans l'isolement économique, les ententes et les cartels industriels sont de plus en plus nombreux. D'autre part, alors qu'il est extrêmement difficile, sinon impossible, de réglementer la production agricole, il est au contraire très facile de contrôler la production industrielle. Enfin les travailleurs de la ville sont de mieux en mieux armés pour la défense de leurs salaires. Il résulte de cette situation que l'agriculture se trouve en présence d'une organisation compacte pour la défense des prix, prix des marchandises et prix du travail, à laquelle elle-même n'est en mesure d'opposer aucune organisation analogue d'égale efficacité. Mais la question se pose de savoir si l'industrie retire véritablement un avantage de cet état de choses. En d'autres termes il s'agit de savoir si le phénomène des ciseaux

est favorable ou non à la branche de l'activité économique dont les prix restent les plus élevés. Il semble à première vue qu'on puisse répondre affirmativement, mais un examen plus approfondi de la question est nécessaire.

Tout d'abord en admettant qu'il y ait un avantage — sous réserve de sa durée — est-ce un avantage absolu ? Rien n'est moins démontré, car si la chute des prix des produits agricoles par exemple est un signe de crise, alors que les quantités vendues restent à peu près les mêmes, l'industrie peut de son côté être frappée par suite d'une diminution sensible de ses ventes, alors que ses prix sont maintenus à un niveau élevé. C'est effectivement ce qui s'est produit dans la dépression actuelle où le chômage et la misère dans les centres urbains font pendant à l'effondrement des cours des produits agricoles. Ainsi éclate la solidarité d'intérêts entre l'Agriculture et l'industrie et le Dr Engelbert-Dollfus pouvait écrire en 1931, alors qu'il était ministre de l'Agriculture de la République d'Autriche (1) : « Il n'y a nullement contradiction dans le fait que l'industrie malgré la supériorité de sa situation subit une crise. Car en fin de compte les cartels de prix les plus solides et les plus rigoureux ne servent à rien, lorsque les derniers et principaux acheteurs de produits industriels, les agriculteurs, sont tombés dans la misère. Il est évident, sans qu'il soit besoin de le démontrer, qu'une industrie mondiale florissante ne peut se développer sur une agriculture mondiale appauvrie. Ce principe reste vrai dans l'ensemble, même si l'on admet que les conditions ne sont pas absolument identiques dans les différents pays et que par exemple les intérêts de l'industrie qui travaille pour le marché national et de celle qui travaille pour l'exportation ne sont pas parallèles ».

Nous reprendrons plus loin cette dernière idée à propos de la question de la légitimité du protectionnisme agraire.

Les vues ainsi exprimées par le Dr Dollfus concordent exactement avec les opinions du président Roosevelt que nous avons fait connaître plus haut. Le Dr Dollfus insiste d'autre

(1) V. *La Crise agricole*, vol. I, *op. cit.*, p. 110.

part sur l'intérêt qu'a l'agriculture à la prospérité industrielle (1).

« L'organisation compacte et puissante des ouvriers a pu obtenir que la fixation du salaire cesse d'être une affaire individuelle pour devenir une mesure collective. On peut observer ici également la tendance à relever le prix, en l'espèce le salaire, dans les périodes de prospérité économique et à maintenir ce niveau par tous les moyens dont disposent les syndicats dans les périodes de crise économique. Nous ne songeons nullement ici à soulever une polémique à ce sujet. L'agriculture doit au contraire se féliciter chaque fois que se trouve augmenté le pouvoir d'achat des consommateurs de ses produits essentiels. Toutefois cela ne sera possible que s'il se produit une augmentation de revenu réel des ouvriers sans que soit détruit l'équilibre du système de production économique. Une partie du pouvoir d'achat des bénéficiaires de ces salaires et de ces traitements s'est trouvée annihilée par l'augmentation de la marge entre le prix payé au producteur et le prix payé par le consommateur. Cette augmentation a été manifestement favorisée dans une grande mesure par la période d'inflation avec la multiplication de l'appareil commercial ».

Ainsi il y a solidarité entre l'intérêt du paysan et celui de l'ouvrier et ce qui peut voiler cette réalité c'est l'hypertrophie du corps des courtiers et intermédiaires qui s'est manifestée depuis la guerre. L'avantage retiré par l'agriculture de l'accroissement du salaire réel de l'ouvrier qui se réalise dans les périodes de prospérité de l'industrie peut être illustré par les chiffres suivants : (2) Une enquête sur le budget de 2036 familles ouvrières en Allemagne a permis de relever les augmentations de consommation suivantes de 1907 à 1927 (par personne-unité) : viande de 27 kgr. 5 à 46 kgr. 3 ; fromage de 3 kgr. 8 à 4 kgr. 8 ; lait de 105 l. 9 à 150 l. 1 ; œufs de 82,4 à 152 pièces ; pommes de terre de 92 à 153 kgr. 6. On pourrait choisir d'autres exemples dans d'autres pays mais

(1) *Idem.*

(2) V. *Bulletin de la S. G. F.*, avril-juin 1930, p. 325.

comme l'industrie allemande n'a pas été particulièrement prospère depuis la guerre on peut juger de l'accroissement de la demande de produits agricoles que ne manquerait pas de produire une ère de prospérité industrielle, si l'on tient compte du fait que la consommation d'un ménage à revenu moyen en Allemagne est presque le double de celle faite par un ménage à petit revenu. Dans un budget de 2500 R. M., les dépenses de nourriture se montent à 1089 R. M., 71 seulement, alors que pour un budget de 4300 R. M. elles atteignent 2085 R. M., 73 (1).

Ainsi il apparaît bien que pas plus l'industrie que l'agriculture n'ont intérêt à voir se produire le phénomène des ciseaux au détriment l'une de l'autre, car ce serait en définitive au détriment commun. Mais même si l'on admettait l'existence d'un avantage, soit pour l'agriculture soit pour l'industrie, celui-ci ne pourrait être que temporaire car les ciseaux finissent toujours par se refermer et alors la situation se modifie au détriment de la branche de l'activité économique qui avait bénéficié de leur ouverture. La manière la plus simple de constater ce processus est de suivre le mouvement du commerce extérieur d'un certain nombre de pays dans la dépression mondiale actuelle. D'une façon générale on peut dire que dans les pays agricoles, les exportations se sont assez bien maintenues, quoique à des prix très bas, tandis que les importations ont diminué considérablement en quantité et moins sensiblement en valeur. C'est le contraire qui s'est produit dans les pays industriels. Les taux des échanges mesurés par le mouvement des prix des exportations par rapport aux prix des importations sont devenus de moins en moins favorables aux pays agricoles depuis 1928, alors qu'ils s'avéraient de plus en plus favorables aux pays industriels. Mais à partir de 1931 on a constaté dans les pays producteurs de matières premières une tendance marquée vers la stabilisation du rapport des prix des importations avec les prix des exportations (2). On constate même pour certains pays un renver-

(1) *Idem*, p. 323.

(2) *La situation économique mondiale 1931-1932*, *op. cit.*, p. 180 et suiv.

sement de la tendance. Les ciseaux tendent à se refermer. Pour confirmer cette opinion par des chiffres nous avons calculé le prix de la tonne de marchandises importée et exportée pour la France pendant les huit premiers mois de 1933 comparés avec les huit premiers mois de 1932, d'après la statistique publiée par la Direction générale des Douanes au *Journal officiel*.

	8 premiers mois de 1932	8 premiers mois de 1933	Différence en %
	francs	francs	
Prix de la tonne exportée .	844	723	— 14,3
Prix de la tonne importée..	629	597	— 5

Ainsi pendant que le prix de la tonne de marchandises importées en France baissait de 5 %, le prix de la tonne exportée fléchissait de plus de 14 %. Il apparaît donc que les taux des échanges qui jusqu'à 1931 avaient évolué d'une manière favorable à notre pays se modifient désormais à son détriment. C'est cependant là un signe d'amélioration de la situation économique mondiale et, si les taux des échanges venaient à évoluer de nouveau en faveur de la France, ce serait le signe certain d'une nouvelle aggravation de la crise économique mondiale. Ainsi de même que les pays producteurs de denrées agricoles et de matières premières ont été d'abord atteints par la crise, de même la reprise économique se traduira nécessairement par une modification de la situation à leur avantage. De la sorte on peut considérer comme certain que le phénomène des ciseaux a seulement apporté un grand trouble dans la vie économique de l'univers. Il n'aura été favorable en définitive ni à l'Agriculture ni à l'Industrie.

Pour compléter cette étude de la thèse de la solidarité d'intérêts entre ces deux branches de l'activité économique, nous croyons intéressant de nous reporter à la doctrine physiocratique et à la théorie du « bon prix », spécialement à l'exposé qu'en donne Lemer cier de la Rivière dans son ouvrage si remarquable. « L'ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques ». Cet ouvrage, à caractère théorique et abstrait, présente précisément pour cette raison un renouveau d'intérêt pour les esprits qui cherchent sans parti pris à remonter

aux principes pour trouver les remèdes au chaos économique et social actuel.

Pour les physiocrates, la seule véritable richesse sociale réside exclusivement dans le produit net disponible des terres, qui renaît chaque année. L'intérêt commun des agriculteurs et de l'ensemble des hommes est donc que ce produit net « par l'abondance et le bon prix des productions monte à son plus haut degré possible ». L'abondance ne peut jamais être un mal pour une nation car « cette grande masse de richesses disponibles ne peut exister chez elle qu'elles ne lui procurent une nombreuse population ». Car, dit aussi Lemer cier « l'industrie, la population, les revenus du souverain, sa puissance politique tout enfin croît nécessairement en raison de cette même abondance ».

Comme plus tard, Malthus et Ricardo, les physiocrates croient en effet au progrès naturel de la population, mais, contrairement à ces deux pessimistes, ils le considèrent comme un bien, comme un des éléments essentiels de l'Ordre naturel qu'il s'agit d'enseigner aux hommes pour qu'il soit restauré parmi eux, car il peut seul leur procurer le meilleur état possible. Les physiocrates ne retiennent donc pas l'hypothèse d'une surproduction agricole générale.

Malheureusement l'homme *rationis particeps*, au rebours des animaux qui n'obéissent qu'à leur instinct, agit souvent à l'encontre de l'ordre naturel pour son plus grand dam. C'est ainsi que la baisse actuelle de la natalité est certainement due au développement des pratiques anticonceptionnelles.

De là résulte que la production agricole peut dépasser les besoins des hommes et par suite que la thèse de Lemer cier de la Rivière, négligeant un côté de la question, est boiteuse et pourrait-on dire asymétrique. A l'époque où il vivait, les préoccupations étaient surtout faites de la crainte de la disette et du renchérissement des matières premières. Il n'en reste pas moins que le raisonnement de Lemer cier demeure rigoureusement exact et que ses principes peuvent être appliqués à la situation inverse.

Lemer cier montre, d'une façon lumineuse, la solidarité des intérêts entre l'industrie et l'agriculture qu'il qualifie respec-

tivement de classe industrielle et de classe propriétaire :
Il fait remarquer que :

« le système de la nature est toujours le même ; que son but est
« d'enchaîner les hommes les uns aux autres par les liens d'une uti-
« lité réciproque. L'ordre dont on aperçoit la nécessité pour que la
« consommation soit utile à la reproduction n'a rien de factice : le
« législateur universel n'a point laissé aux hommes le soin d'instituer
« des lois à cet égard ; ce même ordre est au contraire tout naturelle-
« ment établi tel qu'il doit être dans toutes les sociétés du monde
« entier ; aussi se maintiendra-t-il toujours et nécessairement pourvu
« que nous ne fassions rien pour le troubler.

« Le désir de jouir, nourri par la liberté de jouir, met tous les
« hommes en action : les uns s'emploient à perfectionner les pro-
« ductions, à augmenter leur agrément ou leur utilité, tandis que les
« autres s'occupent de les faire renaître annuellement. Si les produc-
« tions qui excèdent la consommation en nature de leurs premiers
« propriétaires n'étaient utiles qu'à la classe industrielle, ces mêmes
« productions ne seraient ni cultivées, ni reproduites ; si les travaux
« de cette classe industrielle n'étaient utiles qu'aux premiers pro-
« priétaires des productions, ces mêmes travaux cesseraient d'avoir
« lieu et la majeure partie des productions devenant inutile, leur cul-
« ture serait également abandonnée. Il est donc d'une nécessité abso-
« lue que la distribution et la consommation des productions soient
« faites de manière que les uns trouvent un grand intérêt à se livrer
« aux travaux de leur industrie, et les autres à se charger des dépenses
« et des travaux de la culture. Mais pour remplir ces vues et accorder
« des intérêts qui semblent se contredire, quelle règle de proportion
« doit-on observer dans la distribution des productions ? Ce n'est
« point à nous à chercher cette règle : il existe naturellement au milieu
« de nous une puissance dont l'autorité despotique saura bien la
« faire observer, tant que nous n'empêcherons point son autorité
« d'agir.

« La concurrence des agents de l'industrie les force de vendre leurs
« ouvrages au rabais ; dès lors ils sont dans l'impossibilité de ne pas
« faire valoir les productions au profit de ceux qui les font renaître
« annuellement ; d'un autre côté la concurrence des vendeurs de ces
« productions offre pareillement au rabais leurs marchandises à la
« classe industrielle ; ils sont donc contraints de l'associer à leurs
« jouissances, tandis qu'ils les augmentent par son entremise. Il est
« clair que par ce moyen chacun achetant aussi bon marché qu'il doit

« acheter et vendant aussi cher qu'il doit vendre, il en résulte pour
« les uns et pour les autres, un grand intérêt à multiplier les choses
« dont ils sont vendeurs. C'est ainsi que la concurrence régnant paisi-
« blement dans le sein de la liberté règle sans violence, quoique des-
« potiquement, les droits de ces deux classes d'hommes et les concilie
« si parfaitement que la consommation est utile à chacune d'elles
« autant qu'elle peut et doit l'être et qu'à raison de son utilité com-
« mune elle devient nécessairement la mesure proportionnelle de la
« reproduction » (1).

Combien cette description de l'ordre naturel est intéressante dans « le désarroi actuel des hommes et des choses » où nous nous débattons !

Au chapitre suivant de son ouvrage, Lemer cier précise ses idées : « Tout homme qui par ses travaux et ses dépenses, se procure plus de productions qu'il n'en peut consommer en nature, se propose nécessairement de changer la forme de cet excédent, de le convertir en ouvrages de l'industrie ; d'un autre côté ceux qui se consacrent aux professions relatives à ces ouvrages, comptent certainement sur l'échange de leur main-d'œuvre contre des productions.

« Il faut donc nécessairement qu'il y ait une proportion établie
« entre la valeur vénale des productions et la valeur vénale des ou-
« vrages de l'industrie.

« Remarquez bien la nécessité de cet équilibre qui doit régner entre
« le prix des productions et celui des travaux de main-d'œuvre. Inu-
« tile d'examiner lequel des deux commande le premier à l'autre :
« le point essentiel à saisir c'est qu'ils sont tous deux dans une dépen-
« dance réciproque ; qu'ils se servent mutuellement de mesure ; et
« que vous ne pouvez changer l'ordre de leurs rapports qu'au détri-
« ment commun de tous les intérêts que nous cherchons le plus à
« ménager ».

Nous en faisons actuellement la triste expérience en constatant d'un côté le chômage dans les villes et de l'autre côté la mévente des produits agricoles. Pourquoi ? Parce que l'or s'est apprécié et avec lui les salaires et charges fixes, par rapport aux produits agricoles et aux matières premières et

(1) V. début du chapitre XXXII de l'Ordre.

cette appréciation de l'or est due à la thésaurisation qui constitue elle-même une nouvelle erreur contraire à l'ordre naturel car poursuit plus loin Lemer cier :

« Le mouvement de l'argent n'est qu'une circulation suivant laquelle chacun doit en recevoir autant qu'il en donne et chacun doit en donner autant qu'il en reçoit. Suivez cette circulation dans toutes ces branches ; vous verrez facilement que la classe industrielle ne peut mettre un prix aux productions qu'en raison du prix que leurs premiers propriétaires mettent à sa main-d'œuvre ; qu'ils ne peuvent mettre un prix à sa main-d'œuvre qu'en raison de celui auquel ils vendent aussi leurs productions ; qu'ainsi ce sont ces premiers propriétaires qui fournissent eux-mêmes à cette classe les valeurs en argent avec lesquelles elle paye les productions ».

Ici le raisonnement de Lemer cier n'est même plus asymétrique ; il s'applique merveilleusement à la situation actuelle. On peut même dire qu'il a dépeint par avance la crise actuelle dans les lignes suivantes :

« Vous voyez ici la classe industrielle qui achète à bas prix les productions sans qu'elle en vende moins cher ses ouvrages au Souverain et aux propriétaires fonciers. Il n'est donc pas possible que le Souverain et les propriétaires fonciers dont les revenus perdent en proportion de la non valeur des productions, achètent autant d'ouvrages de l'industrie qu'ils pourraient acheter si leurs revenus en argent étaient plus considérables ».

Plus loin Lemer cier décrit le cercle vicieux économique qui est celui où nous sommes actuellement enfermés :

« La diminution des dépenses en cette partie [c'est-à-dire en achat d'objets manufacturés et de services] entraîne nécessairement une diminution de la population [lisez une augmentation du chômage c'est-à-dire une diminution du pouvoir d'achat de la classe industrielle] ; la diminution de la population en occasionne nécessairement une autre dans la consommation des productions ; de celle-ci résulte encore nécessairement une diminution nouvelle dans le débit ou la valeur en argent des productions par conséquent dans ce qui forme les revenus en argent du Souverain et des propriétaires fonciers : partez maintenant de ce dernier point ; vous allez décrire nécessairement un nouveau cercle de diminutions... etc.

En résumé on peut dire avec Lemer cier que les salaires ou les prix payés pour les travaux de la classe industrielle ne sont que des portions prises dans les productions en nature ou ce qui revient au même dans leur valeur en argent, de sorte que lorsque les prix de productions baissent en argent, alors que les salaires se maintiennent au même niveau ou ne baissent que faiblement en argent, cela équivaut à accroître les portions prises par les salariés dans les productions. Mais en fait cet avantage ne se réalise pas pour les salariés qui pratiquement tombent en chômage parce que nous dit toujours Lemer cier :

« la mesure de chacune de ces portions n'a rien d'arbitraire ; elles
« sont au contraire toutes déterminées, par l'autorité despotique de
« la concurrence qui, pour l'intérêt commun de toute la Société, fait
« ainsi régner l'ordre le plus avantageux dans la distribution et la
« consommation des productions ».

Inversement il est important pour l'agriculture :

« que les salaires proportionnels de l'industrie ne soient pas altérés
« par une force majeure, car ce sont ces mêmes salaires qui, placés
« dans les mains de l'industrie, sont destinés à maintenir la valeur des
« productions ».

Ainsi ce qui importe c'est que productions et main-d'œuvre soient à leur « bon prix ».

Qu'est-ce donc que le « bon prix » ?

« C'est celui qui résulte nécessairement de la plus grande liberté
« possible dans le commerce. Il ne faut pas confondre, nous dit
« Lemer cier, le bon prix avec la cherté : une marchandise est chère
« quand son prix est au-dessus de son niveau, quand il excède la
« mesure qu'il doit avoir, en proportion du prix des autres marchan-
« dises. La cherté contraste avec un ordre institué pour ne jamais
« varier, parce qu'il n'admet aucun profit fait par les uns aux
« dépens des autres. Une marchandise peut être très chère quoique
« son prix soit médiocre en lui-même ; elle peut aussi n'être pas chère
« quoiqu'elle soit d'un grand prix. La cherté qui n'est aussi qu'un prix
« démesuré, commence par être à charge aux acheteurs et retombe
« ensuite sur le vendeur qui ne peut plus trouver le débit de sa mar-
« chandise ».

Lemercier n'envisage ici que la cherté mais on pourrait en dire autant de l'avalissement des prix lequel commence par être à charge au vendeur mais retombe ensuite sur l'acheteur qui lui-même vendeur ne peut plus trouver le débit de sa propre marchandise. Lemercier nous dit en effet par ailleurs que personne n'est acheteur qu'autant qu'il est vendeur (1).

« Le bon prix est tout l'opposé de la cherté ; il est précisément le
« prix qui naturellement et nécessairement se trouve attribué par la
« concurrence à chaque marchandise et en raison de ceux des autres
« marchandises. Ainsi quel qu'il soit il est toujours proportionné et
« jamais démesuré ; il est enfin ce qu'il doit être pour l'intérêt com-
« mun des vendeurs et des acheteurs... Il est celui sans lequel les mar-
« chandises ne pourraient plus « s'entre payer », s'échanger les unes
« contre les autres : au moyen de quoi bientôt les acheteurs man-
« queraient de vendeurs et les vendeurs manqueraient d'acheteurs ».

Ces quelques lignes écrites au XVIII^e siècle suffisent à nous expliquer l'apparente surproduction générale actuelle : les produits ne peuvent plus s'entrepayer parce que les productions ne sont pas à leur bon prix ; autrement dit, en raison de la crise agricole. Si celle-ci ne peut être expliquée seulement par le respect imparfait du droit de propriété et de la liberté commerciale, la thèse physiocratique n'en reste pas moins remarquable et la solidarité des deux grandes branches de l'activité économique est en principe démontrée. Il reste à en définir le mécanisme exact et les réserves qu'elle peut comporter en même temps qu'à montrer comment cette thèse peut se concilier avec celle de MM. Courtin et Fromont. C'est ce à quoi nous nous efforcerons dans le paragraphe suivant et final. Mais il est nécessaire de traiter au préalable la question du protectionnisme agraire, car celui-ci est précisément défendu par des partisans déterminés de la doctrine de la solidarité des intérêts de l'industrie et de l'agriculture.

Les défenseurs du protectionnisme agraire raisonnent de la façon suivante : le commerce mondial a diminué des 2/3 en valeur, il diminuera peut-être encore. Les exportations

(1) V. chapitre XXXVI de l'Ordre.

d'un pays comme la France ont été particulièrement frappées ; beaucoup de créances commerciales sur les pays étrangers sont difficilement recouvrables ; de telle sorte que le marché intérieur est devenu le seul débouché sérieux et payant pour l'industrie nationale. Cette dernière a donc un intérêt vital à ce que le pouvoir d'achat sur ce marché soit sauvegardé et pour cela il faut maintenir élevés les cours des produits du sol et de l'élevage, car ce sont les achats de la classe paysanne qui constituent l'élément principal de ce marché.

A ces arguments qui paraissent très solides, il est facile de répondre. Tout d'abord si le commerce mondial a diminué des $\frac{2}{3}$, ceci est dû principalement au protectionnisme pratiqué en application des principes que nous venons d'énoncer. En second lieu l'intervention de l'Etat en vue du maintien d'un prix élevé fictif pour une denrée quelconque ne peut en aucun cas créer une richesse qui n'existerait pas sans cette intervention. Autrement dit le pouvoir d'achat ne se trouve pas accru, il a simplement changé de mains. Un relèvement artificiel du prix du blé ou du bétail par exemple accroît incontestablement le pouvoir d'achat de la classe paysanne, mais il diminue d'autant les facultés d'achat des consommateurs qui doivent payer plus cher le pain et la viande. Ils se trouvent par suite obligés de restreindre leurs autres achats à moins qu'ils ne préfèrent économiser sur leur alimentation, ce qui aurait pour résultat d'accentuer le déséquilibre entre la production et la consommation de denrées agricoles. Enfin observons que la baisse accentuée des produits agricoles en France a coïncidé avec un relèvement lent mais continu et progressif de la production industrielle de juillet 1932 à juillet 1933.

On peut juger de cette double situation par les chiffres suivants (1).

(1) *Bulletins de la Statistique Générale de la France* d'octobre-décembre 1932 et suivants.

	Prix de gros des denrées alimentaires (20 articles, base 100 en juillet 1914)	Indice général de la production industrielle
Juillet	472	92
Août	437	93
Sept.....	436	94
Oct.	435	95
Nov.	438	97
Déc.	430	98
Janvier	432	100
Févr.	432	103
Mars	417	105
Avril.....	413	107
Mai	395	109
Juin	416	111

Doit-on voir là l'indice d'une opposition d'intérêts entre l'agriculture et l'industrie ? Nullement car nous avons reconnu plus haut que la solidarité de ces dernières n'existe que si on l'envisage au point de vue mondial. Si nous nous rappelons la modification des taux des échanges au détriment de la France et au profit des pays étrangers producteurs de produits de base, nous sommes amenés à constater en outre la solidarité économique internationale, à condamner le protectionisme agraire et à nous persuader de cette vérité, énoncée, par M. Ramsay Macdonald, lors de l'ouverture de la Conférence économique de Londres, que l'enrichissement mutuel est à la base de l'enrichissement individuel.

III

Conciliation des thèses précédentes : La quantité optima de la production agricole.

Après avoir exposé les diverses théories en présence, il nous reste à faire le point et à prendre parti entre les deux thèses de l'opposition et de la solidarité des intérêts entre l'industrie et l'agriculture. S'il nous est permis d'exprimer une conclusion

réaliste, nous en trouverons la base dans le point de vue physiocratique de la solidarité en le dépouillant de « l'ambiance idéale », pourrait-on dire, qui l'entoure.

Si la doctrine physiocratique était rigoureusement appliquée, si l'ordre naturel était intégralement respecté, nous verrions peut-être le monde s'acheminer vers le summum possible de la prospérité. L'étude spéciale de cette question ne peut trouver ici sa place. Mais nous pouvons nous demander par contre ce que devient, dans l'état démographique et fiscal actuel des peuples, les notions physiocratiques d'abondance et de bon prix.

Lemercier nous a montré que l'épanouissement de la prospérité dans l'Ordre naturel consiste à obtenir la plus grande abondance possible des productions assurant le plus grand bonheur possible à la plus grande population possible. Mais, au lieu de supposer un accroissement indéfini des hommes et des productions, ne peut-on imaginer l'existence du plus grand bonheur possible pour une population de chiffre stationnaire vivant avec une quantité de productions proportionnelle pour chaque variété de production avec la satiété des besoins.

Dans un tel état ne faudra-t-il pas, tout aussi nécessairement que dans l'hypothèse du progrès naturel de la population, qu'il y ait une proportion établie entre la valeur vénale des productions et la valeur vénale des ouvrages de l'industrie. Est-ce que le « bon prix » ne sera pas tout aussi nécessaire pour que les produits puissent s'entrepayer. Ainsi Lemercier a raison dans ses raisonnements et dans ses affirmations, mais qui ne voit qu'avec notre hypothèse d'une population stationnaire, la possibilité d'une surproduction apparaît si les quantités produites dépassent les besoins limités d'un nombre d'hommes limité. Ainsi la thèse de MM. Courtin et Fromont est également exacte et cela d'autant plus que l'hypothèse d'une population stationnaire correspond à peu près à la réalité démographique contemporaine.

Nous avons cependant pris comme base de notre propre thèse le raisonnement physiocratique : Que devient-il avec l'existence dans la réalité actuelle de multiples impôts de

consommation formellement condamnés par Lemer cier, parce que conduisant nécessairement à la baisse de la valeur vénale des productions ? Cette baisse n'est pas douteuse, il suffit pour s'en convaincre de songer quelle réduction du pouvoir d'achat entraînent par exemple les droits sur le café qui vaut 110 francs environ les 50 kilos au Havre et que l'on vend au détail plus de dix fois plus. Il y a lieu sans doute de tenir compte des frais de transport et de la rémunération des commerçants, mais quelle que soit la cause de la majoration du prix, le résultat est le même pour le consommateur qui achète moins et pour le producteur dont le revenu est diminué. C'est d'ailleurs pour ces raisons que Lemer cier considérait le commerce extérieur comme un pis-aller, un mal, il est vrai, nécessaire. Nous pouvons de même aujourd'hui qualifier de la même façon les impôts de consommation, avec cette observation complémentaire que dans bien des cas, ils ne font que compenser plus ou moins l'abaissement réalisé dans les frais de transport depuis l'époque des Physiocrates. Ainsi le raisonnement de Lemer cier reste foncièrement exact dans les conditions démographiques et fiscales actuelles.

Ceci posé, nous admettons d'une manière générale, que, pour un chiffre stationnaire de la population du globe, il y a pour la production des denrées alimentaires, de même que dans un état social donné, mais à un moindre degré, pour la production des matières premières, une quantité optima à laquelle correspond pour ces productions la plus grande valeur vénale globale possible, assurant le plus grand pouvoir d'achat possible aux populations qui s'emploient à faire venir les dites productions à la vie économique. Le prix unitaire qui correspond ainsi à la quantité optima, est un prix optimum ; il est le meilleur pour « la classe industrielle » puisqu'il lui assure les plus grands débouchés payants possibles pour ses produits, c'est-à-dire les plus grands bénéfices pour les patrons et les plus grands salaires possibles pour les ouvriers. Il est aussi le meilleur pour les producteurs agricoles car il est le prix unitaire le plus élevé qui puisse être multiplié par la quantité optima. Celle-ci, à son tour, ne peut-être écoulée que parce que « la classe industrielle » jouit, comme

nous venons de le voir, du plus grand pouvoir d'achat possible grâce à ce prix.

Il est important de remarquer que ce qui intéresse un cultivateur c'est bien moins le prix unitaire de ses productions que le prix de vente global de sa récolte, c'est-à-dire le prix unitaire multiplié par la quantité. Mais c'est un fait bien connu que le prix de vente tend à varier en raison inverse de la quantité à vendre. Si celle-ci diminue au-dessous du niveau optimum, le prix ne pourra pas s'élever suffisamment pour compenser cette diminution car, suivant Lemer cier, « la cherté qui n'est aussi qu'un prix démesuré, commence par être à charge aux acheteurs et retombe ensuite sur le vendeur ; il ne peut plus trouver le débit de sa marchandise ; les produits ne peuvent plus s'entrepayer ». Si au contraire la quantité à vendre dépasse le niveau optimum, la chute des prix annule et bien au delà le bénéfice de cette augmentation, ainsi que nous pouvons le constater dans la crise actuelle. Il y a donc bien pour les productions un prix optimum, correspondant à une quantité optima dans un état social donné d'une population stationnaire. On peut résumer les explications précédentes dans la formule suivante : Tout produit dont la demande est moins élastique que l'offre comporte un volume optimum de production auquel correspond une valeur globale optima.

Comment donc fonctionne exactement la solidarité entre l'agriculture et l'industrie. Si nous partons d'une quantité inférieure à l'optima, la production agricole peut croître parallèlement à la production industrielle, assurant ainsi un développement de la prospérité commune, conformément à la théorie célèbre des débouchés de J.-B. Say. Mais à partir du moment où la quantité optima est atteinte pour la production agricole, la loi des débouchés ne joue plus. Les prix des produits agricoles surabondants baissent et le phénomène des ciseaux se produit. Bientôt la solidarité dans la prospérité de la phase précédente fait place à la solidarité dans la misère. Les agriculteurs ne peuvent en effet, comme le remarque Lemer cier, mettre un prix à la main-d'œuvre de la classe industrielle qu'en raison de celui auquel ils vendent aussi

leurs productions, car les salaires ne sont que des portions prises dans les productions en nature ou, ce qui revient au même, dans leur valeur en argent, parce qu'enfin, il y a une proportion établie entre la valeur vénale des productions et la valeur vénale des ouvrages de l'industrie.

Malheureusement, dès que la baisse des prix des productions devient sensible, la confiance est ébranlée et apparaît la thésaurisation, la grande course à l'or dont la valeur croît par rapport à celles de toutes les productions, de sorte que la proportion est de plus en plus détruite entre la valeur vénale des dites productions d'une part, et les salaires, les dettes, les charges fixes d'autre part. Dans la crainte d'une baisse plus profonde, chacun vend : titres et produits sont jetés sur le marché en surabondance de telle sorte que, apparemment, la surproduction devient beaucoup plus considérable qu'elle n'est en réalité.

« En revendant, chacun opère une conversion en or ou en signes monétaires représentatifs d'or. Schématiquement il n'est donc pas excessif de dire que le facteur essentiel de la crise, c'est la confiance exclusive dont jouit l'étalon monétaire. La confiance n'est pas détruite mais déplacée. Au lieu de se répartir normalement et de susciter des échanges de produits, brusquement elle s'immobilise et se cristallise autour d'un seul : l'or (1). »

Quels remèdes à cette situation ? Ils découlent logiquement de ce que nous venons d'exposer. Si l'on doit raisonner dans l'hypothèse d'une population stationnaire, il faut s'efforcer de stabiliser les productions agricoles à leurs quantités optima auxquelles correspondent les meilleurs prix possibles, tant pour les vendeurs que pour les acheteurs, mais il faut également s'efforcer de maintenir les prix à leur niveau optimum et cela en assurant, d'une manière réelle et permanente, la stabilité de l'étalon des valeurs.

La réglementation quantitative des productions agricoles est évidemment une des choses les plus difficiles à réaliser, tant en raison de la dépendance où elles se trouvent à l'égard

(1) V. *L'Information* du 1^{er} août 1933. Article de M. R. LANGBANK : « De l'expérience américaine et des suggestions qu'elle apporte... ».

des conditions météorologiques que de l'isolement économique des agriculteurs. Cependant il ne semble pas qu'il y ait là des difficultés insurmontables. Si la quantité optima ne peut être obtenue annuellement, on peut du moins l'obtenir comme moyenne sur plusieurs années de sorte que l'offre annuelle pourrait être optima, si les producteurs étaient suffisamment organisés et forts économiquement. De là l'intérêt qu'il y a au développement des coopératives agricoles de vente telles que les pools canadiens du blé et les silos en France même. Si pour atteindre ce but les efforts privés des agriculteurs sont le plus désirables parce que le plus efficaces, l'intervention des pouvoirs publics peut cependant, dans certains cas, être utile et même nécessaire.

Un des moyens pratiques, qui peuvent être envisagés pour remédier à la surproduction actuelle, a été proposé, comme nous l'avons rapporté plus haut, par MM. Fromont et Courtin ; il consisterait par exemple dans la suppression temporaire de l'emploi des engrais, tandis que la mécanisation de l'agriculture pourrait être utilement poursuivie.

La question de l'étalon des valeurs, si importante et d'une actualité brûlante, mériterait assurément une étude spéciale. Nous nous bornerons à énoncer à ce sujet quelques idées en laissant de côté la question de l'adoption d'un étalon des valeurs autre que l'or soit à base marchandises, soit à base polymétallique comme le propose un industriel français, M. Fizaine, ou encore à base d'énergie selon les conceptions des technocrates d'outre-Atlantique. Ceci nous entraînerait dans des spéculations trop lointaines. Il semble, qu'à l'avenir, l'or puisse être conservé comme étalon monétaire, à condition que la stabilité de sa valeur soit assurée, ce qui ne paraît pas impossible. Un grand rôle économique et social pourrait à cet effet être confié aux instituts d'émission qui n'ont guère été jusqu'à ce jour que de simples caisses de conversion, le maniement des taux d'escompte, qui leur appartient, s'étant en effet révélé fort inefficace dans ces dernières années.

Le système actuellement proposé de la « monnaie compensée », consistant en des révisions périodiques de la teneur en or de l'unité monétaire, présenterait bien des inconvénients

et en particulier, au point de vue technique, celui de provoquer des cassures brusques dans la valeur de la monnaie. Il serait préférable, à notre avis, de confier aux instituts d'émission le soin d'assurer la stabilisation permanente de la valeur de l'or. Dans ce but, il faudrait d'abord choisir un indice pondéré des prix de gros des principales productions mondiales par rapport auxquelles la valeur de l'or serait stabilisée. Il est évident que ceci fait, l'idéal serait une coopération internationale de tous les instituts d'émission pour constituer un fonds commun d'or égal, par exemple, à la moitié du stock mondial de métal jaune, actuellement d'environ 20.000 tonnes. Ce fonds pourrait être remis à la B. R. I. qui délivrerait en échange des certificats de dépôt d'or aux banques d'émission des différents pays. Grâce à cette masse d'or ainsi réunie, la B. R. I. pourrait à son gré, selon les nécessités, se porter acheteuse ou vendeuse d'or contre les marchandises rentrant dans l'indice et proportionnellement à leur pondération ; la stabilité de la moyenne des prix serait ainsi assurée, tout en laissant place à des variations individuelles de prix pour chaque marchandise.

La principale objection, qu'on peut opposer à un tel système, est le danger de voir s'accumuler, entre les mains de la Banque centralisatrice, des stocks de marchandises périssables, mais à cela on peut répondre tout d'abord que la banque pourrait opérer principalement par la voie du marché à terme ; en second lieu le facteur psychologique entrerait en jeu et la certitude d'une intervention nécessairement victorieuse de la Banque, en cas de baisse des prix, arrêterait, dès sa naissance, la panique de thésaurisation, cause des dépressions économiques.

On pourrait objecter encore qu'il serait difficile de réaliser la coopération internationale des instituts d'émission. Bien des Etats hésiteraient à confier la moitié de leurs réserves d'or à la B. R. I. Cette opération pourrait d'ailleurs être une duperie puisque certains pays tels que l'Allemagne n'ont presque plus d'or, tandis qu'à côté, la Banque de France détient plus du quart du stock mondial de métal jaune. Mais précisément la politique, que nous préconisons, ne pourrait qu'être facilitée

par cette inégale répartition de l'or. Qui ne voit en effet qu'un accord, entre les seuls Etats-Unis d'Amérique et l'Etat français qui contrôlent ensemble près des deux tiers de l'or du monde, serait à la fois d'une réalisation plus facile que s'il s'agissait d'une entente entre toutes les nations et d'une efficacité plus certaine. Le gouvernement du président Roosevelt paraît virtuellement acquis à cette politique de régularisation de la valeur de l'or ; ce serait donc à la France de dire son mot.

Une dernière objection, qui se présente à l'esprit, est le danger d'encourager la surproduction, par suite du maintien presque rigide du niveau des prix. A cela nous pouvons répondre que nous avons insisté plus haut sur la nécessité d'un contrôle de la production pour maintenir celle-ci à son quantum optimum. Il s'agit ici, les deux opérations étant liées, de maintenir le « bon prix », non un prix surélevé comme ce fut le cas en 1927 avec la politique dite de valorisation des stocks. D'ailleurs, comme nous l'avons déjà fait remarquer, le prix de chaque marchandise en particulier pourra hausser ou baisser par rapport aux prix des autres marchandises, par suite la production tendra naturellement à s'accroître ou à se ralentir en conformité des besoins du marché. Ce qui sera stabilisé c'est le niveau moyen des prix ; plus exactement c'est l'appréciation de l'or qui sera évitée et avec elle la ruine de l'équilibre des prix et de l'équilibre social.

La baisse de la valeur de l'or devrait de même être empêchée et il semble que, pour atteindre ce but, le procédé le plus simple serait d'attribuer le contrôle de la production de l'or aux instituts d'émission. Ceux-ci pourraient par exemple pratiquer à l'égard des mines d'or une sorte d'intégration vers le bas et devenir en quelque sorte des holdings d'actions de sociétés aurifères. Il faut d'ailleurs remarquer que, dans un régime de liberté, la hausse des prix des marchandises tend automatiquement à freiner la production de l'or, de même que la baisse des prix la stimule.

La stabilité de la valeur de l'or peut donc être ainsi assurée, mais c'est surtout pour éviter son appréciation qu'un effort doit être entrepris. En effet lorsque l'or baisse, la réadaptation

de l'organisme économique est relativement facile ; il suffit de relever les salaires, ce qui est aisément accepté par les intéressés ; d'autre part le poids des dettes est diminué en particulier celui des dettes publiques, ce qui soulage les contribuables et du même coup stimule toute la vie économique. Lorsqu'au contraire l'or augmente de valeur, c'est la ruine pour les producteurs, le chômage pour les salariés, l'écrasement des débiteurs, le déficit des budgets publics, sans compter la possibilité de graves troubles sociaux.

C'est pour éviter toutes ces calamités qu'il est nécessaire de maintenir la stabilité monétaire. On entendait autrefois par là uniquement la fixité de la valeur de la monnaie par rapport à l'or ; c'est en ce sens qu'on peut parler de l'instabilité du dollar et de la livre sterling, bien que l'écart des valeurs réelles de ces monnaies, entre novembre 1928 et novembre 1933, soit assurément beaucoup moindre que celui qui s'est produit dans la valeur réelle du franc entre ces deux dates. On dit que la dépréciation de la monnaie n'a jamais déterminé qu'une hausse nominale des prix des marchandises, qu'elle n'accroît pas la richesse d'un pays mais seulement l'activité spéculative, qu'elle accroît la thésaurisation de l'or et par suite la baisse des prix-or ; que la stabilisation des monnaies a l'avantage de faire disparaître l'incertitude qui entrave les affaires, qu'enfin cette stabilisation rend possible un développement du crédit. Tout cela est exact ; la stabilité monétaire par rapport à l'or est certainement un bien, mais à la condition *sine qua non*, que la valeur de l'or soit elle-même stable. Tant que cette condition n'est pas assurée rien d'utile n'a été fait.

L'attachement indéfectible à l'étalon-or tant proclamé aujourd'hui constitue donc une erreur certaine, si par ailleurs une action n'est pas entreprise pour assurer la stabilité de la valeur de l'or lui-même. Si l'on néglige ce dernier point de vue, la politique de fidélité à l'étalon-or va à l'encontre de son but : au lieu de ramener la confiance, elle provoque de plus belle la recherche exclusive du métal jaune, qui est aujourd'hui la cause essentielle de l'effondrement de l'organisation économique du monde civilisé.



TROISIÈME PARTIE

Les efforts nationaux et internationaux pour remédier à la crise agricole.

Quoique les résultats en aient été jusqu'ici peu brillants, on ne peut passer sous silence les multiples efforts tentés pour mettre fin à la grande détresse de l'agriculture. Ils peuvent se résumer en un développement de l'étatisme qu'explique d'ailleurs l'isolement économique des agriculteurs dont il a déjà été fait mention. Il est toutefois essentiel de distinguer dans l'interventionnisme officiel deux aspects fort différents dans leurs causes et dans leurs effets : d'un côté le nationalisme économique exaspéré par la crise, a eu pour conséquence, dans les divers pays, la prise de mesures tendant à isoler les marchés intérieurs et à ramener de plus en plus le monde vers le stade des économies fermées ; d'un autre côté des efforts éclairés ont été réalisés pour lutter contre l'anarchie économique et pour remettre la production en harmonie avec la consommation à la fois dans le cadre national et sur le plan international.

Dans les développements qui suivent, nous envisagerons surtout ces derniers efforts car, si les mesures relevant de la politique d'autarchie ont procuré aux économies nationales respectives un soulagement passager, elles sont devenues ensemble une des principales causes d'aggravation de la dépression mondiale.

Les entreprises destinées à porter secours aux agriculteurs

sont relatives à l'endettement et à différents produits : vin, sucre, coton, blé, etc... On pourrait les étudier méthodiquement ou chronologiquement, nous préférons cependant les suivre sur les différents plans où elles ont été réalisées : national, impérial et régional, mondial.

CHAPITRE PREMIER

Les efforts nationaux.

Presque toutes les nations ont été amenées à prendre des mesures pour défendre leur agriculture. En dehors des procédés devenus courants de contingentement et de prohibition d'importation, des systèmes de licences et autres restrictions quantitatives analogues, on peut noter qu'une douzaine de pays ont établi des monopoles d'importations, en général relatifs aux céréales et dans seize autres pays on trouve des règlements relatifs à la mouture ou aux mélanges.

Un autre fait saillant, dans la plupart des pays, est l'intervention des pouvoirs publics dans le but de réduire les intérêts de la dette de l'agriculture (1).

Des mesures ont été prises notamment en vue de proroger le paiement des dettes, de donner la priorité aux nouveaux prêts, de convertir les obligations à court terme en obligations à long terme, de négocier des réductions de fermages, de convertir les fermages qui étaient stipulés en sommes d'argent fixes en paiements annuels dépendant de la valeur de la production agricole et d'accorder des abattements d'impôts.

Des efforts sont à signaler sur ce point, particulièrement en Allemagne, aux Pays-Bas, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Lettonie. Au Danemark une législation très complète a été promulguée. Pour ne pas nous engager dans des développements trop longs, nous nous bornerons à considérer brièvement la situation en France et aux Etats-Unis.

(1) *La situation agricole en 1931-1932*. Rome, 1933, par l'Institut international d'Agriculture et *La situation économique mondiale 1932-1933*. Genève 1933, p. 172 et 173, par la S. D. N.

I

En France.

Dans notre pays les pouvoirs publics sont intervenus principalement pour défendre le marché du blé et celui du vin. Au début de la crise, les conditions de ces deux marchés étaient essentiellement différentes puisque la France est exportatrice de vins alors qu'elle est normalement importatrice de blé. Le protectionnisme douanier fut donc le premier moyen employé pour maintenir les cours du blé. L'article 6 de la loi du 1^{er} décembre 1929 permit de relever les droits de douane sur les grains et farines par décret pris en conseil des ministres. La protection fut de plus assouplie par cette loi qui permit de fixer par décret le pourcentage minimum des blés indigènes que les meuniers devront obligatoirement employer pour la fabrication des farines pouvant seules être utilisées pour la panification et autres usages alimentaires. D'autres textes intervinrent dans le même sens, par exemple pour obliger les détenteurs de stocks de blés exotiques à les déclarer. Cependant à partir d'août 1932, la surproduction intérieure, qui provoqua l'effondrement des cours du blé, obligea les pouvoirs publics à prendre des mesures plus rationnelles. Au cours de l'année 1933, plusieurs lois intervinrent tendant à l'organisation du marché du blé. La plus importante est celle du 10 juillet 1933 qui fixe un prix minimum pour l'année allant du 15 juillet 1933 au 15 juillet 1934.

Les principales mesures prises pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande consistent dans la constitution de stocks de blé et l'organisation de la vente échelonnée, dans l'institution du blutage obligatoire et l'exigence légale d'un minimum d'amidon dans les sons, enfin dans l'octroi de subventions pour dénaturer des blés indigènes et les utiliser à l'alimentation des animaux ou pour employer le blé indigène à la fabrication de l'alcool. Par ailleurs la déclaration

des stocks et des ensemencements est rendue obligatoire. Des comités d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales ont été institués, un comité national au ministère de l'agriculture et des comités départementaux. Leurs attributions sont purement consultatives.

D'une façon générale on s'est efforcé de développer le crédit agricole ainsi que des prêts à court terme aux agriculteurs à un taux d'intérêt réduit.

Les mesures prises pour la défense du marché du vin ont leur base dans la loi du 4 juillet 1931, modifiée par la loi du 8 juillet 1933. Cette loi de 1931, qui constitue le statut français de la viticulture et qui s'applique également à l'Algérie, interdit pendant dix ans la plantation de nouveaux vignobles « pour quiconque possède dix hectares de vignes ou récolte 500 hectolitres ». Elle prévoit également le blocage qui a été réglementé par le décret du 19 décembre 1931. Le blocage s'applique à tout viticulteur de France et d'Algérie, dont la déclaration de récolte indique une production de plus de 400 hectolitres ; il ne pourra disposer de la partie bloquée de sa récolte que pour la distillerie, la vinaigrerie et l'exportation ; en effet sauf pour ces dernières destinations, aucun titre de mouvement ne lui sera délivré pour mise en circulation. Le taux de blocage est progressif et varie de 7 à 17 %, étant majoré d'un coefficient d'après le rendement à l'hectare. On a estimé qu'en 1932, deux millions d'hectolitres étaient ainsi provisoirement immobilisés dans les caves. Ceci ne représente qu'un très faible pourcentage des disponibilités et maintes appréhensions ont été exprimées pour la période du déblocage. Aussi, le plus efficace procédé employé, pour assainir le marché du vin, a-t-il été la distillation obligatoire et les réquisitions d'alcool conformément à la loi du 19 avril 1930 et à l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931. D'après les estimations de l'Administration, cinq millions d'hectolitres ont ainsi disparu du marché. Par ailleurs une action de propagande a été organisée en vue de stimuler la consommation des produits de nos vignes.

II

Aux Etats-Unis.

Dans l'Union américaine, les efforts les plus remarquables, pour soulager les agriculteurs, ont été entrepris par la nouvelle administration. Les principaux textes législatifs, qui sont intervenus, sont le « Farm Debt (Mortgage) Relief Bill » relatif à l'aménagement de la dette agricole et surtout l'« Agricultural Adjustment Act » complété par l'amendement Thomas relatif à la politique monétaire.

L'Agricultural adjustment Act prévoit une vaste opération de crédit dont le but est d'alléger la charge des dettes hypothécaires des agriculteurs, mais ses dispositions essentielles visent surtout à rationaliser la production agricole et à restaurer le pouvoir d'achat des agriculteurs (1). Le secrétaire de l'Agriculture a en conséquence reçu des pouvoirs discrétionnaires lui permettant de percevoir un impôt sur la transformation des produits agricoles, d'instituer des contingents de production, de fixer les prix et de verser des loyers ou primes aux agriculteurs qui s'engagent à réduire leur production. L'impôt de transformation perçu est égal à la différence entre le prix courant moyen des produits agricoles à la ferme et la « juste valeur d'échange », définie comme étant le pouvoir d'achat moyen des produits agricoles par rapport aux articles achetés par l'agriculteur entre 1909 et 1914. En application de ce principe, l'impôt sur la transformation du blé a été fixé primitivement à trente cents par boisseau. L'impôt est perçu sur le consommateur et le produit en est réparti entre les agriculteurs qui se sont engagés à réduire leurs emblavures dans une proportion convenue.

Les mêmes principes ont été appliqués pour le plan relatif au coton. Une taxe de transformation a été instituée à partir du 1^{er} août 1933, et des primes ont été payées aux producteurs

(1) V. *La situation économique mondiale 1932-1933*, op. cit., p. 338 et 339.

pour retourner ou faucher leurs plantations. Ces primes varient de 7 à 20 dollars par acre selon le rendement des terres. S'il le désire, le producteur peut obtenir une option, au prix de 6 cents par livre anglaise, sur une quantité de coton appartenant au gouvernement, égale à la diminution de sa récolte. Dans ce cas, l'indemnité en espèces est réduite de 6 à 12 dollars par acre.

Il est facile de s'apercevoir qu'en définitive toutes ces mesures tendent à rétablir brutalement, par l'intervention de la puissance publique, l'équilibre entre la valeur vénale des productions et la valeur des salaires, conformément au principe énoncé par Lemercier de la Rivière, en même temps que l'on s'efforce de faire disparaître la surproduction qui a provoqué le déséquilibre.

CHAPITRE II

Les efforts impériaux et régionaux.

Ottawa-Stresa.

La surproduction est, pour une bonne part, apparente et résulte, comme nous l'avons vu, de la paralysie des échanges. Or au moment où tous les pays du monde s'entourent de barrières de plus en plus épaisses, qui arrêtent les courants de marchandises, et se replient sur eux-mêmes, il est vain d'espérer en une prompte reprise universelle du commerce. Les efforts, pour ranimer les échanges internationaux, devaient donc nécessairement, pour débiter, tendre à accroître le volume du commerce entre les groupes de pays auxquels des conditions politiques ou géographiques particulières commandaient un rapprochement. Ce sont ces raisons qui en 1932 ont fait se tenir deux importantes conférences, l'une à Ottawa en juillet et l'autre à Stresa au mois de septembre.

I

Ottawa.

La conférence d'Ottawa groupait des représentants du Royaume-Uni, des Dominions autonomes, du Commonwealth britannique et de l'Inde. Son but était de développer les échanges commerciaux entre les différentes parties du monde britannique grâce à une extension de la préférence impériale. Finalement une série d'accords furent négociés tendant à favoriser les échanges de produits agricoles contre des arti-

cles manufacturés. Ces accords furent d'ailleurs complétés par d'autres conventions avec des Etats ne faisant pas partie de l'Empire britannique, mais ayant d'étroites relations économiques avec le Royaume Uni et qui étaient inquiets sur les conséquences éventuelles des accords d'Ottawa. Ces Etats sont l'Argentine, grand fournisseur du marché anglais en viandes frigorifiées, le Danemark qui y envoie notamment son beurre, la Suède, la Norvège et l'Islande.

II

Stresa.

Stresa a été l'aboutissement théorique des remarquables efforts entrepris par les pays de l'Europe centrale et Orientale pour sortir de la situation catastrophique où la crise agricole mondiale les a plongés. A partir de 1930, les gouvernements de ces Etats ont tenu une série de conférences notamment à Varsovie et à Bucarest où ils ont poursuivi le triomphe de leurs revendications. Celles-ci portent en particulier sur l'organisation des exportations de céréales tendant à éviter la concurrence mutuelle entre leurs producteurs respectifs sur les marchés des pays tiers, sur l'octroi de crédits agricoles internationaux et sur l'institution de tarifs préférentiels en Europe en faveur des céréales en provenance de leurs pays. Les Gouvernements de ces Etats demandent enfin que désormais, dans les discussions internationales, les intérêts de l'agriculture soient traités sur un pied d'égalité avec ceux des autres branches de l'activité économique.

Sur ce dernier point, on peut dire qu'un des résultats de la crise actuelle aura été de consacrer officiellement l'importance fondamentale de l'Agriculture dans la vie économique. Par ailleurs, les pays de l'Europe centrale et orientale sont arrivés à organiser à fond leurs exportations de céréales, de telle sorte qu'ils sont maintenant en mesure de suivre une politique d'exportation uniforme. Les autres revendications formulées ont reçu à leur tour au moins une satisfaction de principe.

En mai 1931, un projet de création d'une Société internationale de crédit hypothécaire agricole, établi par le comité financier de la S. D. N. et revu par la Commission d'étude pour l'Union européenne, a été approuvé par le Conseil de la S. D. N. qui a nommé aussitôt les membres du comité d'organisation de la future Institution. Quant à la question de l'établissement de tarifs préférentiels européens, elle a été au moins provisoirement réglée à Stresa.

Le Comité, qui se réunit en cette ville sous la présidence de M. Georges Bonnet, avait été constitué par la Conférence de Lausanne en vue de soumettre, fin septembre 1932, à la Commission d'étude pour l'Union européenne, ses propositions économiques et financières tendant à la restauration des pays de l'Europe centrale et orientale. Outre les Etats intéressés directement, c'est-à-dire la Pologne, les pays successeurs de l'empire austro-hongrois et les nations balkaniques, ce comité comprenait les délégués de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Belgique, de la Hollande et de la Suisse. Les représentants de ces quinze Etats se mirent finalement d'accord pour formuler dix recommandations. Sur le point essentiel, la revalorisation des céréales, deux projets s'étaient affrontés : l'un d'inspiration française, prévoyant des tarifs préférentiels entre les divers Etats de l'Europe centrale et orientale et les grands Etats, l'autre d'inspiration italienne prévoyant le versement de subventions par les Etats membres de la Conférence. L'accord se fit grâce à un compromis aux termes duquel, les nations participantes s'engagent soit à concéder par voie d'accords bilatéraux des tarifs préférentiels, soit à contribuer à un fonds commun de stabilisation monétaire et de revalorisation économique. Ce fonds commun doit être alimenté par une sorte d'« impôt européen », consenti pour des fins de solidarité, sous la forme d'une légère surtaxe de 2 pour 1000 sur les importations et les exportations européennes. M. Paul Elbel, auteur de ce plan ingénieux, prévoit que cette surtaxe fournirait, au rythme actuel du commerce extérieur, près d'un milliard par an. L'efficacité de ce plan paraît donc certaine et il semble que l'on aurait tort de l'ajourner, sous prétexte d'attendre les

résultats problématiques d'une Conférence universelle. La principale difficulté que ce plan a soulevée, comme c'est d'ailleurs le cas pour les accords d'Ottawa, est relative à la clause de la nation la plus favorisée ; mais il apparaît que sur ce point le mieux serait de suivre l'avis éclairé du Comité économique de la S. D. N. (1) qui recommande que les réserves à cette clause, qui ont pour objet de faciliter des accords tarifaires régionaux, soient considérées comme compatibles avec le maintien du régime de la nation la plus favorisée en général.

(1) V. Recommandations du Comité économique concernant la politique tarifaire et la clause de la nation la plus favorisée. II. *Questions économiques et financières*, 1933, II. B. 1.

CHAPITRE III

Les efforts internationaux.

Sur le plan mondial, les efforts tentés pour remédier à la crise agricole ont porté principalement sur le sucre, le vin et le blé.

I

Le sucre.

Les mesures prises dans les différents pays pour protéger les cultures de betteraves ont eu pour résultat d'aggraver sensiblement la situation du marché international et de faire subir de lourdes pertes aux principaux pays exportateurs. C'est dans ces conditions que ces derniers ont été amenés à conclure à Bruxelles en 1931 une entente internationale fixant des contingents d'exportation et prévoyant la liquidation progressive des stocks dans un délai de cinq ans (1). Ce plan, dit plan Chadbourne du nom de son auteur, n'a pas été jusqu'ici couronné de succès.

Si la superficie cultivée a diminué de 20 à 30 % dans les pays adhérant à la convention, la production excessive du petit planteur javanais, insoucieux des directives de M. Chadbourne, n'a pas cessé en temps utile de peser sur le marché (2)

(1) Cf. *La production mondiale et les prix 1925-1932*, publication de la S. D. N. Genève, 1933.

(2) V. J. ALQUIER, Ed. de FELCOURT, P. LYAUTEY, Jean de NICOLAIY, etc... *L'Agriculture dans l'évolution de la crise mondiale*, Alcan, 1933, p. 90 (Conférences organisées par l'Institut national agronomique et l'Association amicale de ses anciens élèves).

et les cultures de betteraves dans les pays ne participant pas à l'accord se sont encore développées. La consommation des marchés libres avait, de son côté, été évaluée avec trop d'optimisme.

En 1932 malgré le renforcement du plan par le blocage de 700.000 tonnes du contingent des exportations cubaines à destination des Etats-Unis, les prix ont continué de décliner et des pourparlers se sont poursuivis notamment pour relever la quote-part des exportations de Cuba vers les pays autres que les Etats-Unis et pour réduire les stocks accumulés.

II

Le vin.

En raison de la gravité de la crise viticole, le comité de l'Office international du vin vota en juillet 1930 une résolution tendant à réunir une conférence internationale pour étudier les remèdes à cette situation. Cette conférence qui comprenait les représentants de trente nations se tint à Paris en mars 1932. Les travaux se sont concrétisés dans onze recommandations, tendant essentiellement à la limitation de la production, comme au développement de la consommation.

En vue de restreindre la production, la Conférence demande que les pays viticoles adoptent « des mesures tendant à la limitation des plantations et même à leur arrêt pendant une période de plusieurs années », suivant en cela l'exemple de l'Espagne, de la Grèce, de la Hongrie et de la France.

Elle s'oppose notamment à l'extension des vignobles dans les plaines, de même qu'à l'irrigation en plaine, en vue d'augmenter artificiellement le rendement des vins.

Elle recommande de rechercher la qualité plutôt que la quantité grâce à la sélection des cépages et préconise les plantations en raisins de table au lieu de plantations en raisins à vin.

Elle demande l'abaissement des droits de douane et des

taxes intérieures sur les vins, une lutte plus active contre la fraude, le mouillage des moûts et vins et la concurrence déloyale. Elle condamne le dumping et réclame une protection plus efficace des appellations d'origine, ainsi que l'adoption par les divers pays de méthodes uniformes d'analyse et de nomenclature des vins.

Pour alléger les marchés encombrés, la Conférence préconise le développement de la distillation des vins et sous-produits, la création de distilleries, l'emploi des alcools viniques, le vin devant seul servir à la fabrication des vinaigres.

D'autre part, la Conférence recommande, pour accroître la consommation, l'organisation d'une vigoureuse campagne avec emploi de tous les procédés techniques modernes de propagande.

La Conférence propose également la création de frigorifiques pour la conservation du raisin dont il importe d'accroître la consommation soit pour la table, soit dans les industries qui l'utilisent.

Elle prescrit l'établissement de casiers agricoles, chaque pays producteur devant faire annuellement une rapide enquête sur la composition des vins et en communiquer les résultats à l'Office international. Elle recommande enfin le développement du crédit et de la coopération agricoles, l'installation de caves, entrepôts et distilleries coopératives.

Ainsi un vaste programme d'action s'offre à la viticulture et pour la première fois a été fixée la charte du vin.

III

Le blé.

Toutes ces questions concernant l'organisation du marché des produits de base furent reprises à la Conférence économique mondiale de Londres en juin-juillet 1933. Elles firent l'objet des travaux d'une sous-commission spécialement chargée de la coordination de la production et de la vente et

occupèrent une place prépondérante dans les délibérations de la Conférence. Un accord fut réalisé dès le début sur certains principes généraux qui devraient régir tous les arrangements à intervenir relativement à chaque produit et de petits comités d'experts furent chargés d'examiner en particulier les produits laitiers, le sucre, le vin, le café, le cacao, le bois etc...

Les pourparlers relatifs au blé furent ceux qui retinrent le plus l'attention. Primitivement limités à des négociations entre les experts des principaux pays exportateurs, ils s'élargirent par la suite et les conversations se poursuivirent avec les représentants d'autres pays producteurs de blé et des Etats importateurs.

Lorsque la Conférence économique mondiale de Londres dut s'ajourner fin juillet 1933, aucun résultat précis n'avait été obtenu, mais le comité du blé poursuivit ses travaux et un mois plus tard le 25 août 1933 réalisait un accord qui constitue un événement important.

D'un côté, sur la proposition du délégué de la France, il a été admis par les représentants des importateurs que si le prix mondial du blé atteignait 12 francs or le quintal, cette situation justifierait de la part de leurs pays un abaissement des tarifs douaniers.

D'un autre côté les pays exportateurs: l'Australie, le Canada, l'Argentine, les Etats-Unis, les pays danubiens et la Russie ont accepté de limiter le total de leurs exportations annuelles à 560 millions de boisseaux pour les années 1933-1934. Si la demande mondiale dépasse ce chiffre qui correspond à 203.543.200 hectolitres, pour la période qui va du 1^{er} août 1933 au 31 juillet 1934, des contingents d'exportations supplémentaires, seront accordés au Canada et aux Etats-Unis pour faciliter la liquidation de leurs stocks. Le contingent d'exportations des pays danubiens (Bulgarie, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie) qui est fixé à 50 millions de boisseaux, pourra éventuellement être porté à 54.

Pour les années 1934-1935, les pays exportateurs sauf l'U. R. S. S. et les pays danubiens s'engagent à réduire leur production de 15 %. Les pays importateurs de blé conviennent de leur côté de ne pas encourager l'extension des surfaces

ensemencées et de la production intérieure du blé et de favoriser l'augmentation de la consommation de ce produit.

Les pays importateurs admettent également le principe d'une révision des contingents des importations qui devra être réalisée, sinon en 1933-1934, du moins en 1934-1935, si les prix mondiaux manifestent une tendance nette à la hausse par rapport au 1^{er} semestre 1933.

Enfin les pays participant à la Conférence se déclarent d'accord pour instituer un « comité consultatif du blé » chargé de suivre la mise en application et le fonctionnement de l'accord. Ce comité aura notamment à fixer la quote-part à laquelle l'U. R. S. S. aura droit pour ses exportations.

Commentant cet accord de Londres l'Institut international d'Agriculture de Rome écrit qu'« il est évident que cet accord amiable, établi entre un aussi grand nombre de pays devrait avoir un effet bienfaisant sur la situation mondiale du blé ».

* * *

Ainsi il apparaît très nettement que l'Agriculture tend de plus en plus à s'organiser, à se nationaliser, suivant en cela l'exemple de l'industrie. Nous pensons que là est la solution permanente contre les crises. La proposition de M. Romier (1), selon laquelle les agriculteurs devraient revenir au stade ancestral de l'économie familiale ne nous paraît pas devoir connaître le succès.

N'est-ce pas la petite production familiale qui, dans le cas du caoutchouc et dans celui du sucre, s'est révélée le plus grand obstacle à l'ajustement de l'offre à la demande ! Le retour à l'économie familiale irait sans doute de pair avec l'abandon de la technique et du machinisme moderne ce qui constituerait assurément une régression économique et sociale. Les perfectionnements techniques en effet sont en tout état de cause un progrès certain, du seul fait qu'ils accroissent l'efficacité du travail humain et par suite sa valeur en argent.

(1) J. ALQUIER, Ed. de FELCOURT, etc..., *L'agriculture dans l'évolution de la crise mondiale*, op. cit., Conférence de M. ROMIER.

CONCLUSION GÉNÉRALE

I

Résumé du point de vue adopté.

Nous savons comment la crise apparaît dans la vie économique, en raison des conditions essentiellement différentes dans lesquelles se développent l'industrie et l'agriculture. Théoriquement il n'existe pas de limite à l'absorption des produits manufacturés, dans aucune des trois directions possibles de la production : quantité, qualité, diversité. Lorsqu'un particulier possède une automobile il n'y a pas de raison, si sa fortune le lui permet, pour qu'il n'en ait pas une seconde, ou une plus luxueuse ou plus puissante et qu'il ne s'offre pas un avion ou un yacht.

Chaque industriel pourrait donc accroître sa production et contribuer à multiplier les échanges et la prospérité conformément à la loi des débouchés de J. B. Say. L'obstacle vient, d'une part, du synchronisme imparfait de la production et de la consommation lequel provoque les crises industrielles cycliques et, d'autre part et surtout, du développement de la production agricole dans les conditions que nous avons décrites. Aux quantités optima de la production agricole correspondent les prix optimum qui permettent seuls aux produits de la terre et de l'industrie de s'entrepayer, donc de s'échanger. Le prix optimum est le principe vital du monde économique et sa disparition frappe ce dernier de paralysie progressive, comme on peut le constater actuellement. Mais ce qu'il faut bien remarquer c'est que cette quantité optima et ce prix

optimum constituent un niveau critique autour duquel la réalité économique instable évolue sans cesse. Instable, disons-nous, en raison des caprices de la nature, tantôt avare et tantôt généreuse, précipitant l'humanité vers la disette ou vers la surproduction. Notons de plus, que ce niveau critique est lui-même variable selon les fluctuations du chiffre de la population et les stades de civilisation, deux facteurs qui sont, par essence, en perpétuel mouvement.

Le plus déconcertant est que les oscillations des prix autour du point critique sont aggravées par les hommes eux-mêmes, poussés qu'ils sont par le désir de s'enrichir ou tout simplement par la peur de perdre. Ce dernier sentiment, en engendrant la thésaurisation et par suite l'appréciation de la monnaie, cause les plus grands ravages. Il provoque en effet la rupture de l'équilibre entre les prix des productions et les prix de la main-d'œuvre et cette rupture s'accroît au fur et à mesure que la panique s'aggrave.

L'ampleur de la crise actuelle résulte en définitive d'une part, des causes fondamentales de déséquilibre économique énoncées dans la première partie de cette étude, consacrée aux causes de la crise agricole, d'autre part de la coexistence de cette crise avec une dépression industrielle cyclique, enfin de l'abus du crédit et de l'excès de la spéculation à la hausse dans la période de boom des années 1927 à 1929 et de la panique de thésaurisation à partir de 1930.

II

Remèdes proposés.

Les remèdes à une telle situation sont de deux sortes : d'un côté, une action internationale concertée en vue d'enrayer l'appréciation de l'or et d'en stabiliser la valeur à un niveau raisonnable, si l'on désire le conserver, pour l'avenir, comme étalon des valeurs ; d'un autre côté une réorganisation technique de l'agriculture tant au point de vue de la production que de la vente, accompagnée d'une certaine évolution nécessaire dans les vieux pays européens.

Dans le premier ordre d'idées concernant le problème monétaire, nous insisterons seulement sur ce fait incontestable que, depuis quatre ans, l'or s'est apprécié de 65 % environ. La rapidité et l'importance de cette augmentation de valeur rend quasi-impossible une réadaptation de la vie économique sur la base de la nouvelle valeur de l'or, dans les circonstances politiques et sociales actuelles. Cette réadaptation demanderait en tous cas de nombreuses années et la crise s'en trouverait prolongée d'autant. Il n'est d'ailleurs pas impossible que la valeur de l'or continue de s'accroître au cours des prochaines années, si les gros détenteurs de métal jaune — la Banque de France et les Federal Reserve Banks — ne font rien pour enrayer le mouvement.

Quoi qu'il en soit, il est essentiel de noter que jusqu'ici la plupart des pays n'ont pas pu résister à la pression que faisait subir à leurs économies nationales respectives cette appréciation du métal jaune et qu'ils ont dû en décrocher leurs différentes monnaies ce qui a provoqué une regrettable instabilité monétaire et qui, plus est, une sorte de « guerre des monnaies ». Le résultat le plus clair de la Conférence économique de Londres a été en effet la constitution d'un bloc des pays restés fidèles à l'étalon-or en face des nations à changes erratiques. Les dirigeants des deux systèmes opposés se croient les uns et les autres dans la vérité économique. En réalité ils n'ont raison qu'à demi. Toute la question est en effet de savoir par rapport à quoi on entend la stabilité. Est-ce par rapport à l'or seul ou par rapport à l'ensemble des prix des marchandises, c'est-à-dire à la réalité économique. Il semble que ce soient les partisans de cette seconde conception qui se trouvent dans le vrai, toutefois on ne saurait admettre que sous prétexte de l'appréciation de l'or, les monnaies de tous les pays soient livrées à tous les caprices des spéculateurs et puissent être comparées à des « mètres en caoutchouc ».

La seule solution rationnelle consiste dans une action internationale dirigée par les Etats dont les instituts d'émission détiennent les plus grosses réserves d'or, en vue de ramener la valeur du métal jaune à un niveau correspondant aux nécessités économiques et sociales. Ceci permettrait à la fois,

aux pays qui sont encore fidèles à l'étalon-or, de le conserver, et aux pays qui l'ont abandonné, de le réadopter. La période d'instabilité monétaire serait ainsi terminée et la seule préoccupation serait de maintenir désormais d'une manière permanente la stabilité de l'étalon international des valeurs. Nous avons dit plus haut comment un tel résultat pourrait être atteint.

Cette question monétaire réglée, un important résultat serait acquis ; cependant l'œuvre de restauration économique devrait être complétée par une réorganisation de l'agriculture, tant sur le plan universel que sur le plan national.

L'idée directrice de toute action en la matière doit être la suivante. L'agriculteur vivait autrefois presque complètement en économie fermée avec sa famille. Aujourd'hui et de plus en plus, il produit pour le marché, pour l'échange contre des objets manufacturés toujours plus nombreux et variés. L'agriculteur profite de jour en jour davantage du progrès matériel : il utilise les machines agricoles sans cesse perfectionnées, les autos, l'électricité, la T. S. F. ; il doit, en conséquence, renoncer à son isolement économique et comprendre que son intérêt personnel, concordant avec celui de la société dont il est le bénéficiaire, lui impose de s'associer avec les autres agriculteurs pour obtenir tout à la fois la quantité de productions la plus souhaitable et le meilleur prix de vente possible.

Il est remarquable, en effet, qu'actuellement le cultivateur « isolé ne peut pas influencer ses prix de vente en réduisant sa « production. Par suite, contrairement à la politique adoptée « par les industriels, il s'efforce de compenser la baisse des « prix par une augmentation, plutôt que par une diminution « de la production (1) ».

Le résultat est naturellement d'accélérer la chute des prix et cela dans une proportion plus forte que l'augmentation de la production, ce qui aggrave la dépression générale. Si, au contraire, par suite d'ententes entre les agriculteurs, la

(1) OHLIN, *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale*, p. 244, *op. cit.*

production des denrées alimentaires avait été légèrement réduite après 1929, « les prix de ces articles auraient pu être maintenus à un niveau plus élevé et le brusque déplacement qui s'est manifesté dans la répartition des revenus au détriment de la population agricole aurait pu être évité dans une mesure plus ou moins grande et, par voie de conséquence, la situation des industries manufacturières également aurait été moins troublée » (1).

Ainsi l'article essentiel d'un programme de restauration agricole doit être le développement des coopératives tant pour la production que pour la vente. Le mouvement est d'ailleurs largement ébauché. Au Canada, par exemple, les pools sont arrivés à un grand degré de perfection. En France aussi on voit les agriculteurs organiser des silos. L'idéal serait de voir tous les cultivateurs d'une localité adhérer à une organisation de ce genre, laquelle serait affiliée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un organisme régional, à une Coopérative nationale qui traiterait sur un pied d'égalité avec les autres coopératives des divers pays agricoles tel que le pool canadien du blé. On pourrait ainsi arriver à des cartels internationaux pour le blé, le maïs, la viande, etc. etc..'

Il est certain qu'actuellement nous sommes loin d'une telle organisation, car bien des cultivateurs sont encore hostiles aux silos. Cependant il est nécessaire de poursuivre les efforts dans le sens de la coopération, dût-on aller jusqu'à rendre obligatoire l'adhésion à une coopérative locale de tout agriculteur produisant pour le marché. Une certaine prudence s'impose néanmoins sur ce point afin de ne pas tomber dans les excès de la « Kolkholzisation » soviétique.

A côté des mesures à prendre sur le plan universel, une certaine transformation de l'agriculture s'impose dans la plupart des vieux pays d'Europe. On ne peut à cet égard poser de règles générales sinon que chaque pays doit s'adonner aux productions pour lesquelles il est le plus apte et dont la consommation tend à s'accroître. Un contingent de production de céréales plus grand que celui d'avant guerre doit évi-

(1) *Idem*, p. 296.

demment être attribué aux pays neufs. A ce sujet, on peut citer l'exemple remarquable d'évolution de l'agriculture bulgare. Dans ce pays, « les exportations agricoles ont en 1910 « atteint 129.052.000 francs suisses, dont 80.811.000, pour « les céréales et seulement 2.056.000 pour les plantes oléagineuses et industrielles. En 1929 sur 228.466.000 francs « suisses d'exportations agricoles, les céréales figurent pour « 25.836.153 et les plantes industrielles et oléagineuses pour « 104.069.100 francs suisses. Les animaux vivants et produits « de l'élevage exportés représentent en 1929, 43.197.944 francs « suisses contre 20.326.000 en 1910 ». Il est donc clair qu'il y a actuellement tendance à consommer sur place les céréales et à leur substituer dans le commerce extérieur les plantes industrielles (tabac) et oléagineuses ainsi que les produits de l'élevage (1).

III

L'avenir de l'agriculture et de la vie rurale.

• Pour terminer, on peut se demander d'une façon générale quel est l'avenir de l'agriculture et quelle sera sa place dans la vie économique future.

Actuellement, la concentration des populations dans les régions industrielles où elles sont atteintes par un chômage d'une ampleur effrayante et d'autre part la misère où sont plongés les agriculteurs et qui tend à accélérer leur exode vers les villes, posent un très grave problème. La cause d'une telle situation réside, nous l'avons montré, dans le fait que les produits de la campagne et les articles manufacturés ne peuvent plus s'entrepayer en raison du déséquilibre considérable qui s'est créé entre les prix des produits agricoles et les salaires payés à la main-d'œuvre, déséquilibre maintenu et aggravé par une fiscalité excessive.

Le retour à la prospérité ne peut donc résulter que du rétablissement d'échanges normaux entre l'industrie et l'agriculture. Nous pensons pour cette raison que le progrès écono-

(1) *La crise agricole*, vol. I, *op. cit.*, p. 135.

mique doit consister essentiellement à l'avenir dans une inter-pénétration toujours plus grande entre la ville et la campagne. Les nécessités économiques sont sur ce point d'accord avec les exigences de l'hygiène qui ont fait créer pour les enfants des villes, des colonies de vacances au grand air ; en outre l'invasion des campagnes par le machinisme et les progrès prodigieux des moyens de transports et de communication commandent et facilitent tout à la fois l'assimilation réciproque du paysan et de l'ouvrier ; chacun d'eux doit devenir à la ville comme à la campagne un simple directeur de la machine qui multipliera de plus en plus l'efficacité du travail humain.

Cette conception n'est d'ailleurs pas nouvelle. Déjà au xviii^e siècle, avant que la révolution industrielle se fût produite, Rousseau déplorait l'entassement des hommes en fourmilières, loin des champs qu'ils sont faits pour cultiver, car « les villes, disait-il, sont le gouffre de l'espèce humaine ». Au début du xix^e siècle, dans leurs plans de rénovation sociale, Owen avec ses fameux parallélogrammes et Fourier, dans le système des phalanstères, prêchaient la réconciliation de l'agriculture et de l'industrie et rêvaient d'une société où les mêmes hommes produiraient et consommeraient en commun. Pecqueur et Proudhon n'ont-ils pas entrevu que les progrès des moyens de transport et de communication allaient renouer l'alliance naturelle et féconde des deux grandes branches de l'activité humaine ? Certes nous avons vu que l'abaissement des frais de transport a été en grande partie la cause de la crise agricole dans les vieux pays européens à la fin du siècle dernier.

Mais cette crise était purement locale et transitoire : à l'aube du xx^e siècle, elle s'était évanouie. Qui ne voit d'ailleurs que loin de pouvoir imputer à la facilité grandissante des communications, la crise agricole mondiale actuelle, ce sont les obstacles érigés partout au libre-échange des marchandises, qui accentuent le malaise dont souffre le monde. Aussi l'idée que nous préconisons d'une interpénétration nécessaire toujours plus grande entre la ville et la campagne, et entre l'industrie et l'agriculture n'a-t-elle pas cessé d'être exprimée.

Elle l'a été notamment par l'homme d'Etat belge Emile Vau-dervelde en 1903 dans son ouvrage sur « L'exode rural et le retour aux champs » où il mentionnait toutefois les difficultés qui retardaient l'évolution prévue. Depuis lors les progrès accomplis en trente années l'ont singulièrement facilitée. Qu'on en juge par le développement de l'automobilisme, de l'électrification des campagnes et de la T. S. F.

Ainsi l'on ne s'étonnera pas si à notre époque le grand industriel américain H. Ford adhère à l'idée d'interpénétration de l'agriculture et de l'industrie. La déclaration suivante qu'il faisait naguère contient, à ce sujet, tout un programme (1) : « Nous avons eu quinze ans de travail continu dans les usines Ford et même aujourd'hui nous avons des hommes qui n'ont jamais chômé un jour. Mais tout le problème a changé. Quelquefois je doute qu'il soit possible de continuer à faire marcher les Usines pendant les douze mois de l'année. A d'autres moments, je me demande si nous devons le faire, même si nous le pouvons. Et la conviction d'avoir commis une faute fondamentale en nous éloignant trop de la « Terre » devient plus profonde. A cause de cette séparation, l'agriculture et l'industrie souffrent de maux distincts ayant une base commune et qu'un simple rapprochement suffirait à guérir. L'agriculture a besoin d'un débouché pour ses produits et c'est l'industrie qui peut le lui donner. A cet effet, nous faisons des expériences continuelles afin de trouver de nouveaux usages industriels pour les produits de ferme courants. Grâce à cette union, nous stimulerons l'agriculture et nous serons à mesure de procurer au moins quatre mois par an des occupations saines et en plein air aux travailleurs de l'industrie ».

A ce sujet, on peut signaler en Suède la création, par une importante mine de fer, d'une école d'agriculture pour les fils des mineurs (2).

Dès lors on peut prévoir que les campagnes de l'avenir

(1) *Revue Ford* de janvier 1932. Interview de M. H. FORD.

(2) *Larousse mensuel illustré* de septembre 1933, p. 496 : le chômage dans le monde.

ne ressembleront plus à celles du « bon vieux temps ». Leurs habitants n'auront plus rien de commun avec les grossiers paysans dépeints par la Bruyère : ils auront passé par les villes ; ils resteront désormais en contact permanent avec elles ; ils retourneront aux champs, mais en y transportant les bienfaits du progrès et de la civilisation.

Ainsi la concentration urbaine n'aura été qu'une phase intermédiaire dans l'existence de l'humanité. Nous sommes peut-être au seuil d'une vie nouvelle et comme Vaudervelde, faisant allusion à la belle trilogie du poète Emile Verhaeren, nous dirons : avant que « les Aubes » se lèvent, il a fallu que « les Villes tentaculaires » fassent le vide dans « les Campagnes hallucinées ».

Vu : le Doyen,
E. ALLIX.

Vu : le Président de la thèse,
A. AFTALION.

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- La crise agricole*, publication du comité économique de la S. D. N. vol. I et II. Genève, 1931.
- La situation agricole en 1931-1932*, publication de l'Institut international d'Agriculture. Rome, 1933.
- Le Cours et les phases de la dépression économique mondiale*, publication du secrétariat de la S. D. N. Genève, 1931.
- La situation économique mondiale 1931-1932 et 1932-1933*, publications du service d'études économiques de la S. D. N. Genève, 1932 et 1933.
- La Production mondiale et les prix 1925-1932*. Idem. Genève, 1933.
- Les crises périodiques de surproduction*, par M. Aftalion. Paris, 1913.
- L'aspect agricole de la crise mondiale de surproduction de 1929-1931*, par M^e P. Rivière chez Jouve et C^{ie}. Thèse Paris, 1932.
- L'exode rural et le retour aux champs*, par E. Vaudervelde. Alcan, 1903.
- L'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, par Lemer cier de la Rivière.
- L'Agriculture dans l'évolution de la crise mondiale*, par J. Alquier, Ed. de Felcourt, P. Lyautey, Jean de Nicolaiy, etc... (Conférences organisées par l'institut national agronomique et l'association amicale de ses anciens élèves). Alcan, 1933.
- Revue d'Economie politique*, juillet-août 1930. Essai sur la crise agricole. Production et Population, par R. Courtin et P. Fromont.
- Revue politique et parlementaire*, janvier 1932. La Révolution agricole aux Etats-Unis et en U. R. S. S. par Viator.
- Revue de Paris* du 1^{er} août et du 1^{er} novembre 1931. Une politique du blé, par M. le comte de Fels, 1^{er} janvier 1932 autre article.
- Revue des deux mondes*, 15 janvier 1932. L'ilot français dans la crise mondiale, par J. Boissonnet. 15 février 1932. L'U. R. S. S.

et la crise mondiale, par Th. Aubert. 1^{er} décembre 1932
autre article.

Revue Ford, janvier 1932. Interview de M. Ford.

Le Temps, 11 mai 1933. La hausse des prix en Amérique et ses éléments, par R. Pupin.

L'Information, divers articles, etc. etc..

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Les produits agricoles dans les crises précédentes</i>	7
PREMIÈRE PARTIE	
LES CAUSES DE LA CRISE AGRICOLE	
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les facteurs de l'offre</i>	17
CHAPITRE II. — <i>Les facteurs de la demande</i>	38
DEUXIÈME PARTIE	
LES RÉACTIONS DE LA CRISE AGRICOLE SUR LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE	
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les faits</i>	54
§ 1. Antériorité de la crise agricole par rapport à la crise industrielle.....	54
§ 2. Les répercussions de la crise agricole sur la situation industrielle	56
§ 3. Les répercussions de la crise agricole sur la situation financière internationale et la crise de l'étalon-or	68
a) Le régime de l'étalon-or avant, pendant et après la guerre	68
b) Les changements et les erreurs de l'après-guerre dans l'ordre économique et financier	73
c) L'effondrement des prix des produits agricoles et l'abandon de l'étalon-or	77
d) La crise financière de 1931 et la crise agricole	83
e) La situation de l'agriculture aux Etats-Unis, la baisse du dollar et la « guerre des monnaies »	84
CHAPITRE II. — <i>Les explications doctrinales</i>	90
§ 1. Thèse de l'opposition fondamentale de l'agriculture et de l'industrie	90

§ 2. Thèse de la solidarité étroite de l'agriculture et de l'industrie	97
§ 3. Conciliation des thèses précédentes. La quantité optimale de la production agricole	109

TROISIÈME PARTIE

LES EFFORTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX POUR REMÉDIER A LA CRISE AGRICOLE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les efforts nationaux</i>	121
§ 1. En France	122
§ 2. Aux Etats-Unis	124
CHAPITRE II. — <i>Les efforts impériaux et régionaux</i>	126
§ 1. Ottawa	126
§ 2. Stresa	127
CHAPITRE III. — <i>Les efforts internationaux</i>	130
§ 1. Le Sucre	130
§ 2. Le Vin	131
§ 3. Le Blé	132
CONCLUSION GÉNÉRALE	135
BIBLIOGRAPHIE	144

